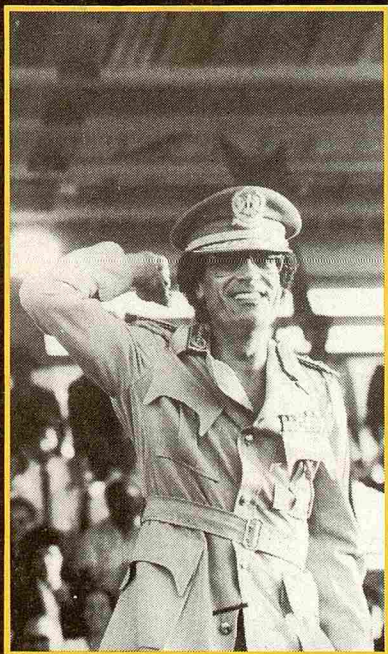


sa frontière



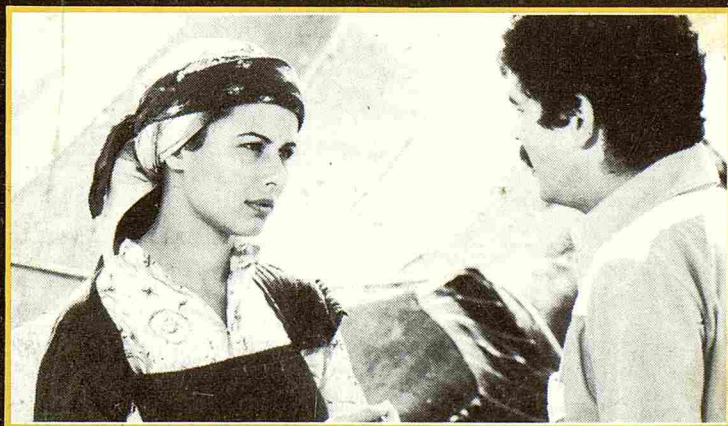
Amadou Gaye

● **PRUD'HOMMES: un million d'immigrés ont voté !**



● **L'OUA est-elle morte en Libye?**

● **RENCONTRE avec le réalisateur du film « L'ombre de la terre »**



S.F. JOURNAL

Sur la couverture, je lis la citation de Franz Fanon. « Qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme où qu'il se trouve ». Pour l'illustrer, certain kiosque dissimule S.F., le renvoie à l'expéditeur ou le nie carrément. Oui, on m'a dit ça à Perrache (Lyon). Et à Champigny (94): « C'est pas pour vous, « Ça ne paraît plus, ne cherchez pas, de toute façon, je n'en veux plus ». c'est pour les étrangers ». Heureux sera le jour où le vœu de Fanon sera exaucé. PHILIPPE

POUR LES ETRANGERS ?

N.D.L.R. : Philippe grand et blond s'est vu ainsi conseiller par un « kiosquier » de ne pas l'acheter. « C'est pas pour vous. C'est pour les étrangers » !

Cela résume bien les malheurs de la diffusion de S.F. en France. C'est une énorme bataille. Il faut absolument nous écrire, ne pas rester passifs. Nous payons beaucoup d'argent aux N.M.P.P. pour qu'ils diffusent le journal dans tous les kiosques que vous nous signalez. Le cas en question n'est pas isolé. Mais vous pouvez faire pression (gentiment) sur votre « kiosquier » pour qu'il vous amène S.F., qu'il le commande.

Lui demander de l'exposer est un autre débat. Essayez toujours. On publiera les perles qui vous seront rapportées. Surtout s'il y a de plus en plus de blonds, de noirs, de frisés qui le demandent et si possible au même endroit à chaque fois. La France est si riche de nos couleurs mais cela n'a pas encore atteint certains kiosques. Et pourtant la bobine de Yannick Noah défendant les couleurs de la France, s'étale sur tous les journaux. Mais cela ne saurait suffire. Alors à vous de jouer...

SOMMAIRE

SOCIAL

• LE VOTE DES IMMIGRES

- Prud'hommes :

« Krasucki fait un tabac »

« On peut voter mais pas être élu »

P.4 - 5

- Municipales :

« Vote parallèle, une idée qui fait son chemin »

« Le vote des immigrés en Europe »

P.6 - 9

• CETRAFA

« Comment gérer la misère »

P.10 - 11

• LA SONACOTRA

« De nouveau sur la sellette »

P.12

INTERNATIONAL

• O.U.A.

« Les divisions de l'Afrique »

P.16 - 17

• GABON

« Entretien avec le leader de l'opposition »

P.19 - 21

• LIBAN

« Israël attise les rivalités entre Druzes et Maronites »

P.24 - 25

• JERUSALEM

« Une ville en état de siège »

P.26 - 27

CULTURE

• CINEMA

« Rencontre avec Tayeb Louhichi »

P.32 - 34

• BLOC-NOTES

de Driss Chraïbi

« Des voix exemplaires »

P.36 - 37

• LIVRES-POLARS

« La nuit blanche de Chandler et des autres »

P.46 - 48

SPORTS

• TENNIS

« Papa Noah, l'ami de Yannick »

P.52 - 53



Tarifs d'abonnement

En Francs Français	1 an	9 mois	6 mois
France	220	170	120
Etranger	280	220	160
Par avion	320	290	170
Chômeurs et Etudiants*	200	150	100

* Sur justificatif

A l'ordre de « Sans Frontière »
33, bd Saint Martin 75003 Paris
CCP 420900F Paris

**Soutien
à partir
de 400 Francs**

Abonnement ☐ Réabonnement ☐ Chèque ☐ CCP ☐ Mandat ☐

Nom : /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /-

Prénom : /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /-

Adresse : /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /-

/- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /-

Code Postal : /- /- /- /- /- Ville : /- /- /- /- /- /- /- /- /- /-

P

our les réabonnements, les changements de domicile, veuillez nous renvoyer la dernière bande d'adresse.

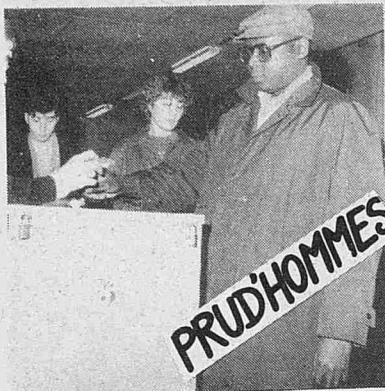
Rédaction Paris : 33 bd Saint Martin Paris.
Tél : 278 44 78
Siège social : 35 rue Stephenson 75018 Paris.
Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » Louis Gallimardet.
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar ».
Directeur de publication : Khali Hammoud.
C.C.P. : 420900 F Paris. Commission paritaire n° 61715.
Diffusion N.M.P.P.
Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin 3°.
Imprimerie E.T.C - 76 Yvetot.

REDACTION :

Farid Aichoune, Méjid Ammar, Mustapha Ammi, Nourredine Bousfiha, Julien Weiss, Raphael Constant, Amadou Gaye, Birham B. N'Diaye, Mohammed Nemmiche, Fabienne Messica, Leila Sebbar, Driss El Yazami, Marc Weitzmann, Bernard Magnier, Adel Jzouli, Benoit Ngom, Paul Oriol, Christian Delorme, Fatima Belhadi, Anovar Abou Eisch, M'Pelé Bodiong, Pierre Rondot, Macodou N'Diaye, Driss Chraïbi.

REALISATION :

Mustapha Mohammedi, Farid Moughlam, Paco, Samira Daballah, Françoise Planchand, Abdel Jalil Bouakra, Antoine Carmona, Nidham Abdi, Said Bouziri, Ali Majri, Driss et Noëlle Mourad et la participation de Bouzianne et d'Anne.



ICI ET LA

Les immigrés et les élections

Impressions marseillaises

Ce mercredi 8 décembre, Marseille, vote sous la pluie, comme le reste de la France,

KRASUCKI FAIT UN TABAC

Les résultats des élections prud'hommales du 8 décembre sont maintenant connus et les commentaires vont bon train. De ce test social, le premier de cette importance depuis le 10 mai 1981, chacun va tirer les conclusions qui s'imposent ou qui l'arrangent, et les polémiques habituelles seront au rendez-vous.

Pour notre part, nous savions que près d'un million d'immigrés étaient concernés par ce vote dans toute la France, et que dans le flot des résultats qui allaient tomber, on n'allait pas « s'en occuper » beaucoup. Ce qui est, à certains égards légitime, puisque les immigrés sont après tout des travailleurs comme les autres. Reste que les particularités de ce vote immigré nous intéressaient.

D'abord parce que ces élections prud'hommales étaient la première consultation de ce genre où les immigrés participaient massivement. Electeurs aux prud'hommes depuis 1979, et non encore éligibles, leur participation, ou leur absence, de ce scrutin était, à elle seule, significative. Ensuite parce que leur choix peut éclairer le rapport qu'entretenaient immigrés et syndicats français ; derrière le beau slogan d'unité de tous les travailleurs, il y a des réalités complexes et fluctuantes. Il nous revenait donc, avec de faibles moyens et dans un délai très court, d'essayer d'en savoir plus. Ce ne fut pas facile, même si cela fut amusant tant nos questions surprenaient ou dérangent des habitudes parfois bien prises.

Les échos recueillis, et les quelques chiffres que nous avons pu obtenir, et qui portent sur les grandes concentrations de la métallurgie, permettent de dire que la participation immigrée a été égale, sinon plus forte, à la participation française. La désaffection ou la défiance que les commentateurs ont relevé dans l'abstention des salariés français ne semblent pas avoir touché ces nouveaux électeurs que sont les immigrés. Un droit ne s'use que si l'on s'en sert pas, et l'on semble avoir compris cette leçon du côté de Talbot et de Barbès. C'est un nouveau et rude coup pour cette vieille conception qui n'en finit pas de mourir de « l'OS immigré, sur-exploité et soumis », jaune en puissance. Il était temps.

Deuxième conclusion : la CGT semble s'être taillée la part du lion dans les suffrages métèques. C'est pour la centrale de M. Krasucki le couronnement des luttes de l'automobile de ces derniers dix-huit mois, mais aussi le résultat d'un prestige historique indéniable. Cette conclusion interroge par contre le CFDT, et sa politique « immigrée ».

Car voilà une centrale qui a accompagné, malgré des heurts, les revendications immigrées des années soixante-dix, qui les a devancées à certaines occasions, et a fait preuve d'une ouverture aux « spécificités » immigrées dont les autres centrales furent bien avares, et qui n'arrive pas, malgré cela, à capitaliser cet héritage. Les raisons de cette situation sont sûrement multiples mais la question vaut la peine d'être posée.

Ces deux conclusions, (une forte participation immigrée et une avancée CGT), restent à confirmer, mais sont d'ores et déjà à prendre en considération dans tout débat futur sur les droits des immigrés et leur participation à la vie sociale en France. Il faudra aussi se rappeler que la question de l'éligibilité des immigrés aux prud'hommes n'a été guère soulevée, et ce n'est pas un hasard, comme si, en cette matière, comme dans tout ce qui touche l'immigration en ce moment, la consigne du silence était bien passée. □

Driss El Yazami Khammar

Pourtant le quartier de la Porte d'Aix, communément appelé ici « le quartier arabe » n'a rien perdu de son animation habituelle : les étals, disposés le long du Cours Belsunce sont tout aussi nombreux et il y a foule dans les magasins et sur les trottoirs.

Dans les cafés du quartier où les chômeurs immigrés traînent leur ennui, mes questions sur les élections des prud'hommes rencontrent peu d'échos et semblent parfois presque indécentes. C'est qu'ici, le problème serait plutôt celui du travail. Face à leur café, froid, qu'ils ne finissent pas de siroter, les immigrés du Cours Belsunce semblent perdus dans cette nouvelle France qui ne leur offre plus ce qu'elle a pourtant toujours donné en abondance : le boulot.

« Pour se plaindre d'un patron, il faut en avoir un, alors pourquoi voter ? » me dira l'un de ces chômeurs ; ce sera, à peu de choses près la réponse de tous ceux avec qui je discuterai ce mercredi. Entre eux et l'exercice réel de ce droit, il y avait cet écueil (le chômage) et l'ignorance. Aucun de ceux que j'ai rencontrés ne savait que les chômeurs qui s'étaient inscrits eux-mêmes pouvaient participer à ces élections. Bref, pour toute une génération d'immigrés, ce nouveau droit est arrivé un peu tard : il leur a été accordé au même moment où la crise les touchait de plein fouet, et souvent, en priorité.

De la tournée dans les bureaux de vote du centre ville, le visiteur rapporte d'autres impressions. Et d'abord celle d'une présence immigrée importante dans les listes d'inscription, tant parmi les salariés de la section « commerce » que la section « industrie ». Tous les présidents de bureau interrogés le confirmeront et l'un deux acceptera même de compter le nombre d'immigrés inscrits sur les premières pages de sa liste : nous trouverons ainsi 6 à 10 immigrés inscrits par page.

Sur la cinquantaine de noms que compte chaque feuille de la liste, cela donne une bonne moyenne d'inscrits. Moyenne que conteste une syndicaliste recon-

prud'hommes

Les prud'hommes ? C'est pour les pauvres et les problèmes !



trée dans un autre bureau, m'expliquant « qu'il y en a beaucoup dans les A et les B » (?).

Le taux de participation des immigrés était, quant à lui, diversement apprécié. Dans certains bureaux, on avait noté qu'il y en avait « pas mal » et dans d'autres, on me répondait qu'il y en avait peu qui s'étaient déplacés. Il faut dire que pour le regard marseillais, un peu plus qu'ailleurs, l'immigré est d'abord « l'arabe ».

La participation des travailleurs portugais, espagnols et italiens étaient donc absente des réponses qui nous étaient faites. Quoiqu'il en soit, le taux plutôt moyen de participation des immigrés ne détonait pas dans les bureaux visités. Apparemment, les marseillais ne s'étaient pas plus déplacés et un seul bureau avait franchi, vers dix sept

heures, la barre des cinquante pour cent de votants ; tous les autres avaient péniblement atteint le quart en milieu d'après midi.

Enfin si les intentions de vote des immigrés sont plus difficiles à connaître dans ce genre de situation, il en va autrement dans les grandes concentrations telle l'automobile. Il semble bien que la CGT, qui bénéficie d'un capital « historique » indéniable, a bénéficié du gros des suffrages des immigrés de Marseille.

Un des travailleurs du chantier du métro de Marseille me l'a confié et de très nombreux auditeurs de Radio Gazelle, la Radio immigrée locale, annonçaient leur intention de voter CGT lors d'une émission consacrée aux élections prud'hommales, diffusée le mardi 7 décembre. Un délégué syndical dans

une usine des quartiers Nord de Marseille, Tahar, animait l'émission. Il confirmera à son tour le succès de la CGT auprès des votants immigrés du 8 décembre : « Nous sommes cent vingt immigrés dans la boîte, plus de la moitié des salariés, et nous avons tous voté pour la CGT ». Dans cette usine qui a connu une grève très dure il y a deux ans, tous les « leaders » immigrés sont passés à ce syndicat, entraînant dans leur sillage le vote immigré. Un président de bureau rencontré rue des Dominicaines était loin de s'en douter : « Je crois que les immigrés, m'a-t-il gentiment expliqué, ne font pas très bien la distinction entre les divers syndicats, et puis il y a le problème de la langue ». Cela ne semblait pas déranger énormément le travailleur du chantier du métro : « Je ne sais pas lire, mais je vais leur demander de me montrer le papier de la CGT ». □ **Driss El Yazami Khammar**

« on peut voter, mais pas être élu »

A Saint-Denis, depuis le matin, OS multicolores, contremaîtres et cadres plus uniformes de l'usine Citroën se croisent dans les couloirs de l'école Marcel Sambat, réquisitionnée pour la circonstance. Les regards des uns et des autres, surpris, gênés ou amusés, se découvrent une nouvelle égalité devant les urnes. Ce matin, selon un OS, « les gars de la CSL nous ont demandé d'aller voter avant de venir travailler, pour ne pas casser le rythme ». Lui, comme la majorité de ses collègues, a refusé, utilisant largement une demi-heure élastique pour déposer son bulletin et retourner à son poste, via le bistrot du coin.

Bistrot ou l'on tombe par hasard sur l'un des « gars de la CSL ». Poignées de main rapides, furtives, ou bien rires un peu trop exubérants. Abdallah, OS marocain, militant CGT, échange quelques instants force plaisanterie avec son ancien contremaître, ex-délégué CGT passé à la CSL lorsque promu aux échelons supérieurs. « Tu es un con-nard », explique en riant l'ex-contremaître. « Tu ne comprends rien à la vie ».

La campagne pour les prud'hommes a

donné lieu, à l'usine de Saint-Denis, au duel habituel CGT/CSL, notamment après les élections au comité d'entreprise -15 jours seulement avant le 8 décembre-, qui virent la victoire de la CSL (46%) face à la centrale de Krasucki (37% environ). Il faut dire que si le syndicat « libre » (Sic) utilise encore ici les méthodes archaïques qui ont fait sa renommée (repas gratuit avant les élections, menaces, etc...), la CGT locale s'est par contre refusée aux méthodes dures employées à Aulnay, par exemple. « La CGT a peut-être fait un tabac à Aulnay avec les immigrés, raconte un délégué, mais il n'y a eu aucun débat avec les gars, c'était presque du clientélisme. Ici, les progrès, s'ils sont plus lents, sont aussi plus définitifs ».

Des réunions d'information quotidiennes, par petits groupes de vingt à trente personnes, ont regroupé syndiqués et non syndiqués sous le patronage syndical.

Ce que voyant, la CSL est passé à la contre attaque, distribuant, avec l'aide d'une amicale de « Marocains indépendants », une série de tracts dans lesquels on trouvait pêle-mêle la nécessité de défendre la patrie

marocaine, l'Islam, le Sahara, contre le communisme international et à travers la fidélité à l'usine Citroën.

A l'usine Chausson de Gennevilliers, comme à Saint-Denis, selon les OS, « Tous les immigrés vont voter. On ne s'abstient pas ». A contre-courant de la moyenne nationale. C'est dûment informés à coup d'assemblée générale qu'ils se sont rendus au Gymnase municipal métarmorphosé en bureau de vote. Mais aucun syndicat n'a, semble-t-il, abordé le problème de la non-éligibilité des immigrés aux conseils prud'hommaux. Les OS informés de cet aspect de la loi n'étaient en tout cas guère nombreux, le 8 décembre.

Quelle a été la nature de la campagne d'information des syndicats en direction de l'immigration ? L'association des Travailleurs Marocains en France qui a animé sur Radio G -la radio libre locale- une série d'émissions informatives, fournit peut-être un élément de réponse : « Nous avons reçu quantité d'appels, qui montrent que les immigrés se sont réellement intéressés aux prud'hommes. Un nombre effarant de questions très diverses nous ont été posées ». □

M.W.

Oui au vote parallèle des immigrés !

Trois mois avant les élections municipales, Sans Frontière appelle à l'organisation d'un vote parallèle « Immigré ».



Cette initiative fait évidemment écho au projet socialiste d'avant mai 81 qui prévoyait d'accorder le droit de vote aux Immigrés pour les élections municipales, un projet que le Gouvernement n'a pas repris, notamment pour des raisons d'opinion publique et pour des raisons constitutionnelles. Mais en lançant leur appel, les animateurs de Sans Frontière veulent surtout faire reconnaître le droit des Immigrés à se prononcer sur l'organisation et sur le gouvernement des affaires de la Cité où ils résident. Ils veulent qu'on cesse de regarder les Immigrés uniquement comme des travailleurs, uniquement comme des agents économiques, mais qu'on les reconnaisse comme des participants à la construction de la vie sociale dans son ensemble. Et ils manifestent ainsi la certitude que ce n'est que lorsque les Immigrés représenteront une force politique et seront notamment une « clientèle électorale », qu'ils commenceront à être reconnus et respectés.

Depuis l'avènement de la Gauche au pouvoir, une nouvelle politique de l'Immigration plus humaine que la précédente s'est mise en place. On en voit cependant aujourd'hui toutes les limites : l'Immigré reste « l'intrus ». On pense la politique à son égard surtout dans le cadre des problèmes de l'emploi. Et pour ces problèmes là comme pour les autres (logement, sécurité, vie culturelle...), on détermine la politique à mener toujours en fonction des réactions supposées de l'opinion publique « nationale ». Il y a les citoyens... et les autres, et les premiers ont toujours raison même au mépris des droits élémentaires des seconds.

Le droit de vote accordé aux Immigrés changerait au moins pour partie tout cela. Devenus partenaires de la gestion communale, ayant désormais le

pouvoir de participer à l'élévation commémorée à la chute des hommes politiques locaux, on veillerait peut-être à les considérer au même titre que les nationaux, ne serait-ce que pour des raisons de mathématique électorale. Les problèmes de l'emploi, du logement ou de la sécurité deviendraient différents pour eux, dès lors qu'ils auraient un début de prise sur ceux qui gèrent ces réalités.

Le Gouvernement pense que ce droit de vote ne peut être accordé dans la situation actuelle. Mais il se trompe. Car plus le temps va passer, et plus les problèmes d'emploi, de logement, de sécurité vont s'aggraver. Et si les Immigrés ne sont pas associés aux responsabilités civiques, ils seront de plus en plus vus comme les « fauteurs de troubles » et les tensions seront de plus en plus grandes entre les nationaux et eux. En maintenant les Immigrés comme des « sans droits », le Gouvernement sert involontairement les attitudes anti-Immigrés.

Ce droit de vote n'étant pas accordé par le pouvoir même socialiste, il convient donc de le gagner par des luttes. Sans Frontière propose le vote parallèle comme étape. Et ce peut être en effet une bonne chose, mais à condition que tous les atouts soient réunis pour la réussite de l'action. Si on ne peut pas garantir à cette dernière, dans les semaines qui viennent, une certaine envergure, mieux vaut renoncer au projet. En revanche, si nous nous sentons capables de bien organiser l'opération sur plusieurs villes, avec le concours de suffisamment de gens, alors il faut se lancer sans plus attendre dans ces « élections bis ! ». Dès maintenant, il faut annoncer le vote, son objet et ses modalités par voie de tracts et d'affiches ! Dès maintenant, il faut prévoir les lieux de vote ! Dès maintenant, il faut réunir ceux qui se mettront vraiment au service de cette action...

Le 6 mars 83, les Immigrés voteront ? Oui, si nous le voulons.

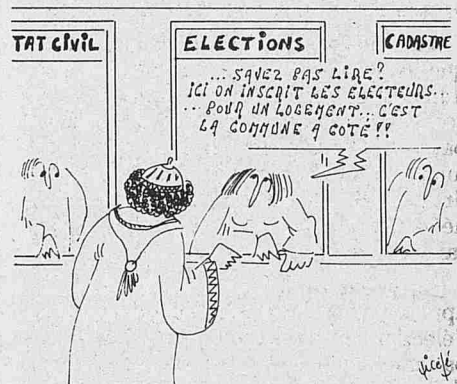
Christian Delorme

Isoloir 2000

Disons tout d'abord que cette initiative n'est pas irréaliste. Elle reprend une expérience qui avait été faite dans les années trente en France à propos du vote des femmes. Par ailleurs, elle oblige, dès maintenant, chaque immigré, chaque organisation de travailleurs immigrés, à se situer par rapport à la pleine participation des immigrés à la vie de la Cité. C'est un débat important sur un sujet demeuré, jusqu'ici, dans les pieuses intentions de la gauche française.

Si les immigrés et leurs organisations se donnent les moyens de mener une telle opération, le débat sera alors proposé à l'ensemble de la société française au soir des élections quand l'opinion pourra constater la volonté des immigrés de participer activement aux décisions qui les concernent.

Dans certains pays européens, le droit de vote des immigrés aux élections locales est chose acquise, les assemblées européennes le recommandent depuis plus de 10 ans. « Le pays des Droits de



l'Homme » avec un gouvernement socialiste sera-t-il un des derniers pays européens à reconnaître ce droit élémentaire ?

Mais il ne faut pas croire que le droit de vote résoudra tous les problèmes. Toutes les victimes du racisme quotidien (administratif, policier ou populaire) qui ont la nationalité française et la peau basanée peuvent en témoigner. Mais

cette revendication s'ajoute à toutes celles qui veulent progresser vers l'égalité des droits pour toutes les personnes résidant sur le territoire français. C'est dans ce cadre que s'insère la campagne pour une « *carte unique, valable 10 ans, renouvelable automatiquement, non informatisée* », qui serait une reconnaissance du droit de séjour sans conditions et permettrait un engagement sans arrière pensée des immigrés dans la vie sociale. Mais d'autres combats sont à mener qui n'ont peut-être pas le même impact sur l'opinion publique mais ne doivent pas être négligés. Éligibilité aux prud'hommes, suppression réelle des quotas dans l'attribution du logement, inter-culturalisme...

Pour que la campagne sur le droit de vote porte ses fruits il faut la préparer dès aujourd'hui en fonction de ce qu'on veut faire passer dans le débat. Bien sûr, la réalisation du scrutin parallèle sera un sondage grandeur nature sur la volonté participative des immigrés, mais les commentaires seront très différents suivant que le vote portera sur les listes en présence dans les municipales, sur les organisations politiques françaises, sur des candidats immigrés...

Il faut aussi recenser, sensibiliser, tous ceux, toutes celles, Français ou immigrés, qui sont susceptibles par leurs analyses, leurs commentaires, de donner un retentissement national à cet événement : personnalités politiques, syndicats, journalistes. Soit qu'ils interviennent au moment du dépouillement soit qu'ils profitent de leur place et du scrutin national pour rappeler « *le vote immigré* ». Des contacts, dès maintenant, avec les responsables de la presse écrite ou parlée doivent être pris.

Il ne faut pas perdre de vue cependant que les immigrés ne seront pas absents du scrutin, comme ils n'étaient pas absents des élections précédentes. Soit passivement dans les arguments plus ou moins xénophobes des candidats de droite et quelquefois de gauche, hélas ; soit activement à travers certains événements.

(La grève de la faim de Lyon ou les appels parus dans S.F. au moment de l'élection présidentielle ont pu faire basculer un certain nombre de voix). Soit aussi à travers le vote des Antillais-Guyannais-Réunionnais, des Naturalisés, des Enfants d'Immigrés et autres « *Français Musulmans* ». L'organisation d'un scrutin parallèle peut être un moment privilégié pour faire prendre conscience à chacun qu'il existe déjà un « *vote immigré* », et qui doit se faire entendre.

Paul ORIOL

Commission immigrée PSU

Le vote parallèle, une idée qui fait son chemin...

Présents pour présents, soyons y complètement. C'est ce que nous nous sommes dits en pensant : à l'implication des immigrés dans les élections municipales de mars 83.

Présents, les immigrés le seront et jusqu'au cou !

Prenez n'importe quel domaine et vous verrez que par un bout ou par un autre, « ils » seront associés à tout ce qui pose problème dans ce pays : l'école ou le logement, la sécurité ou le chômage, les Assedic ou la sécurité sociale...

Bref, nous y serons sans le vouloir, nous y sommes déjà. Alors pourquoi ne pas faire un vote parallèle, pourquoi ne pas être présents d'une manière franche, directe et surtout voulue et assumée par nous.

Pour ce faire une réunion nationale permettra de faire le 18 décembre le point sur la question.

Mais d'ores et déjà il est un certain nombre d'idées qu'il faut avoir en tête :

- Cette initiative est indépendante du droit de vote. Je m'explique : on peut être pour ou contre le droit de vote et participer à ce vote parallèle des immigrés.

- Le temps presse. Il est donc inutile de se disperser afin de se cantonner à trois ou quatre grandes villes de France pour organiser ce vote. Et cela répond en particulier aux craintes de la CIMADE qui aurait souhaité qu'on dispose de plus de temps pour organiser cette initiative, car et cela est important aux yeux de tous : nous n'avons pas le droit à l'erreur ni même à l'échec dans cette expérience.

Il est des gens qui pensent qu'il vaut mieux le faire après les municipales pour ne pas gêner le déroulement des élections. A ceci nous répondons que notre souci n'est pas de déranger qui que ce soit car cela obéit à une toute autre logique, et que l'initiative perdrait tout son symbole si elle devait avoir lieu en dehors des dates déjà fixées pour l'ensemble de la population française.

Un autre problème a été posé : c'est celui concernant l'interdiction de tout regroupement ou de manifestation le jour des élections.

L'initiative peut-elle risquer d'être interdite ou de tomber sous le coup de la loi ? Nous pensons qu'il faut que la démarche doive garder son aspect pacifique, légal et raisonnable, même si et nous en sommes conscients, cela peut donner lieu à des provocations de l'extrême droite, surtout que les lieux de vote parallèle vont constituer des cibles idéales pour ces groupuscules. Il faut l'avoir en tête sans en faire une montagne.

Parmi les nombreuses réactions, il en est évidemment un certain nombre qui semblent être hostiles à cette initiative, mais elles ne se déclarent pas ouvertement et semblent se cantonner dans une position d'attente comme pour nous dire en cas d'échec « nous vous l'avions bien dit ».

Nous souhaitons pour notre part que le débat soit entièrement public. Tout le monde (associations et individus) est sommé de donner sa position, de s'exprimer, car nous sommes concernés par la réussite ou par l'échec de cette initiative.

La réunion du 18 décembre donnera-t-elle le signal du départ ? La suite au prochain numéro...

M.A.

Vote parallèle

Le vote des immigrés en Europe

Au moment où est lancée en France une campagne d'information et de débat sur le droit de vote des immigrés aux prochaines municipales, il n'est pas inutile de faire un petit tour du côté des autres pays européens pour faire le point sur la question.

Du côté des institutions européennes, la conférence européenne des pouvoirs locaux avait proposé d'expérimenter les « conseils consultatifs » dès 1967. En 1976, la commission des communautés européennes, dans le cadre du programme d'action en faveur des travailleurs immigrés et de leurs familles (PAM) faisait référence aux droits politiques de ces derniers.

Quant à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, elle votait à sa 28ème session de janvier 75, la recommandation « 799 », point 10 « *invitant les gouvernements membres à examiner les expériences réalisées par les pays qui ont accordé le droit de vote aux étrangers au niveau des collectivités locales et à étudier la possibilité d'octroyer de tels droits dans leur propres pays aux étrangers ayant rempli certaines conditions de résidence* ».

Signalons enfin que le parlement Européen a été saisi d'une proposition de résolution sur cette question à l'initiative des représentants du Parti Communiste Italien.

RENDEZ-VOUS EN 88 !

Belgique : Depuis 1968, les Conseils Communaux des Immigrés (C.C.I.) ont été créés un peu partout. Ils sont désignés par les conseils communaux sauf à Liège où ils sont élus directement. L'action de ces C.C.I. étant limitée par leur aspect consultatif, la revendication d'une participation plus directe aux élections communales a été avancée et portée à partir de 1977 par un regroupement d'associations, de syndicats et de partis sous le sigle « Objectif 82 », en référence aux élections qui ont eu lieu en octobre dernier en Belgique. Malheureusement cette initiative dynamique et courageuse n'a pas abouti. Rendez vous donc en 1988.



ILS ONT DEJA VOTE !

Suède : Le droit de vote et d'éligibilité aux élections communales a été accordé en décembre 75 pour les immigrés qui résident en Suède depuis trois ans. La gauche et les syndicats voulaient aller plus loin que le droit de vote aux élections locales, mais le droit de vote au Riksdag (parlement) n'a pas pu être acquis.

Aux élections municipales en septembre 76, 60% des immigrés ont voté et la campagne d'information a été diffusée en 15 langues.

RECOMMANDE !

Norvège : Le gouvernement a recommandé au Parlement de voter une loi accordant le droit de vote pour les étrangers.

ÇA VIENT !

Danemark : Depuis 1978 les ressortissants des pays nordiques ont le droit de vote. Mais en mars 81, le gouvernement a accordé aux autres étrangers la possibilité de voter pour les prochaines élections communales et cantonales.

DES BONS ET DES ME-CHANTS !

Angleterre : Tous les « British subjects » (citoyens des colonies, originaires des pays du commonwealth : Antilles, Pakistan et Inde) bénéficient du droit de vote. Les autres étrangers : rien.

UN POINT SOMBRE !

Suisse : Dans le canton de Neuchâtel, les étrangers âgés de plus de 20 ans et ayant plus de 5 ans de résidence dans le canton et plus d'un an dans la commune ont le droit de vote.

Dans le canton du Jura, les étrangers ayant plus de dix ans de résidence ont le droit de vote aux communales et aux cantonales. Mais il y a un point très sombre au tableau, le référendum réclamé par l'initiative populaire « être solidaire » en faveur d'une politique moins restrictive envers les immigrés, a été rejeté par 83,8% des voix le 5 et 6 avril 1981. Cette initiative avait comme objectif la stabilisation des étrangers, leur sécurité de séjour et leur intégration sociale en Suisse.

ACHTUNG !

République Fédérale d'Allemagne : L'organisation communale appartient à la juridiction propre des « Landers » (Etats fédérés). Le droit de vote n'existe dans aucun de ces Landers qui s'abritent derrière l'article 28 de la loi fondamentale (Constitution Fédérale) qui interdit sous sa forme actuelle l'octroi du droit de vote. Néanmoins « des parlements d'étrangers » et des « conseils d'étrangers » existent à Munich, Nuremberg et Brifield, mais ils n'ont qu'un pouvoir consultatif. En octobre dernier, l'ancien gouvernement (renversé depuis) de Helmut Schmidt avait proposé dans un mémorandum « le renforcement des droits politiques des immigrés avec la concession du droit de vote communal après une période déterminée de résidence ».



Des millions d'immigrés, des centaines



R.A.S.

Irlande : Les étrangers installés dans ce pays ont le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales.

C'EST POUR BIENTOT !

Italie : Un projet de loi devrait être présenté bientôt au Parlement prévoyant l'extension aux étrangers du droit de vote communal.

DONNANT-DONNANT !

Espagne : Le droit de vote des étrangers dans le cadre d'accord de réciprocité est inscrit dans la constitution.

APPROUVE !

Pays-Bas : Les immigrés votent pour les comités de quartier qui jouent un rôle important dans le problème d'aménagement urbain. Un texte prévoyant la révision de la constitution en vue d'accorder le droit de vote aux élections locales a été approuvé en première lecture par les deux chambres.

EN COURS (?)

France : Il existe quelques commissions extra-municipales pour les immigrés (Chambéry, Chatenay-Malabry, etc...)

Le droit de vote aux municipales est inscrit dans le programme présidentiel de François Mitterrand (Les 110 propositions), pour tous les immigrés ayant plus de cinq ans de résidence. Une initiative a été lancée par S.F. en novembre 82... Elle est en cours...□

Adil Jazouli

N.B. : Pour en savoir plus consulter l'excellente documentation du Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations, 46 rue du Montreuil 75011 Paris. Tél. 372.43.34. Et lire aussi le numéro 105/106 d'Alphabétisation et promotion, bulletin du CLAP, 25 rue Gandon 75013 Paris. Tél. 585.31.81.

Foyer

Cités de transit: beaucoup d'ombre et peu de lumière

Des fuites partout

Le drame de Nanterre a-t-il clos le triste feuilleton aux faits divers sanglants que connaissent, depuis 20 ans, les cités de transit ?

Nul ne le sait, mais les résidents exigent aujourd'hui toute la lumière sur ces cités-paniers percés où ne fuient pas seulement l'eau, l'électricité (quand il y en a !), l'argent mais aussi la santé, l'espoir, la vie...

Construites à partir de 1960, les cités de transit de la Région Parisienne sont essentiellement concentrées dans le département des Hauts de Seine. Elles dépendent d'un organisme constructeur qui perçoit un loyer et d'une société gestionnaire, la CETRAFA (Centre de transits familiaux) ou la LOGIREP (issue de la Sonacotra). Les cités de Nanterre sont gérées par la CETRAFA (association loi 1901) dont les administrateurs sont nommés par les pouvoirs publics. Aujourd'hui, ces cités qui devaient permettre la résorption des bidonvilles et la réinsertion des résidents en logements sociaux, après un à deux ans, ressemblent comme des soeurs à leurs ancêtres. Sauf sur un point : les loyers extravagants que paient leurs habitants.

Pourtant, la CETRAFA, cet organisme lié par une convention à la préfecture de Paris et des Hauts de Seine, est déficitaire. Non pas pour avoir rempli son rôle, tel qu'il est défini par la convention : entretien des cités, gestion et « *organisation d'une action sociale, éducative et culturelle, en vue du relogement définitif des familles* ».

L'association n'ayant aucun pouvoir en matière de relogement est cependant tenue de « *dégager des ressources* » pour son service social, subventionné par le Fond d'Action Social.

Une vocation éducative clairement établie, autour du concept « *d'action socio-culturelle* », laquelle sera réduite à une peau de chagrin : quelques jardins d'enfants (ils dureront ce que durent les roses), une assistante sociale (celles qui tricotent survivront à celles qui protestent) et... c'est tout. Alors, que deviennent les 1300 à 1500 Francs payés par les résidents en 1980 pour un

F5 de 42m² ? Plus de la moitié de ces sommes est affectée aux charges, dans des habitations si bien entretenues que tout fuit, l'eau (froide), la chaleur et... l'argent des résidents. A Chatenay-Malabry, les résidents paient actuellement pour un F3, 1400 à 1450 F par mois. De quoi vous donner le vertige ! Surtout lorsque l'on connaît les sommes vertigineuses réclamées par la CETRAFA pour l'année 82, à la préfecture des Hauts de Seine (600 millions d'A.F. pour l'ensemble des cités, plus 800 millions anciens pour la seule cité Gutenberg) et au F.A.S. (300 millions d'A.F.). Un rapport (qui n'a pas encore été rendu public) a été établi par une commission d'enquête du F.A.S.

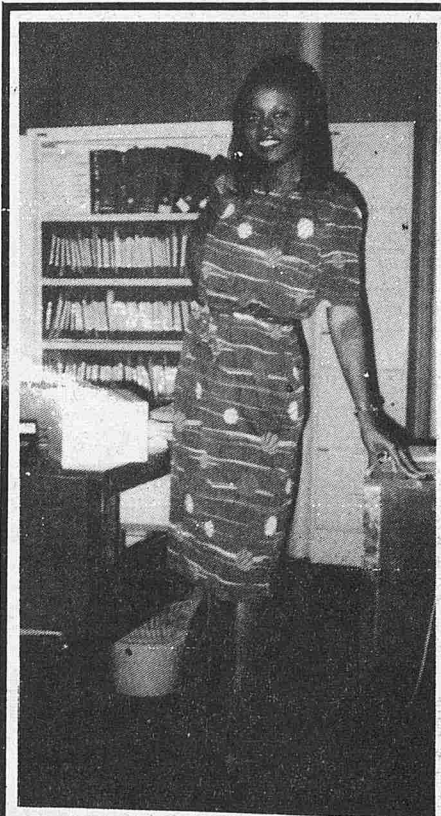
A noter que l'organisme entre dans une phase « *d'austérité* ». L'association vient de quitter un luxueux siège social dans le XVIème pour un local plus modeste, rue St Charles dans le XVème. Des économies de « *bouts de chandelle* », qui, faute de modifier profondément la gestion, rendent à la CETRAFA l'aspect misérable nécessaire à son image de marque. Reste que l'on comprend mal qu'avec un personnel total de 45 personnes dont 11 à temps partiel et malgré les subventions du F.A.S. que son action socio-culturelle ne justifie en rien, l'association demeure déficitaire. Mais la CETRAFA n'est pas seule en cause. Comment municipalités et préfectures n'ont-elles jamais songé à loger les immigrés dans quelque palace au coût moins élevé ?

Enfin, comment a-t-on pu ignorer l'inexistence de « *l'action socio-culturelle* » subventionnée par le F.A.S., donc par les immigrés ? Des rumeurs courent sur des détournements opérés par tel ou tel gérant des cités, dont le train de vie dépasse, de loin, les revenus officiels. Les résidents savent de quoi ils parlent, ils sont les victimes de 20 ans d'escroquerie, financière sans doute, morale et humaine, certainement. Tant que les conclusions de la Commission d'enquête du F.A.S. et de François



Lefort, ne sont pas publiées, nous en sommes réduits à des hypothèses.

Seule certitude : le scandale total et intégral que constituent depuis vingt ans ces cités de transit. □ F.M.



DERNIERE MINUTE

Une jeune camerounaise Melle Mbamy Nicole a été découverte morte dans son appartement. La police semble conclure en attendant l'autopsie qu'il s'agit d'un suicide. Sa famille pense au vu de l'état de l'appartement, qu'elle a été assassinée. Affaire à suivre...

La CETRAFA ou comment gérer la misère



La CETRAFA, c'est 18 cités de transit regroupant 1532 logements, occupés par environ 8730 Immigrés.

C'est aussi un organisme auquel on accède difficilement, la manie de la persécution régnant à tous les échelons. C'est ainsi qu'on vous demande d'écrire à un directeur (qui n'existe pas) pour obtenir un entretien avec un administrateur, dont le nom sera tenu secret par une secrétaire tremblante. Il en résulte une sorte de dialogue du 3ème type mais authentique :

- « Pourrais-je parler à Mr. Le Directeur ? »

- « Y en a pas ».

- « Oui, mais vous n'avez demandée de lui adresser un courrier pour un rendez-vous avec un responsable ».

- « Mais y a pas de directeur, je vous dis ! Bon, je vous passe la secrétaire ».

- « La secrétaire de qui ? »

- « Du Directeur ».

Au bord de la dépression ou du fou rire, vous finissez par obtenir un entretien avec le président, Monsieur Viard, et l'administrateur, Mr. Robérini, lequel, au passage, vous signale avoir été journaliste, un vrai lui, tandis que vous... Ce n'est pas grave. Il n'y a pas de vrai directeur, pas de vrai journaliste, pas de vrai argent. Rien n'est vrai : c'est un rêve !

D'ailleurs, sous ses apparences énigmatiques, Mr. Robérini se présente finalement, comme l'homme des quatre vérités. Il y croit, lui, à l'action qu'il mène. En tant que membre de la préfecture, il fut, en 1960, responsable de la résorption des bidonvilles à Nanterre. Les migrants, il s'en est occupé de tout temps. Et-il vous le dit sans ambages- il était bien le seul ! : « Le gouvernement s'en moquait. Quant à la construction de la Cité Gutenberg, la CETRAFA n'y était pour rien. Après 1968, le Ministère de l'Éducation voulait faire disparaître les bidonvilles des environs de la

Faculté. C'est tout ! »

Jusqu'en 1970, les cités ont apparemment vocation de transit puisqu'elles sont construites en systèmes modulaires et sur un seul niveau. A partir de 1970, sous l'impulsion de Robert André Vivien, sont imposées les mêmes normes de construction que pour les H.L.M.

Les cités seront désormais « en dur ».

Pour Mr. Robérini, actuellement à la retraite et bénévole à l'association, toute la responsabilité de la situation actuelle revient aux hommes politiques « de l'époque ». La CETRAFA quant à elle, fait son travail, le plus ingrat, du reste et, comme « maillon faible », elle risque « de payer pour tout le monde ». Pourtant, elle tient ses comptes à la disposition des pouvoirs publics et ne voit aucun inconvénient à leur publication. La grève des loyers à Doucet (trois familles) et aux Grands Prés, aurait achevé de ruiner l'association qui se plaint, d'autre part, de la perception tardive (un an de retard) des subventions du F.A.S.

Enfin, dernière cause de déficit : les factures d'eau inabondables entraînées par le type de terrain (meuble) sur lequel sont construites les cités (60 à 90.000 Francs par trimestre).

On est loin, cependant, des sommes créditées à l'association. Celle-ci, dans une lettre récente à la préfecture, annonçait son intention de se retirer de la gestion des cités en grève de loyer. A noter, que tout en réclamant à cor et à cri, le relogement, la CETRAFA se plaignait dans une autre note, d'une réduction du nombre de résidents, accroissant, une fois de plus, son déficit.

Alors, quand les immigrés sont là, ils coûtent cher. Quand ils s'en vont, ils vous ruinent ! Ou je n'ai rien compris, une fois de plus ? □

F.M.

Portrait

Curé et beau bébé, sauf vot'respect...

Il a été nommé par les pouvoirs publics pour une mission sur les cités de transit et l'élaboration d'un projet sur le logement et l'éducation des jeunes immigrés. Il se trouvait à Nanterre le jour où Abdennebi s'est fait tuer. Et, en tant que médecin, il lui a donné les premiers soins. Sa nomination, il ne l'a pas demandée et il ne l'attendait pas. Car François Lefort est le premier curé à avoir été, durant toute son existence, constamment violé... par les événements.

Curieux itinéraire que celui de cet homme, né en 46 au sein d'une famille, ma foi, plutôt tranquille. Une existence qui débute sous de bons auspices puisque Lefort reçoit dès sa naissance un premier prix : celui-tenez vous bien ! - du plus beau bébé. Allez comprendre qu'ensuite, il se soit fait curé !. Une vocation d'autant plus inattendue qu'au cours d'une scolarité agitée, François Lefort passe maître dans l'art... d'être mis à la porte : 6 renvois dans le secondaire « parce que, dit-il, je connaissais des Arabes ».

Il en est ainsi des damnations. Ce sont encore « ces Arabes » qui détourneront Lefort d'un appartement coquet à Neuilly vers les -bien moins coquettes- cités de Nanterre. Le 17 octobre 1961, il ouvrira en effet sa porte à des Algériens, pourchassés. Puis, il les suivra à Nanterre « où le trop fameux seuil de tolérance était déjà dépassé ».

En 1968, nous le retrouvons anarchisant, A Nanterre (toujours à la demande des gens), il organise des cours et des colonies pour les enfants des cités. « Ce sont toujours les gens qui me demandent de faire telle ou telle chose » dit-il ostensiblement. Cet homme prend plaisir à faire croire qu'il se laisse « doucement conduire ». Son oeil dément.

Ensuite ? Eh bien, c'est le séminaire où la marginalité est mal tolérée : « Le juge d'enfants m'avait confié trois gosses. J'ai failli être exclu du séminaire. Un curé qui a trois enfants, c'est mal vu. Moi, j'ai plus de gosses que n'importe quelle famille immigrée ! ».

En 70, Lefort part à Alger où il demeurera 10 ans, tout en maintenant le contact avec Nanterre (il y vit quatre mois par an). En même temps, il poursuit des études de médecine et obtient le diplôme. C'est donc un curé-médecin arabisant qui se trouve confronté, une fois de plus, à Nanterre, à une situation explosive : « Je ne suis pas le premier à qui une mission sur les cités est confiée. Mais je serais certainement le dernier. Car si j'échoue (et ce sera le cas, si je ne suis pas soutenu par les préfectures et les Ministères), ça va péter. Je ne cherche pas à dramatiser, ce n'est pas mon genre. Je pèse bien mes mots. A l'heure actuelle, Nanterre est une véritable bombe ».

Fabienne Messica

Foyer

90 employés à la porte

La Sonacotra de nouveau sur la sellette

Mardi après-midi, il régnait une atmosphère de kermesse fort inhabituelle dans les bureaux ouatés de la Sonacotra, rue de Cambronne. Pour la première fois depuis le 10 mai, le vent de fronde soufflant depuis quelques temps sur l'association, réunissait employés du siège et personnel des foyers. Motif : la fermeture des bars et le licenciement de 90 barmen.

« **C**asamitjana gouverne par décrets. Ce ne sont pas les nouvelles orientations que nous attendions. C'est l'inverse. Nous avons été bernés ». Ce directeur de foyer en a, selon sa propre expression, vraiment « gros sur la patate ». D'autant que le directeur de la Sonacotra s'est longtemps déclaré ardent défenseur d'une concertation qu'il ne pratique... qu'avec lui-même. Alors, à tous les échelons de la Sonacotra, c'est la révolte contre des notes de service de plus en plus alléchantes au fur et à mesure que se poursuit la dégradation dans les foyers. Et ils sont nombreux (environ 300 personnes), en cet après-midi pluvieux, à déverser amertume et déception, au cours d'une manifestation organisée par l'inter-syndicale et le comité d'entreprise.

A l'origine de cette action, la procédure de licenciement à l'égard de 90 barmen (la plupart immigrés) entamée par la direction, sans consultation préalable du comité d'entreprise. Au delà de cette réaction ponctuelle, c'est toute la politique de la Sonacotra, depuis

l'accession au poste de directeur de Ramon Casamitjana qui est mise en cause, par l'ensemble des syndicats. Les syndicats, qui s'étaient jusqu'à présent prudemment prononcé pour une concertation avec le « compréhensif » directeur, estiment aujourd'hui avoir été dupés. Là où il faisait fureur, le « style » Casamitjana rend aujourd'hui furieux. On ne voulait pas d'un « gourou » mais d'un réformateur. En effet, les foyers de la région parisienne, ont été mis à dure épreuve, du fait des régularisations ayant doublé le nombre des résidents. Au moment même où on attendait quelque oxygène des orientations prises par la direction, c'est le couperet de l'austérité et la réduction des prestations qui interviennent. Pas d'embauche, et un surcroît de travail pour des salariés de plus en plus inquiets pour leur emploi. Car, c'est au niveau de l'emploi que la direction veut effectuer une compression pour réduire le déficit permanent de l'association.

Une « logique » économiquement indéfendable, comme le souligne le

Comité d'entreprise. En effet, les 90 barmen menacés de licenciement ont été embauchés dans le cadre des contrats de solidarité. Ces contrats obligent l'entreprise à maintenir le même nombre d'emplois, donc à remplacer ces postes. Or la Sonacotra ne peut dégager aucun nouveau poste à l'heure actuelle.

Argument de la direction : les bars (en partie financés par le F.A.S.) sont déficitaires, donc il faut les fermer. Silence sur l'obligation de la Sonacotra à employer 1% de son budget pour l'animation dans les foyers. Pourtant, Ramon Casamitjana, au cours d'une interview publiée par « sans Frontière », se flattait d'une politique innovatrice en matière d'emploi : « Employer des travailleurs étrangers... favoriser la promotion interne... féminiser l'encadrement... »

En fait d'embauche de travailleurs étrangers, 90 d'entre eux sont purement et simplement mis à la porte. En matière de promotion interne, c'est un projet de déqualification des maîtrises et des comptables régionaux que les syndicats se sont vus offrir généreusement. La direction envisageant même de remplacer les directeurs de foyer par des gestionnaires qui cumuleraient les fonctions de comptable et de concierge ! Le but ? Faire baisser les loyers. Les résidents risqueraient cependant de perdre l'Aide Personnelle au logement, dont ils bénéficient tous. Donc, de payer plus cher.

Alors, que devient la nouvelle politique « sociale » de la Sonacotra ? A l'évidence, entre la direction et les syndicats le « charme » est rompu. Quant au personnel, il semble peu enclin aujourd'hui à considérer Monsieur Casamitjana comme un frère de l'immigration. Un regard au fond de la salle sur les femmes de service (maghrébines, espagnoles ou portugaises), superbes de détermination, suffit à convaincre de la profonde colère qui secoue le personnel dans son ensemble. A leurs yeux, le camarade militant n'est plus qu'une instance du pouvoir, et pas des meilleures.

Faute d'un vrai gestionnaire, le syndrome de l'austérité aurait-il fait de Ramon Casamitjana, un vrai patron ? □

F.M.



Casamitjana, un vrai patron ?

Photo Amadou Gnaye

Droit de réponse

Démenti et précisions...

Nous publions ci-contre le droit de réponse de Monsieur Ahmed Abdouni, Vice-consul du Maroc, dont les propos dans l'article « Si la Corse m'était contée », (S.F. d'octobre), n'ont pas été fidèlement retranscrits. Mr Adouini considère, contrairement à nos sources, n'avoir pas « émis » l'hypothèse incriminée, mais ne « pas l'avoir exclue ». Dont acte.

C'est avec un grand intérêt que j'ai lu l'article intitulé : « Si la Corse m'était contée... ». Mais en revanche, c'est avec une grande stupéfaction que j'ai constaté que l'Auteur m'a attribué des propos que je n'ai jamais tenus. Je ne sais d'où il a tenus ses informations pour la rédaction de son article, mais je puis vous assurer qu'il doit vérifier ses sources au sujet de ce qu'il m'a été imputé. En effet, que je sache, et je suis le mieux placé pour savoir ce que j'affirme, à aucun moment je n'ai émis, à propos de la vague de violence dont a été victime la Communauté Marocaine de Corse, « l'hypothèse d'un plan concerté pour déstabiliser l'économie insulaire en vidant les immigrés, après les élections de l'Assemblée Régionale Corse ».

J'ai bien déclaré que « les auteurs des attentats suivent un plan bien précis, mais nous restons vigilants car nous sommes très sensibles à la Sécurité de nos Ressortissants », mais je n'ai pas formulé, et je ne me serais pas permis, l'hypothèse qu'on m'attribue dans votre Revue. Certes, le Provençal du 19 Août 1982 cite que je n'exclue pas « l'hypothèse d'un vaste plan concerté de déstabilisation de l'économie Corse, en prenant pour cible les travailleurs immigrés », mais, vous en conviendrez, entre émettre une hypothèse et ne pas l'exclure (ce qui veut dire que c'est une hypothèse parmi tant d'autres) il y a une grande nuance que l'on ne saurait négliger avec une telle facilité. D'ailleurs, pour être plus précis, l'hypothèse m'a été proposée, mais je n'y ai pas souscrit.

Aussi, je vous serai reconnaissant de bien vouloir insérer la présente mise au point dans votre prochain numéro...

Le Vice-consul du Maroc
Ahmed Abdouni

Nous publions par ailleurs une mise au point du MRAP, au sujet du même article, qui estime avoir vu sa position déformée et incomplète.

J'ai lu avec étonnement la position que vous prêtez à la Mission Nationale du MRAP dans l'article sur la Corse signé M.W.

En tant que responsable de cette Mission, je ne retrouve pas l'essentiel de ce que j'ai pu confier au téléphone à votre journaliste. D'une part, les trois phrases n'ont jamais été formulées ainsi, d'autre part, elles faisaient partie de tout un contexte sur le logement des immigrés en Corse.

Vous comprendrez comme moi qu'il est assez sommaire, pour ne pas dire plus, qu'une Mission de cette importance se voie résumée en 38 mots. Je signale, en effet, que nous sommes restés sur l'île 11 jours pour y rencontrer, outre les travailleurs immigrés, un grand nombre de hautes personnalités du monde politique, syndical et religieux. Je rappelle aussi que nous avons tenu un meeting à Ajaccio et un à Bastia ainsi qu'une conférence de presse dans chacune des deux villes. Je rappelle enfin que nous avons tiré le bilan de

notre Mission au cours d'une conférence de presse le 13 octobre dernier, conférence qui a duré plus d'une heure.

Je regrette que votre journaliste n'ait pas parlé de ce qui, de l'avis des trois membres de notre Mission, constitue le cœur du problème à savoir l'indifférence totale de la population, en général, à l'égard des travailleurs immigrés, et l'absence d'action des responsables des collectivités locales dans leur direction tant en ce qui concerne le logement que la formation professionnelle, les structures d'accueil ou l'expression culturelle, etc.

Je pense que pour être complet, il aurait fallu parler des conditions de travail des travailleurs maghrébins, de leurs conditions de vie et du racisme quotidien dont ils sont victimes, racisme qui a fait non pas deux morts mais trois morts à Ajaccio en mai dernier.

Je suis prêt à vous rencontrer si vous le jugez utile pour vous présenter la note de synthèse que nous venons de réaliser sur ce grave problème du racisme en Corse. □

René Mazenod
Secrétaire National
responsable du secteur immigration

LE BESTIAIRE DE LA R.A.T.P.

Je ne sais pas si les fraudeurs de la R.A.T.P. sont des rats ou des pies, comme l'affirmaient les publicités récentes de cette grande maison. Mais que dire des chasseurs de prime, version moderne, que sont devenus les nouveaux contrôleurs, fins limiers, triés sur le carreau... cela va sans dire.

Jugez-en. Métro St Lazare, je m'appête à insérer mon ticket de carte orange dans l'objet infernal que vous connaissez, lorsque j'aperçois, juste à mes côtés, provocante et alléchante... une ouverture à hauteur d'homme. Me

rappelant les publicités, j'hésite un peu... puis, finalement, j'utilise mon ticket, une pensée attendrie pour la R.A.T.P. et ses interminables travaux en vue du confort et du bon plaisir de ses « chers clients ». Oh, sollicitude ! C'est alors - une fois « passée » - que j'assiste à un spectacle digne de figurer dans la grande collection des métro-polars. Deux contrôleurs, camouflés derrière une grande planche de bois, élevée visiblement à cet effet (et juste à leur taille : seule la moumoute du plus grand dépasse), deux contrôleurs, donc, trépigment de rage devant l'obstination des fraudeurs à ne pas passer par cette souricière. Regards de sioux, prêts à la détente, ils fixent le piège sophistiqué qu'ils ont durement élaboré.

Malins comme le renard ? □ F.M.

Pour que vive Sans Frontière

Une mobilisation des associations

Ainsi que nous y invite Adel Djazouli dans sa « Lettre ouverte aux Associations » publiée dans Sans Frontière n° 71 spécial novembre, je voudrais apporter ma contribution au débat.

Par Moulé Bodiong *

D'entrée de jeu, je souscris entièrement à l'analyse de la situation de « non dialogue » entre les associations de migrants et les membres de l'équipe Sans Frontière, telle qu'elle est présentée. Je déplore que cette situation ait duré si longtemps.

Il faut cependant ajouter que l'équipe de Sans Frontière n'est pas la seule à ressentir ce malaise. Il a également existé dans des journaux aujourd'hui disparus. Dans des bulletins d'associations, le même sentiment d'isolement n'est pas absent non plus.

Pour avoir vécu dans l'équipe de « Tam-Tam » de 1967 à 1970 de vifs débats opposant notre équipe aux membres du bureau de l'Union des Etudiants Catholiques Africains dont la revue Tam-Tam était l'organe d'expression, je peux vous comprendre. Pour avoir à l'époque, mais en rapport les dirigeants de la FETRANI avec la rédaction d'Africasia, pour avoir moi-même pris modestement ma part dans les trois premiers mois de vie de Libération, pour avoir modestement encore encouragé les efforts de Black Hebdo, Afrique Message, le Continent et Sans Frontière, je comprends mal que le débat ait été si infructueux dans le milieu associatif. Et je déplore que tous, journalistes et militants immigrés, nous ayons contribué à maintenir ce non dialogue.

Comme le débat est ouvert au moment où très tardivement, les associations autonomes entament la discussion sur l'information en milieu immigré, il me semble important d'esquisser trois observations favorables à ce débat que je souhaite fécond.

1°. Il est bien loin le temps où, jusqu'en 1970, les bulletins des étudiants immigrés ou le journal « l'Algérien en Europe » se vendaient comme des petits pains devant les cités universitaires, les métros, les églises et les foyers des travailleurs immigrés.

Il n'y a plus beaucoup de place ni de temps pour la presse associative proprement dite.

2°. A l'heure où tout le monde fait un vaste effort pour économiser l'énergie et la recycler, à quoi servirait-il au secteur associatif de faire imprimer de nombreux titres dont souvent, de 60 à 90% d'exemplaires invendus par numéros restent entassés dans des greniers ou des caves ?

3°. L'information, avec l'apport extraordinaire de l'audiovisuel, même quand elle est traitée par des immigrés et pour eux, doit, pour être réellement crédible, être bien présentée, bien faite par des gens de métier et non plus par « tout le monde ». Ne pas accepter cette réalité, n'est-ce pas

créer des obstacles inutiles à l'information de l'opinion sur la vie associative, et sur celle des immigrés ? Le reconnaître exige de ceux qui s'en donnent les moyens qu'ils fassent une très large place aux activités des associations, et cela, sans qu'il y ait un débat sur les objectifs, alliances et orientations des uns et des autres.

Autrement dit, les journalistes de Sans Frontière ou les responsables de mon organisation n'ont pas besoin de s'expliquer, de décliner leur identité pour enfin qu'un article sur la FETRANI ou sur l'UTANO soit publié ou non. Ce qui doit prévaloir, c'est la connaissance et la reconnaissance mutuelle des rôles et fonctions d'une association et d'un journal. De plus, ce qu'il ne faudrait jamais oublier lorsque le climat de confiance existe, c'est qu'un article ou une information d'une association non publiés ne doivent pour autant par remettre en cause la règle du jeu. Une association ne doit pas imposer à un journal d'information sa vérité. Un journal ne doit pas censurer une association parce qu'en son sein, il y a des militants qui ne plaisent pas à l'équipe de ce journal.

Revenons au journal Sans Frontière. Je pense que c'est dans l'intérêt de nos associations d'en faire leur outil, leur porte-parole. C'est à nos associations de savoir s'en servir. Mais pour que Sans Frontière qui n'est pas au seul service des associations fasse correctement son travail en tenant compte des règles de la profession, il lui faut des moyens financiers. Nous pouvons en tant qu'associations y contribuer de la manière suivante, et sans condition préalable :

- Souscription d'un abonnement de soutien par association,
- Souscription dès décembre, d'un abonnement de soutien symbolique de « 5F pour Sans Frontière » par an et par membre des instances de chacune de nos associations.
- Exploitation par nos associations sur place, des dépêches ou revues de presse concernant l'immigration et nos pays d'origine. J'ai vu disparaître trop d'associations et de journaux lancés par des immigrés en France pour accepter que ce non dialogue persiste entre nos associations et la presse du genre « Sans Frontière ». Bon courage et que vive Sans Frontière...□

* Ancien Secrétaire Général de la FETRANI, Responsable de la Formation et de l'Information (UTANO : Union des Travailleurs d'Afrique Noire de l'Oise)

Démission

Socialisme et Tiers-Monde

Incomptabilité ?

« Nous ne sommes pas là pour faire plaisir aux militants... et je le regrette ». C'était Jean-Pierre Cot il y a 1 ans, lors d'un colloque sur les Droits de l'Homme.

Depuis, le regret, selon ses amis, s'est concrétisé, et le limogeage du ministre de la coopération a suivi.

Vendredi 3 décembre, Pierre Mauroy propose à J.P. Cot le poste d'ambassadeur à Madrid. Connaissant le ministre, c'était jouer sur du velours. Effectivement, dès le lundi suivant, Cot refuse le poste, geste équivalant à une démission, laquelle sera officiellement entérinée le mercredi suivant à l'Elysée, malgré l'intervention auprès de Mauroy, dans l'intervalle du mardi, de Michel Rocard, venu défendre « son » ministre.

Les raisons de ce limogeage en forme de mutation, alors que nous bouclons, restent floues, bien que le premier ministre ait admis qu'elles se situent dans une accumulation « de frictions entre l'Elysée et l'ancien ministre de la coopération à propos de la politique africaine de la France ».

On sait qu'un certain nombre de chefs d'états africains avaient pris l'habitude de s'adresser à Guy Penne, chargé à l'Elysée des questions africaines, plutôt qu'à Jean-Pierre Cot, accusé d'incom-

préhension. « L'Afrique redevient le domaine privé de l'Elysée, en déduisent certains, comme au temps de Giscard et des réseaux Foccardiens ». Pas du tout, rétorquent les pontes du PS, il s'agit d'incommunicabilité. Et Lionel Jospin de dénoncer les « difficultés rencontrées avec un certain nombre de chefs d'états africains ».

Un point d'achoppement, en tout cas : les Droits de l'Homme, dont Jean-Pierre Cot aurait été le « preux défenseur ». Le ministre déclarait ne jamais s'envoler vers un coin du monde sans consulter le rapport annuel d'Amnesty International.

Toute une orientation politique vis-à-vis du Tiers-Monde, définie à Cancun par François Mitterrand lui-même semble symboliquement remise en cause.

Une pétition circule déjà, à ce sujet signée par quelques trente-cinq organisations tiers-mondistes, que nous publions ci-dessous.

Reste qu'il s'agit d'apprécier à présent l'action du nouveau ministre de la coopération, Christian Nucci. □

MW

COMMUNIQUE

Après le « démission » de Jean-Pierre COT de son poste de Ministre délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures chargé de la Coopération et du Développement, les organisations signataires souhaitent vivement que ne soient pas remises en cause les orientations choisies depuis le 10 mai 81. Notamment :

- Une autre idée de l'action de la France pour le développement (Développement auto-centré, sectoriel plutôt que bilatéral).
- La compétence du ministère vis-à-vis de tous les pays du Tiers-Monde, sans être limitée aux anciennes colonies françaises.
- L'importance attachée au respect des droits de l'Homme.
- Le dialogue avec les organisations non-gouvernementales.

Les organisations signataires qui

avaient vu dans ces orientations la mise en oeuvre des choix exprimés par le gouvernement et par François Mitterrand à Cancun, espèrent que les impératifs du commerce extérieur de la France n'impliquent pas à terme l'abandon d'une politique de coopération respectueuse de l'homme.

Les signataires :
 CRID (C.C.F.D.), CICDA, CIMADE, Collège Coopératif, CINAM, Frères des Hommes, GRDR, IRAM, IRFED, INODEP, Mouvement 1% Tiers-Monde, Médicus Mundi, SLGLTM, Terre des Hommes, UCODEP, Centre Lebre, Solagral, Vie Nouvelle, Artisans du Monde, Mouvement Anti-Apartheid, Amis de la Terre, CEDETIM, MRAP, AFASPA, FASTI, Amis de la RASD, Amitiés Franco-Tanzaniennes, Amitiés Franco-Mozambicaines, Amis du Tchad, S.C.I., MAN, CRIAD, Ecole et Tiers-Monde, Centre de documentation Tiers-Monde Paris, UCJG, AFVP.

L'Apartheid qui tue

Le sept décembre l'armée sud africaine a effectué un raid « préventif » et « d'avertissement » contre le Lesotho sous prétexte que l'ANC y préparait des actions armées. Le bilan s'est soldé par une cinquantaine de victimes. Ainsi, après l'Angola, le Mozambique par l'intermédiaire du RNM, c'est dans ce petit pays que l'Afrique du Sud entend montrer qu'elle est le gendarme de l'ensemble de l'Afrique australe.

Faire plier les pays de la ligne du front et retarder au plus tard l'indépendance namibienne ou y instituer une indépendance factice, restent les objectifs politiques de la République sud-africaine.

Est-ce dans ce cadre qu'il faut situer la première rencontre entre représentants sud africains et angolais qui a eu lieu aux Iles du Cap Vert ? Aucune réponse définitive ne peut être donnée. Il n'empêche que cette rencontre aurait provoqué un débat et une crise au sein de la direction du MPLA-PT où la tendance dure menée par le ministre de l'information aurait été éliminée du Bureau Politique. De plus, à cette occasion, le président Dos Santos aurait obtenu les pleins pouvoirs selon l'agence officielle angolaise. Ce serait donc le courant modéré ou réaliste qui l'aurait emporté. Les contacts avec Prétoria auraient pour but d'obtenir la fin de la présence militaire sud africaine dans le sud du pays. Mais à quel prix ? Certains observateurs parlent d'un marchandage où l'Angola renoncerait à aider la SWAPO contre une fin du soutien militaire de Prétoria à l'UNITA. Qu'en est-il ? On n'en sait encore rien. Notons quand même que la direction de la SWAPO s'est déclarée « surprise » par la rencontre du Cap Vert.

Il semble bien que devant l'indifférence, quand ce n'est pas la complicité, au niveau régional, continental et international face aux organisations armées sud africaines qui destabilisent les économies des pays de la ligne du front, que ces derniers soient amenés à composer avec le régime de l'apartheid. Un régime qui est plus arrogant que jamais tant à l'intérieur où des militants noirs sont passibles de la peine de mort qu'à l'extérieur où le soutien tacite des grandes puissances occidentales, y compris de la France, lui est acquis dans la pratique aussi bien au niveau économique que militaire. □

R. Constant

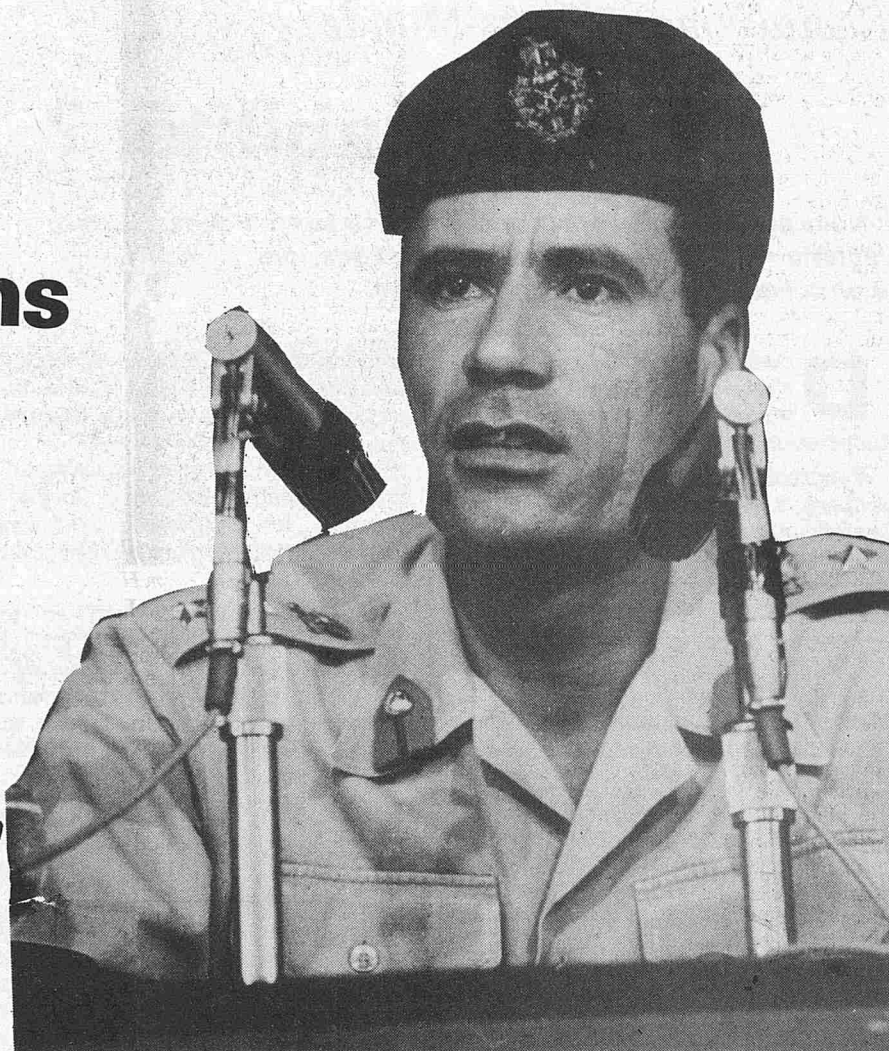
Afrique

L'O.U.A. encore en péril

Les divisions de l'Afrique

L'impossibilité de réunir, pour la 2^e fois consécutive, le 19^e sommet de l'O.U.A. à Tripoli ne fait qu'accentuer la désarticulation de l'organisation panafricaine

Par Benoît Ngom



Kaddafi à la recherche d'une hypothétique unanimité.

Pour la première fois de son histoire l'O.U.A. a été confrontée à un double blocage de ses organes dirigeants. En effet, le secrétaire général, élu pour 4 ans à son mandat expirer au mois de juillet dernier. Il se trouve dans une situation juridique qui l'empêche de prendre toute initiative. Autrement dit, il lui est simplement reconnu le pouvoir « d'expédier les affaires courantes ».

Par contre, le « président en exercice » dont la fonction n'est prévue par aucune disposition statutaire de l'O.U.A., a perdu toute sa crédibilité en s'éloignant de la réserve qui sied à sa fonction.

Pour tout dire, l'organisation se trouve aujourd'hui presque paralysée. Paradoxalement, devant cette situation désastreuse la position de beaucoup d'Africains consiste à prêcher sa mise à mort par étouffement progressif. A cet égard, il ne semble pas excessif de dire que ceux qui prônent cette attitude, ont la mémoire courte. Car, il ne faut pas oublier que l'organisation pan-africaine plus qu'aucune autre organisation régionale au monde a accompli des

prouesses dans les domaines les plus variés et en un laps de temps record.

Pour l'Afrique, l'organisation est une nécessité impérieuse dont dépend la survie de plusieurs générations présentes et à venir.

Cette exigence, les pères fondateurs de l'O.U.A. l'avaient très bien perçue. Ainsi, ont-ils pu triompher d'un certain chauvinisme ou nationalisme étroit, maladie infantile des Etats nouvellement indépendants, pour se consacrer à la noble et exaltante cause de la recherche de l'unité dans la diversité en créant l'organisation de l'unité africaine dès 1963. De l'existence de cette organisation régionale, l'Afrique devait rapidement obtenir des résultats très impressionnants dans les domaines les plus divers.

En effet, il aurait fallu à l'O.U.A. à peine un an après sa naissance pour imposer son point de vue dans la solution de la guerre fratricide qui déchirait l'Ethiopie et la Somalie. C'est en faisant suite à l'appel de l'O.U.A. du 14 février 1964 que l'empereur Haïlé Salassié donna l'ordre à ses troupes victorieuses d'arrêter leur poussée en territoires somaliens.

La même année, le 2^e sommet de l'O.U.A. devait recommander, dans le domaine des communications, la rupture de toute relation avec l'Afrique du Sud, ainsi que l'isolement économique du Portugal.

Quand la Grande-Bretagne, puissance coloniale, refusa d'assumer ses responsabilités historiques devant l'acte de rébellion que matérialisait la proclamation unilatérale d'indépendance de la Rhodésie par les colons blancs, une recommandation de l'O.U.A. du 5 décembre 1965 tendant à rompre les relations diplomatiques avec ce pays fut suivie par plus des 2/3 des Etats Africains.

En conformité avec le principe du respect de l'intégrité territoriale des Etats, le 16 septembre 1968 le 6^e sommet de l'O.U.A. soutint la cause de l'unité du Nigéria. La quasi totalité des Etats africains se conforment à cette décision.

Fidèle à sa volonté de lutter contre toute domination coloniale en Afrique, a fortiori contre celle du régime raciste d'apartheid, l'O.U.A. prône le boycott économique de l'Afrique du Sud et du Portugal.

A cet égard, la stratégie de l'organisation panafricaine dégagée à Accra en 1973 va consister à concentrer tous ses efforts sur la libération des colonies portugaises en 1975.

Après cette victoire sur le colonialisme portugais, l'O.U.A. devait adopter en 1975 la déclaration de Dar-es-Salam. En effet, le conseil des ministres de l'O.U.A. se réunit dans la capitale tanzanienne du 7 au 10 avril pour réexaminer la situation en Afrique australe. A cette occasion les ministres rejetèrent catégoriquement la politique de la concertation et de la prétendue détente avec les peuples africains prônée par le porte-parole de l'impérialisme...

En 1973, l'O.U.A. a recommandé avec un succès total la rupture des relations diplomatiques avec Israël. Tous les Etats africains répondirent positivement à cet appel. Leur position fut un soutien précieux pour l'Egypte occupée et une manifestation de sympathie active à la cause palestinienne.

En 18 ans d'existence l'organisation panafricaine va adopter à l'unanimité « la charte africaine des droits de l'homme et des pays » lors du sommet de Nairobi en juillet 81. La solennité du vote exprimait, on ne pouvait mieux faire, la volonté des chefs d'Etats africains de faire du respect des droits de l'homme l'un des grands problèmes des années à venir.

Cependant, l'O.U.A. n'a pas pour autant ignoré les problèmes relatifs au développement.

Ainsi, les Etats africains, sous la houlette du secrétaire général de l'organisation, adoptèrent le « Plan d'action de Lagos » à l'issue du sommet extraordinaire du 20 avril 1980. Ce document est une invitation au regroupement économique et à la consolidation d'unités économiques viables pour mieux affronter les défis de l'an 2000.

Il est bien évident que ceux qui ont toujours vu l'Afrique comme étant un réservoir de matières premières, de main-d'œuvre à bon marché, taillable et corvéable à merci, pour leur propre développement économique, n'ont aucun intérêt à assister à l'éclosion et la consolidation de tout ce qui peut permettre à l'Afrique de s'unir pour mieux résister à l'oppression où qu'elle vienne afin de se développer comme elle l'entend.

Les Africains de bonne volonté doivent se rendre à l'évidence que l'Etat actuel de l'O.U.A. est l'image de l'inorganisation des jeunes Etats du continent. Ce n'est pas l'O.U.A. qui est malade mais c'est l'Afrique qui est politiquement et économiquement ankylosée.

S'il y avait une réelle opinion publique continentale, le soit-disant « syndicat des chefs d'Etats africains » serait obligé d'avoir pour programme d'action la réalisation des revendications profondes des populations africaines.

C'est pour cela que la crise de l'O.U.A. est intimement liée à la crise de la



Goukouni Oueddei/Hisseim Habré : des rivalités d'un Tchad meurtri.

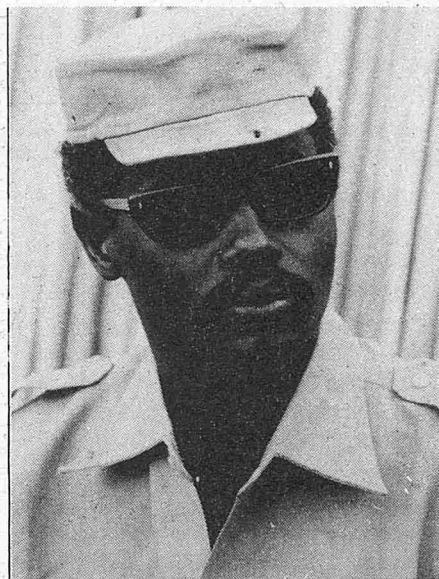
démocratie en Afrique. L'existence de systèmes de contrôle efficaces des gouvernants par les gouvernés est le meilleur antidote contre toute tentative de détournement des objectifs de l'Organisation de l'Unité Africaine au profit des pouvoirs en place.

Que peut signifier l'évocation d'un bilan si honorable pour ceux qui ne conçoivent l'Afrique que dans l'inorganisation, le sous-développement, les guerres civiles...? Pour ceux-là, l'Afrique des matières premières, de la main-d'œuvre à bon marché, est incompatible avec l'éclosion et la consolidation de toute structure organisationnelle qui aurait pour finalité le regroupement des Africains afin de résister aux ingérences extérieures pour mener leur politique de développement comme ils l'entendent.

Cependant, cette rétrospective de la vie de l'O.U.A. devrait signifier pour les démocrates africains qu'une organisation même boiteuse est préférable au retour à la balkanisation du continent. A cet égard, il est important de souligner que l'état actuel de l'O.U.A. est le reflet de l'inorganisation des jeunes Etats qui la composent. Dès lors, ce n'est pas l'O.U.A. qui est malade mais c'est l'Afrique qui est politiquement et économiquement ankylosée.

Dire que l'O.U.A. est « un syndicat de chefs d'Etat » ou « le relais de l'impérialisme », c'est seulement ajouter un constat à un autre. En effet, l'O.U.A., vu la situation politique et économique de l'Afrique, ne peut être qu'un regroupement de chefs d'Etats dont la plupart n'ont aucun compte à rendre à leur peuple. C'est pourquoi, la crise de l'O.U.A. renvoie au problème fondamental de la démocratie sur le continent. L'organisation panafricaine ne pourra prendre en charge les revendications des populations africaines tant que dans chaque pays du continent le peuple n'aura pas les moyens de contrôler les gouvernants ou de leur demander des comptes.

Le jour où au retour d'un sommet de l'O.U.A., la majorité des chefs d'Etats



africains saura qu'elle doit expliquer au peuple les positions qu'elle a prises, l'O.U.A. sera autre chose qu'un forum de chefs d'Etats. Il nous semble, donc, que la vraie question qui interpelle des démocrates africains est moins celle de l'accélération du processus de désintégration de l'O.U.A. que celle, beaucoup plus exaltante et efficiente, de l'avènement de la démocratie dans nos différents pays.

Dire que l'O.U.A. n'est que « la caisse de résonance des chefs d'Etats », « le cheval de Troie de l'impérialisme », c'est confondre la cause avec les effets. L'Afrique, actuellement ne peut avoir que l'organisation qui correspond à son niveau de développement économique et politique.

Il est nécessaire que les Africains aient une mentalité de bâtisseurs, qu'ils aient la volonté et le courage de fonder des actes qui se mesurent plus simplement à la durée de la vie des individus qui les posent. Car, si vingt ans constituent un long parcours dans la vie d'un individu, ils représentent peu de choses à l'échelle d'une civilisation.

Si toute œuvre humaine est perfectible, il devient impératif que tous les hommes et femmes de bonne volonté luttent pour que survive l'O.U.A. □

Publicité

LES PROGRAMMEURS REUNIS

Etablissement Technique Privé
Stages agréés C.P.E.

**Programmeur. Analyste
Comptabilité Informatisée
Comptabilité du personnel
Opérateur s/terminal
d'ordinateur**

77, rue Pascal, 75013 Paris

Tél. 336.43.33

M° Gobelins ou Glacière

Antilles

Les enjeux de la décentralisation

Une décision controversée

Mr Emmanuelli devrait être content. Depuis son arrivée en mai 81 à la rue Oudinot, il n'a cessé de regretter que les français ne fussent pas assez informés de la situation dans les « départements d'Outre-Mer ». Pour réparer cette lacune, il a multiplié les réunions, les contacts avec la presse. Aujourd'hui, il peut être heureux.

Jamais depuis longtemps, on ne s'était autant intéressé aux « DOM ». Il y a eu la fameuse « Route du rhum ». Ce n'était déjà pas si mal. Mais neuf « sages » occupant le Palais Royal ont estimé que cela ne suffisait pas. De par leur décision du 2 décembre 1982, ils ont réussi à ce que les « DOM » fassent la une de tous les quotidiens, que la plupart des commentateurs politiques s'occupent de ces « Français » lointains.

L'ennui est que cette décision du Conseil Constitutionnel français ne peut en aucune façon plaire au Secrétaire d'Etat aux DOM et TOM. Loin s'en faut. En un jour, les « protecteurs » de la Constitution de 1958 ont mis à bas le fruit d'un travail de dix huit mois qui avait fait l'objet de tractations, de débats passionnés. Et ceci avec une telle rapidité qu'on peut légitimement se demander si ces « sages » ont vraiment été... sages.

Le 30 novembre, l'Assemblée Nationale adoptait en troisième lecture le projet de loi d'adaptation de la décentralisation aux Guadeloupe, Guyane, Réunion et Martinique. Le deux décembre, alors qu'il avait un mois pour statuer, le Conseil Constitutionnel déclarait la loi non conforme à la Constitution. Certes, le droit a cet avantage qu'on peut en faire toutes les interprétations possibles et imaginables. Mais en tout état de cause, ces différentes interprétations ont comme fondement une position politique. Autrement dit, il n'y a guère de doute que la décision du Conseil Constitutionnel aurait été toute autre si ces membres n'étaient pas issus de la droite et accessoirement si l'un d'entre eux, ancien président du Sénat et originaire d'un « DOM », n'avait pas usé de son autorité pour que la loi n'aboutisse pas.

Car décision politique ou « censure » « neutre » de « sages », peu importe, ce qui est certain c'est que le choix du Conseil Constitutionnel a et aura de profon-

des conséquences politiques. Déjà, au niveau français, il n'est pas bon pour un gouvernement qui est au creux de la vague d'être accusé de vouloir violer la Constitution et d'avoir tenté de brader les possessions françaises à travers le monde. D'autant plus que la droite n'avait cessé de crier au casse-cou et de mobiliser toutes ses forces pour que la loi ne soit pas votée.

Mais l'essentiel se trouve dans les « DOM ». Après la censure constitutionnelle, l'autorité du gouvernement est sérieusement entamée. D'ores et déjà, on peut dire que les prochaines élections, municipales, cantonales ou régionales, verront les partis de droite, dits « départementalistes » (ne voulant aucun changement du statut dans les « DOM »), maintenir l'essentiel de leur position. Car aux yeux de l'électorat, la décision du conseil constitutionnel est la preuve que le gouvernement socialo-communiste voulait faire le jeu des « séparatistes ».

Au sein de la gauche, les réactions sont à la mesure des illusions d'avant le deux décembre. Cela va de l'affolement à l'éclat de rire. Affolement chez eux qui avaient bâti toute leur stratégie et leur analyse sur l'élection d'une assemblée Unique, « dotée de larges pouvoirs ». Affolement qui se traduit par des vociférations ou par un silence gêné. En ce moment, que ce soit chez les communistes guadeloupéens, les progressistes martiniquais, les socialistes des « DOM », on se retrouve à l'état provisoire d'orphelin.

Cette fraction de la gauche attend du gouvernement qu'elle la sorte de l'impasse actuelle. D'autant plus que cette

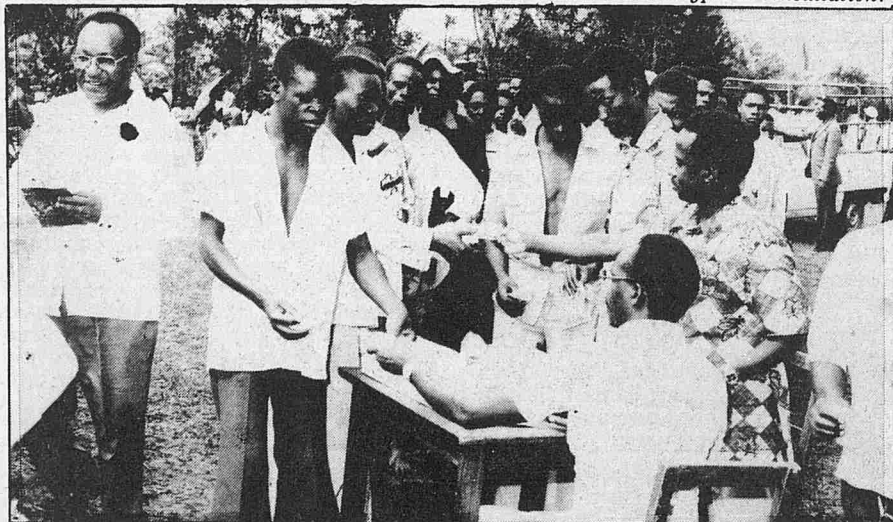
gauche veut que les élections régionales aient lieu avant les élections municipales, autrement dit au mois de février. Reste à savoir ce que peut faire le gouvernement. Il est d'ores et déjà acquis qu'il n'y aura pas d'assemblée unique. Les conseils généraux devraient être maintenus. Face à cela, le gouvernement peut, soit adopter le système corse (deux départements, et une région pour chacun des pays), soit procéder à des regroupements (faire de la Martinique et de la Réunion une région Antilles par exemple). Deux solutions qui ne sont pas incompatibles.

Quant au sourire, on le trouve sur toutes les lèvres des anticolonialistes antillais qui avaient rejeté le décentralisation et la collaboration avec la gauche française, du moment que celle-ci refusait de décoloniser. La décision du Conseil Constitutionnel consacre leur choix et leur position, à savoir qu'il ne faut compter que sur soi pour avancer vers la décolonisation.

Ceci étant dit, reste un fait, une fois de plus la droite française refuse, face à un problème colonial, de mettre en application des réformes. Une fois de plus, on joue à la politique du pire. Les extrêmes en sont heureuses et les voies moyennes ou pacifiques impraticables. M. Emmanuelli n'a cessé de répéter que c'est sa politique et l'application de son projet qui permettrait d'occulter la question de la décolonisation, autrement dit de garder dans l'ensemble français ces « DOM ». Il n'a pas été entendu. Il ne reste plus qu'à attendre « L'explosion ».

R. Constant

Vers d'autres types de consultation?



Gabon

Le morena parle

Le miroir aux alouettes

Un procès fleuve a eu lieu récemment à Libreville, des militants du MORENA (mouvement de redressement national) ont été lourdement condamnés. Sans Frontière a rencontré Mr Paul M'BA Abessolé président du MORENA.

SANS FRONTIERE : *Le Gabon est actuellement à la une de l'actualité, à la suite du procès qui a eu lieu à Libreville, et qui a vu la condamnation d'un certain nombre de personnalités, plus ou moins accusées d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Qu'en est-il exactement ?*

MBA ABESOLE : En effet, le Gabon fait aujourd'hui l'actualité par suite de cette condamnation de militants du MORENA : ce groupe d'hommes qui, ayant pris conscience que le pouvoir en place ne pouvait plus satisfaire aux attentes de la nation, du peuple gabonais, a cru devoir faire entendre cette autre voix qui a toujours été tûe depuis 1964.

Ils ont organisé, à leurs risques et périls, un mouvement pour dire publiquement ce qu'ils pensaient et, à la suite de cette manifestation, des arrestations ont eu lieu dont nous avons aujourd'hui simplement la continuation ; ils ont été jugés avec les peines que vous savez.

S.F. : *Des peines très lourdes (20, 10 ans) ! Pourtant Amnesty International était présent.*

A. : Amnesty International n'est pas un mouvement politique. Il était là en observateur. La première séance avait été prévue pour le 10 novembre, les journalistes n'en ont pas été informés. On a, semble-t-il, averti, la veille, les avocats commis d'office. Alors, les sympathisants du Morena, ce matin-là, ont fait irruption dans la salle du Palais de Justice. La première séance a donc été renvoyée au 17 novembre (le gouvernement a expliqué ce renvoi par le fait que les avocats n'avaient pas suffisamment pris connaissance du dossier).

Les peines prononcées ont été disproportionnées. On a eu une impression d'absurdité. L'opinion internationale devrait réagir : parce qu'un citoyen demande le droit de participer à la vie de la cité, on le condamne à 20 ans de travaux forcés après l'avoir torturé !

S.F. : *Amnesty International a dénoncé l'arbitraire dans les prisons gabonaises.*

A. : Oui.

S.F. : *Il semble que les assassinats soient monnaie courante. La presse française a récemment relaté l'affaire Lvong.*

A. : Cette affaire a effectivement été répercutée dans la presse. Mais rien des exactions qui ont été pratiquées contre les gabonais n'a reçu d'écho. Nous déplorons l'assassinat de Germain MBA qui était un diplomate gabonais.

Au sujet de ces assassinats on n'a jamais su si des enquêtes avaient été entreprises et quels en furent les résultats.

S.F. : *J'ai lu dans le « livre blanc », que votre mouvement a publié, que le Gabon vit pratiquement dans l'état d'exception, que l'arbitraire est de rigueur : assassinats, pratiques politiques tortueuses, continuelles violations des droits de l'homme, corruption notoire, et népotisme... Comment expliquez-vous le silence sur cet état de choses ?*

A. : La liste des abus que vous mentionnez est incontestablement réelle. En effet, les injustices, les abus de pouvoir, le népotisme, le favoritisme sont devenus pratiquement les règles du régime en place.

Dans le « livre blanc », vous n'avez qu'un échantillon de ce qui peut se

passer, tout n'a pas été dit, d'autant que le livre a été rédigé dans la clandestinité. Nous avons voulu publier ce document tel quel, afin de respecter son état d'imperfection.

Le gouvernement actuel est impensable et nous regrettons que la presse ne se soit pas fait l'écho de cette situation qui dure depuis longtemps.

Nous trouvant à l'étranger, nous avons la possibilité et la chance de parler librement, tout ce qui est dit dans le « livre blanc » est irréfutable : les abus sont la loi du régime actuel au Gabon.

Quant au silence de la presse, il s'explique par le fait qu'un journaliste qui se rend au Gabon, se trouve sous le giron du gouvernement qui lui fournit sa propre version. Un journaliste n'a pas la possibilité de pénétrer le Gabon profond et de percevoir la distinction que nous faisons entre la croissance et le développement : il y a, au Gabon, une croissance d'activité économique (pétrole, ouverture de chantiers...) que nous distinguons bien du développement : le développement est un fait populaire, un changement vers un « plus ». Or, lorsque nous considérons le peuple gabonais dans sa grande majorité, l'on s'aperçoit qu'il est en train de régresser, de telle manière, que nous affirmons qu'il y a croissance économique sans développement pour le peuple.

S.F. : *Pourtant, dans certaines sphères, le Gabon est présenté comme un modèle de croissance économique et de stabilité politique.*

A. : J'appelle cela du matraquage ! Les individus qui écrivent de telles choses ont probablement des amis dans le gouvernement dont ils essaient de justifier les actes.

Il faudrait expliquer comment, soudain, en 1981, un mouvement qui a mobilisé des milliers de personnes dans

Gabon



Abessolé MBA

les rues de Libreville, a pu se produire ? Dans un régime aussi policier, un tel mouvement ne s'est pas préparé en quelques jours !

S.F. : Pour en revenir au plan économique, on sait que le Gabon regorge de potentialités mais qu'il n'assure pourtant pas le minimum vital à chaque gabonais.

A. : Je répondrai par une boutade : le Gabon est riche, les gabonais sont pauvres ! C'est une résultante de la politique du gouvernement.

S.F. : Il semble que des sociétés étrangères aient maintenant misé sur l'économie du pays ?

A. : Le régime ne connaît même pas le nombre d'entreprises qui travaillent dans le pays ; on ne connaît pas leurs orientations économiques et ces entreprises qui viennent travailler au Gabon ne semblent pas rencontrer devant elles un système dans lequel

elles doivent intervenir dans le pays. Tout est fait dans l'anarchie, et nous proposons ceci : connaître d'abord toutes les entreprises qui travaillent au niveau du Gabon, savoir quel est leur apport, déterminer une économie qui soit gabonaise et non. Pas une économie aliénée.

S.F. : J'ai lu que la forêt gabonaise serait en danger par suite d'une exploitation drastique.

A. : Absolument. Autrefois, il y avait une convention qui interdisait d'abattre un okoumé avant qu'il n'ait atteint une certaine grosseur. En 1975, on voyait un un abattage effréné des okoumés, un pillage de la forêt, commi si par peur d'être chassés on détruisait tout derrière soi. Ceci continue. Il n'existe aucune maîtrise de l'exploitation forestière, qui est livrée aux étrangers.

S.F. : Au niveau des investissements, il semble que

les passe-droits soient rigueur ?

A. : Au Gabon, il y a des gens que l'on appelle Me. 10% ; cela part du président jusqu'aux ministres qui ont négocié avec telle ou telle entreprise si bien que le pillage se fait avec la complicité des gabonais au pouvoir.

S.F. : On peut donc parler d'un empire Bongo ?

A. : En effet. Je prendrai un exemple simple : des entreprises françaises ont fait faillite au Gabon faute d'avoir accepté de se mettre sous le joug du président. Alors, où est cette économie libérale dont on nous parle ? Où est le libéralisme économique quand Bongo a main mise sur toutes les compagnies ?

S.F. : En 1978, un raid manqué de mercenaires a eu lieu sur l'aéroport de Kotonou. Est-il vrai que Bongo en était le commanditaire ?

A. : En effet, d'ailleurs notre pays s'ingère souvent de façon obscure dans les affaires d'autres pays. Le Gabon est comme une prostituée sur le trottoir international.

S.F. : Dans le « livre blanc », je lis que l'ambassadeur du Gabon en France avait été arrêté pour trafic de devises en 1981 ; on le retrouve ministre dans le gouvernement de Bongo. Avez-vous des informations à ce sujet ?

A. : Ceci procède de l'idéologie du gouvernement gabonais. Quoiqu'ils aient fait, les gens de Bongo sont maintenus au gouvernement à tout prix, sans souci d'intégrité.

REPERES

Le Gabon a accédé à l'indépendance en 1960. Son premier président Léon M'Ba, homme ligue de la France est déposé, pacifiquement en 1964, après qu'il eût trahi le pacte d'union nationale qui le liait à l'UDSG de Jean-Hilaire Aubame. Le gouvernement du général de Gaulle intervint à Libreville, et M'Ba revient dans les fourgons de l'armée française. Jean-Hilaire Aubame restera des années en prison. Pays faiblement peuplé, mais aux potentialités économiques immenses, il a l'un des revenus par habitant les plus élevés d'Afrique, grâce aux royalties tirées du pétrole.

Aujourd'hui le Gabon, c'est l'empire d'un seul homme : Omar Bongo, autocrate milliardaire et mégalomane. Il a plusieurs fois défrayé la chronique par des assassinats d'opposants, et par l'intervention armée de ses barbouzes sur l'aéroport de Cotonou (Bénin).

S.F. : Appartenant à l'opposition gabonaise, comment ressentez-vous l'arrivée de la gauche au pouvoir en France ? Le Gabon a eu des liens privilégiés avec le gouvernement de V.G. D'Estaing ?

A. : Le mouvement qui s'est manifesté en décembre 1981, n'est pas une génération spontanée. Sous le régime de VGE, on savait que si l'on bougeait on n'aurait pas eu l'appui du gouvernement français, que le régime de Bongo pouvait tirer sur le peuple. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, nous savions que le Président Bongo ne pourrait pas être soutenu inconditionnellement. Il avait d'ailleurs manifesté un grand affolement à l'arrivée de la gauche en France.

Alors nous avons osé manifester notre opposition au régime de Bongo. Nous avons seulement été emprisonnés !! Bien-sûr !

S.F. : Néanmoins le Gabon demeure essentiellement sous la coupe française.

A. : Effectivement. Mais actuellement, nous tentons de conscientiser le pouvoir français pour lui dire que les gabonais n'attendent plus rien de leur gouvernement, sinon injustices et exactions.

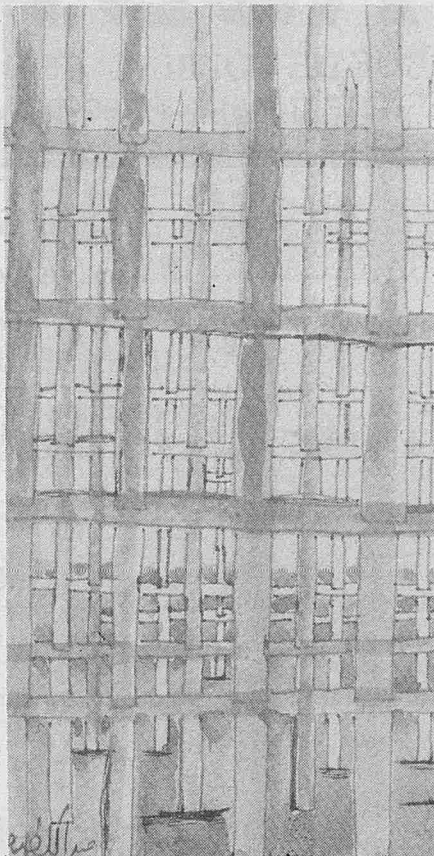
Notre mouvement compterait aujourd'hui 80% de sympathisants. Le gouvernement de Bongo prétend que ce mouvement est issu du tribalisme, qu'il est le fait d'individus personnellement opposés au régime. C'est un argument à notre avantage car nous ne connaissons pas d'ethnie qui rassemblerait 80% de sympathisants. Ce mouvement est politique, national.

S.F. : Dans le « livre blanc » vous faites mention de déplacements de population organisés par Bongo - notamment de Batckés qui viennent du Congo - au détriment des populations autochtones...

A. : En effet. Est-ce Bongo qui les fait venir ? Nous n'avons pas de précisions. Toujours est-il que par cet apport extérieur des fonctionnaires fantômes ont été nommés, des villageois, nommés administrateurs civils, perçoivent une solde d'activité. Le fonctionnaire gabonais qui a voulu dénoncer cet état de choses a été limogé.

S.F. : Pensez-vous que Bongo favorise le tribalisme actuellement au Gabon ?

A. : Bongo tente actuellement de monter les ethnies les unes contre les autres : dans l'affaire du MORENA, on s'aperçoit que Bongo ne fait emprisonner que les individus appartenant à la



Peinture de prison Abdellatif D.

même ethnie, pour justifier ainsi son argument selon lequel le MORENA est un mouvement tribaliste. Il prépare ainsi un climat de guerre civile. D'ailleurs il place au gouvernement des membres de sa propre ethnie qui sont parfois loin d'avoir les compétences requises pour assumer leurs responsabilités.

S.F. : A quand remonte la naissance de votre mouvement, le MORENA, et quel est son programme ?

A. : Le terme MORENA est récent bien qu'il renferme une situation ancienne. Le mouvement est parti en 1964, d'un soulèvement populaire qui a été réprimé. Autrefois il y avait trois partis au Gabon. Ces partis ont montré au pays l'exemple d'une démocratie vécue d'une manière responsable (c'était sous la colonisation). Il existait entre ces partis une émulation constante. Je me souviens que lorsque des représentants venaient au collège, on leur posait des questions auxquelles ils répondaient, on formulait même des objections. Tout ceci a été étouffé jusqu'en 1980. Le MORENA assume toutes les composantes de l'opposition gabonaise, c'est un milieu matriciaire qui accueille tous ceux qui refusent l'image d'un Gabon obéissant, inculte, tout juste capable de dire toujours oui à son président.

S.F. : Il y a, je crois un culte effréné de la personnalité en

ce qui concerne Bongo.

A. : Les psychanalyste auraient là, matière à faire un travail intéressant. Ce culte dénote une schizophrénie avancée ; est-ce une compensation mentale de sa petitesse physique qui fait que cet homme a besoin de s'entendre chanter, de voir son nom écrit partout, d'entendre parler de lui sans cesse. Est-ce un esprit sain, je me le demande ! Bien sûr, son entourage sait utiliser ces tendances de telle sorte qu'il n'accepte pas la contradiction.

S.F. : Quel est votre programme d'action immédiat ?

A. : Dans l'immédiat nous posons trois exigences fondamentales :

- d'abord notre reconnaissance immédiate et donc l'abrogation de la Constitution dans son titre 2 qui stipule la prééminance constitutionnelle du parti démocratique gabonais, parti unique.
- deuxième exigence : la libération inconditionnelle de nos militants arbitrairement arrêtés, emprisonnés, torturés, depuis le mois de décembre et qui viennent d'être jugés et condamnés à des peines dont vous connaissez la lourdeur, ainsi que la libération de tous les détenus d'opinion.
- enfin, la troisième exigence : c'est l'organisation, dans les deux mois qui vont suivre notre reconnaissance, d'élections présidentielles, législatives, libres et démocratiques afin que le peuple gabonais, qui rejette désormais le système de parti unique, puisse se prononcer librement sur ses choix politiques et sur son avenir.

Voilà nos exigences fondamentales.

S.F. : Votre mouvement a-t-il une réelle assise populaire ?

A. : Notre mouvement, d'après une enquête française, a entre 80 et 90% de sympathisants. Il a une assise populaire qui s'est manifestée, lors du procès de Libreville, par le rassemblement de milliers de personnes.

S.F. : Pensez-vous, de l'extérieur, pouvoir peser sur les événements ?

A. : Nous ne sommes pas créateurs d'événements. Nous répercutons d'abord les événements qui se produisent au Gabon.

De plus, dans chaque région, dans chaque district, le MORENA travaille. Le président lui-même confirme cela dans un discours qu'il a tenu chez lui à Franceville dans lequel il a rendu hommage à la région du Haut-Toungoué qui n'a pas répondu à l'appel du MORENA. C'est un aveu explicite.

Entretien réalisé
Par Macodou N'Diaye

conseils
en voyages

FABBY TOUR

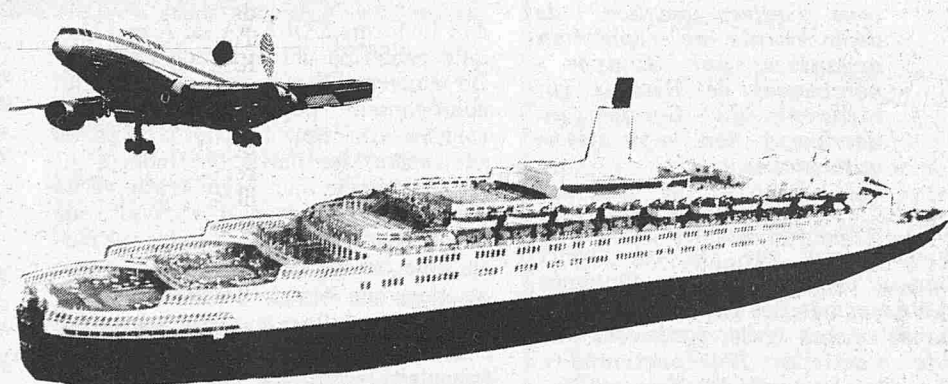
145, RUE DE TOLBIAC - 75013 PARIS - M° TOLBIAC
TEL : 584.49-67 TELEX : 204.713F

MAURICE Ramde - AUGUSTIN Ramde - JO Gavison -
Sy BABACAR - VIVIANE - et les autres vous attendent

**VOYAGES VERS
L'OUTRE - MER**
ANTILLES - AFRIQUE
GUYANE- REUNION
MAGHREB - MAURICE
MADAGASCAR

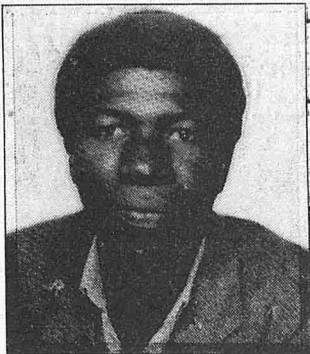
**FRET VERS TOUS
PAYS
AVION - BATEAUX**

enlèvement et livraison à domicile



• UN ACCUEIL FRATERNEL
• DES CONSEILS ECLAIRES POUR VOUS SATISFAIRE AU MEILLEUR PRIX
• DES FACILITES DE PAIEMENT
• UNE EQUIPE DE SPECIALISTES AU SERVICE DES PARTICULIERS, SOCIETES, GROUPES,
ASSOCIATIONS.

FABBY FRET



Supplique à l'imam de Moscou

A Youri Andropov, Tsar de toutes les Russies, premier camarade d'entre ses égaux, grand protecteur de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie, de l'Allemagne Démocratique suzerain de Babrak Karmal d'Afghanistan, bienfaiteur de l'Ethiopie, de l'Angola, de la Syrie, de Cuba, digne successeur du tsar Pierre, et de la grande Catherine, maître du passage entre Berlin Est et Berlin Ouest, dépositaire de la pensée marxiste muezzin du guide Lénine, génial continuateur du regretté Brejnev, maître de l'armée rouge et de la flotte, grand frère de tous les partis prolétariens du monde, internationaliste conséquent, surveillant vigilant des hôpitaux psychiatriques et du bouton nucléaire... ou plus simplement mon cher Youri.

Ô Youri, Youri

Je te le jure mon cher Youri, je ne suis ni téléguidé par la CIA ni par ce cow-boy débile qui règne à la Maison Blanche, aussi faudra-t-il que tu prennes au sérieux mes conseils, à présent que tu es bien installé, grâce au travail des marabouts dit-on, et que tu seras même un jour enterré près du mur à côté de Staline.

Voilà exactement ce que tu vas faire : tu vas d'abord détruire tout le stock d'armes nucléaires que tu détiens et que ces imprudents de Nikita et de Léonid avaient accumulé. Cela ne sert à rien et c'est très dangereux tu sais ! Tout l'argent qui te servait pour les dépenses militaires tu vas acheter du beurre avec, et du blé pour tes chers Soviétiques ; le reste tu vas le donner à ces pauvres Africains, à ces Indiens qui meurent de faim, tu vas leur envoyer des agronomes et des médecins, paraît-il qu'ils sont les bienvenus là-bas ; ce n'est pas la peine d'envoyer des militaires, ils se fâchent trop vite et veulent toujours jouer avec des chars qui défoncent les routes et empêchent les cultures ; je suis sûr que Lénine du fond de son mausolée de verre te fera un clin d'oeil complice. Tout le monde saura alors que c'est cet impérialiste de Reagan qui veut la guerre ; on va tellement manifester qu'il aura honte et va désarmer. Tu vas dire à tous les ouvriers qu'ils vont gérer eux mêmes leurs propres affaires, tu vas fermer tous les hôpitaux psychiatriques et foutre dehors tous ces dissidents qui prennent des médicaments aux frais des contribuables Soviétiques, il faudra leur donner du travail digne de leurs compétences pour qu'ils servent la patrie du socialisme, tu laisseras ce voyou de Jaruzelsky et ce fumier de Karmal se démerder avec leurs concitoyens. Il faudra dire à mes confrères et consœurs de la Pravda et de l'agence Tass de communiquer les informations, toutes les informations, de ne plus faire le black-out sur les nouvelles qui concernent nos frères Soviétiques. Tu feras ouvrir les camps de la Kolyma où croupissent des milliers de malheureux, tu vas organiser des élections générales et montrer ainsi que les Soviétiques sont heureux de soixante ans de régime socialiste, et que toutes les attaques contre le régime soviétique sont calomnies orchestrées par les agents de



l'impérialisme mondial et ses valets. Tu supprimeras la peine de mort en URSS donnant ainsi l'exemple à l'exalté de Téhéran ; tu ne donneras plus de chars à Mouamar Khadafi ; il devra se contenter de chameaux, ce sont les meilleurs coursiers du désert. Tu iras enfin aux Nations Unies ou tu proclameras à la face du monde entier que l'Union Soviétique, patrie du socialisme et des droits de l'homme renonce pour toujours à l'arme nucléaire, tu vas proclamer la libre circulation des hommes et des idées en URSS, tu diras aussi que des erreurs ont été commises en Union Soviétique mais les erreurs font partie des contradictions qui elles mêmes sont inhérentes à la dialectique donc à la vie.

Si tu accomplis cette oeuvre gigantesque qui sera le prolongement des idéaux d'Octobre 1917, les griots du monde entier de Mombassa à Calcutta vont chanter tes louanges pendant des générations et tu auras mérité le beau nom de Socialiste.

Ah ! J'oubliais ! Je t'ai envoyé un colis de merguez ce sont les meilleurs de la Goutte d'Or, ils viennent de chez mon ami Ali ; il paraît qu'à Samarkand ils en font de terribles mais goûtes d'abord à ceux-là, tu m'en diras des nouvelles à notre prochaine rencontre.

Que la Paix soit sur Toi.

Quand tu viendras à Paris, passe me voir à Barbès, tu ne risques pas de te tromper si tu demande « Le Shetane ». □

LIBAN

Après l'attentat contre Walid Joumblatt

Le Liban a frémi

Il s'en est fallu de peu, pour que Walid Joumblatt leader du Mouvement National Libanais (gauche libanaise) ne connaisse le même sort que Béchir Gemayel assassiné le 14 septembre dernier à Beyrouth ou encore celui de son père Kamal Joumblatt assassiné en 1977.

A lors que la tension demeure très vive dans le Chouf (région montagneuse au sud-est de Beyrouth) entre Druzes et Maronites l'attentat auquel a échappé Walid Joumblatt, n'est pas fait pour calmer les esprits, même si les protagonistes eux mêmes, y ont vu une provocation des services secrets israéliens.

En pénétrant dans le Chouf, poursuivant leur politique de division au Liban, les Israéliens ont aussitôt joué contre le clan Joumblatt allié des Palestiniens, en favorisant le clan Arslan. Celui-ci, sympathisant avec les Kataeb (phalanges libanaises).

Faut-il rappeler, que l'armée libanaise avait lancé officiellement il y a encore quelques jours une mise en garde accusant expressément l'armée israélienne d'avoir tiré sur deux villages voisins, l'un chrétien l'autre druze, dans le but d'y provoquer des affrontements entre les deux communautés.

C'est une chance pour le Liban que Walid Joumblatt ne soit pas mort dans cet attentat. Mektoub diront certains... Car il faut bien avoir en tête que les massacres de Sabra et Chatila sont intervenus deux jours après l'assassinat du président Béchir Gemayel. Un deuxième massacre contre des chrétiens cette fois, aurait bien arrangé les affaires de Bégin, qui d'une pierre faisait deux coups :

- D'une part en se dédouanant en partie des massacres dans les camps palestiniens face à l'opinion publique israélienne encore sous le choc et à un moment où la commission d'enquête israélienne sur les massacres, a déjà engagé la responsabilité de MM. Begin, Shamir et Sharon.

D'autre part, en sapant définitivement l'aurorité bien précaire de l'état libanais car par delà le tentative d'assassinat contre le leader druze, c'est bien le président Amine Gemayel qui était visé. Israël n'étant toujours pas parvenu à un accord avec le gouvernement libanais sur le désengagement des forces étrangères et encore moins, à la signature d'un traité de paix avec le Liban deuxième objectif déclaré de son intervention au Liban.

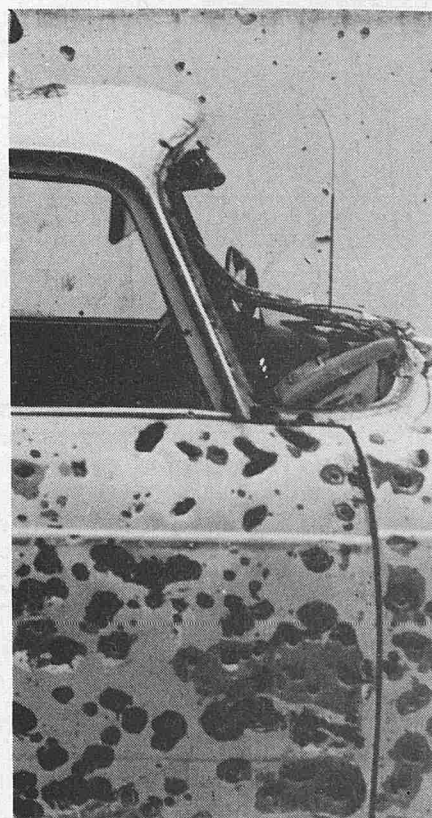
Israël s'enfoncé chaque jour un peu plus dans ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui le borbier libanais pour ne pas dire « le cloaque ».

S'étant pris pour le chirurgien qui extirpe le mal, Israël a fini par devenir un abcès parmi les autres qui forment le syndrome libanais.

L'irréparable a peut-être été évité, mais pour combien de temps ? Huit années de divisions (guerre civile) et quatre mois d'une offensive israélienne impitoyable vécue différemment, notamment par chacun des deux « Liban » pourraient requérir d'avantage d'une décision volontaire. Le Liban

a frémi à chaque fois que des courants contradictoires ont traversé la région.

Déjà en 1958, les uns, sous la direction du chef de l'Etat d'alors, M. Camille Chamoun, sont favorables au pacte de Baghdad sous la houlette de la Grande Bretagne, les autres sous la direction de Saeb Salam chef sunnite quasi-historique voient dans l'unité syro-égyptienne le germe de l'unité arabe. L'étincelle jaillit qui met le feu à la première guerre civile. Paradoxalement, riche du confessionnalisme qui fut l'une des causes de son déchirement de sa tentation entre l'Orient et l'Occident, riche enfin de



ses structures politiques et économiques, de sa géographie, voire de son climat, le Liban s'est passionné pour les causes les plus contradictoires. Même si à deux reprises au moins il le paya par une division de plus en plus profonde de son peuple. Enfant terrible du monde arabe, le Liban aura été aussi cet enfant surdoué, passionné mais souvent confus et corruptible. Ce pays où se sont cristallisées toutes les contradictions du monde arabe et où se sont vidées les querelles fraternelles était devenu gênant pour tout le monde...

Farid Aichoune

LIBAN

Comme l'Empire Ottoman en 1840

Israël attise les rivalités entre Druzes et Maronites du Liban

Terminée à Beyrouth début septembre avec le départ fedayin, la guerre du Liban a repris sous une autre forme, dans le courant d'octobre, avec des affrontements, dans la montagne, entre des Libanais dont les forces israéliennes exaspèrent les antagonismes.

Il s'agit, d'un côté, de maronites catholiques et, de l'autre, de Druzes, membres d'une petite communauté issue du chiisme musulman. Mais il ne s'agit pas d'un affrontement religieux.

En pénétrant dans le Chouf, région montagneuse au sud-est de Beyrouth, qui constitue le foyer de la communauté druze, les forces israéliennes ont éprouvé l'antipathie de la population, très particulariste, dont une bonne partie sympathisait avec le Front National, allié des Palestiniens. Le chef du Front national était, en effet, le seigneur d'un des deux clans druzes, M. Walid Joumblatt.

Poursuivant leur politique de division, qui tend à émietter le Liban en petites fractions rivales, les Israéliens ont aussitôt joué, contre le clan Joumblatt, le clan Arslan. Celui-ci sympathisait avec le Front Libanais opposé au Front national, et était donc allié avec les Kataëb ou Phalanges libanaises, recrutées en majorité parmi les maronites.

Les Israéliens se sont opposés à l'entrée dans le Chouf de l'armée libanaise, qui aurait pu sauvegarder l'habituel équilibre paisible entre les Joumblatt et les Arslan. Ils y ont fait pénétrer les Kataëb puissamment armés, qui, dès la mi-octobre, ont multiplié les accrochages. Pour faciliter le retour au calme, Walid Joumblatt s'est reconcilié, à Paris, avec le président du Liban Amine Gemayel, qui appartenait précédemment aux Kataëb ; il a décrété la dissolution du Front national, lequel réunissait ses partisans druzes et les Mourabitoun musulmans de Beyrouth-Ouest.

Sanglants incidents

Néanmoins, de très violents incidents ont été provoqués dans le Chouf, le 31 octobre, par les Kataëb. Ceux-ci, en particulier, ont ouvert le feu sur la localité druze de Kayfoun, tuant et blessant plusieurs personnes. S'efforçant de ramener le calme par une action politique, le président Amine Gemayel a réuni, le 9 novembre, les chefs druzes Walid Joumblatt et Majid Arslan, et les dirigeants du Front libanais Pierre Gemayel et Camille Chamoun. Pierre Gemayel a assuré qu'il s'efforçait de mettre un terme aux incidents, mais Walid Joumblatt a exposé que le véritable responsable était Israël, dont les forces se comportaient dans le Chouf comme une « cinquième colonne ».

A diverses reprises, depuis lors, des incidents sanglants ont éclaté. Ces affrontements du Chouf ont été représentés en particulier par la propagande israélienne, comme caractéristiques d'un profond antagonisme entre Druzes et chrétiens. La vérité est plus nuancée.

Du temps de l'émirat féodal du Liban, il y a quatre ou cinq siècles, les émirs, bien que d'origine druze, favorisaient les paysans chrétiens maronites, très travailleurs, contre les féodaux druzes trop remuants.

Lorsque l'Empire ottoman reprit, en 1840, le contrôle du Liban, il attisa les rivalités confessionnelles comme les Israéliens tâchent de le faire aujourd'hui. D'autre part, les paysans chrétiens se révoltèrent contre

l'aristocratie qui les dominait et les féodaux druzes craignirent que cette jacquerie ne se développe également parmi leurs paysans. D'où les raids que ces féodaux druzes lancèrent, en 1860, contre les villages chrétiens de la montagne, qu'ils brûlèrent, en massacrant nombre de leurs habitants. Les Ottomans réagirent immédiatement, arrêtaient et exécutèrent nombre de Druzes, tandis que plusieurs de ceux-ci s'enfuyaient du Liban vers la Syrie et s'installaient dans une montagne éloignée qui est devenue Djebel Druze.

L'expédition française envoyée par Napoléon III rassura les populations libanaises et prépara l'éviction des Ottomans ; le Mont Liban devint une province autonome dans laquelle l'autorité était partagée entre les diverses communautés : non seulement maronites et Druzes, mais Grecs orthodoxes, musulmans chiites, etc..., s'accoutumèrent ainsi à vivre en paisible coexistence.

Appeler l'armée libanaise

La République libanaise, depuis 1920, a repris et perfectionné ce système d'équilibre, qui fonctionne très bien dans les périodes calmes, mais qui tend à se disloquer en cas de troubles provoqués du dehors. L'activité des Palestiniens armés au Liban et les représailles israéliennes à leur rencontre ont amené les Libanais à se ranger dans des camps opposés : le Front libanais, avec les Kataëb ou Phalanges recrutées surtout chez les maronites, le Front national avec les Druzes de Kamal Joumblatt puis de son fils Walid et certains musulmans de Beyrouth-Ouest ; d'autres Druzes et d'autres musulmans étant opposés à ce Front national ou neutres, et certains chrétiens figurant dans le Front national.

Les divisions libanaises sont très complexes. Ce serait une grave erreur que d'analyser la situation dans le Chouf comme résultant d'un conflit ancestral et inexpiable entre Druzes et maronites. Mais prétendre cela, c'est précisément le jeu d'Israël, qui cherche des arguments pour diviser, afin de régner. Si Israël voulait réellement le rétablissement de la paix dans le Chouf, il en retirerait ses troupes et, comme le souhaite d'ailleurs le président Amine Gemayel, il y laisserait pénétrer l'armée libanaise. □

Pierre Rondot

PALESTINE

Jérusalem ou l'occupation du jour à jour

Instantané d'une ville en état de siège

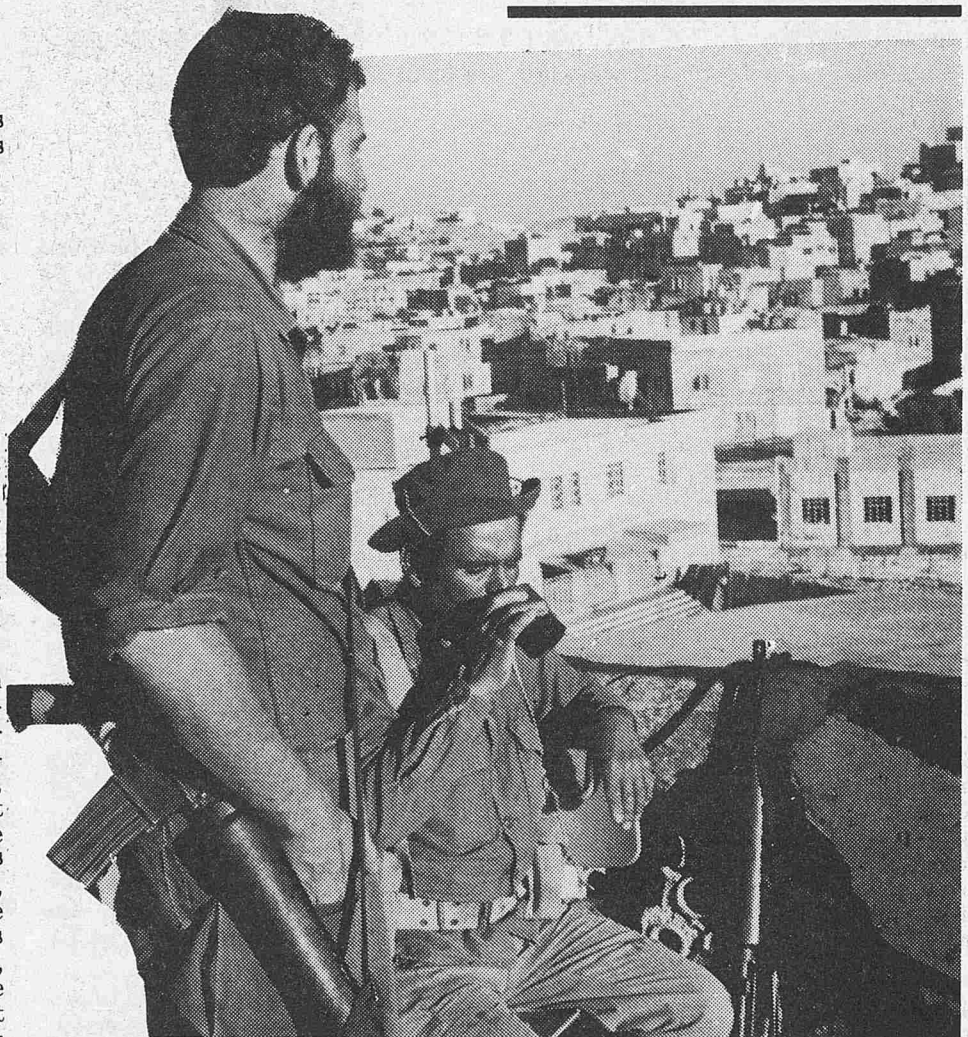
Nous commençons ce mois-ci la publication d'un reportage effectué au cours de l'été, en Territoires Occupés. En tout bien tout honneur, nous commençons par Jérusalem, par le récit de l'une des très nombreuses manifestations violentes qui ont assailli, de façon quasi-hebdomadaire, tout le mois de juillet. Dans le silence général, semble-t-il.

Jérusalem. Al Quods

Vendredi matin. Jour de prière pour la ville musulmane. Dans le quartier arabe, les deux tiers des magasins restent fermés, et les commerçants, comme tout un chacun, se dirigent vers la vieille ville. Franchir les remparts, dont les pierres gigantesques reflètent et amplifient la lumière du soleil, s'enfoncer dans les rues étroites, bourdonnantes, pour trouver, au cœur du souk en ébullition, la mosquée d'Al-Aksar.

A la porte de Damas, l'une des entrées du souk, des bédouines, assises à même le sol ou sur de vieux journaux, vendent à la criée leurs prunes rouges et jaunes, leurs poires naines, (spécialité de la Cisjordanie), et les feuilles de vignes roulées, prêtes à farcir. Ou bien encore les pois chiches, amandes, thym et graines de pastèques séchées que l'on croque pour passer le temps.

La foule compacte des fidèles, en costume strict, se mélange aux vendeurs de « falafels ». Les robes pendent, multicolores, exposées aux devantures des échoppes. Tissus lourds, ouvragés, rouges et noirs, orangés. Et puis la splendide argenterie de bazar : poignards bédouins, lourds colliers d'anciens dinars jordaniens, boucles d'oreilles, gigantesques plats de bronze, se mêlent aux chandeliers juifs aux icônes orthodoxes, arméniennes, syriaques, catholiques, aux statuettes de Boudhas impassibles, aux assiettes et colifichets persans. Et bien sûr, les inevitables chapelets de toutes tailles, en bois, plastique ou nacre... Al Quods, Jérusalem, ville interculturelle s'il en fût, déploie ses fastes sous le regard circonspect des soldats israéliens, qui, comme chaque vendredi, ont pris position sur les remparts, sur les toits, au coin des rues, pour tenter de parer aux manifestations traditionnelles des jours de prière.

*Jérusalem où l'état de siège*

La foule, en rangs serrés entre les ruelles sales où traînent papiers gras et odeurs diverses, se dirige vers le centre du souk, la mosquée, dont on aperçoit par instant le dôme par dessus les toits. Il y a là toute la Cisjordanie musulmane ; celle de Ramallah, de Naplouse, de Jennine ; celle des camps de réfugiés de Rafat, de Ghaza, et

d'ailleurs. Bédouins, paysans, petits propriétaires ou citadins, venus par familles entières, ils traînent depuis le matin dans les rues, attendent l'heure de la prière. A l'aube, il leur a parfois fallu payer entre deux ou trois cents shekels par famille pour faire le trajet en taxi collectif, « taxi service », comme on dit ici. Et ce soir, il faudra remettre

PALESTINE

ça, puisque les palestiniens de Ramallah, de Jéricho, de Naplouse, n'ont pas « le droit » de dormir à côté des palestiniens de Jérusalem, ainsi que l'édicte les « autorités civiles » de Cisjordanie.

Les mendiants sont venus aussi, étalant à l'envie, autour de l'édifice religieux, leurs plaies suppurantes (« Pour l'amour de Dieu, mon frère ! »), adossés aux murs couverts de graffitis : « Palestine arabe ! », « Palestine vaincra ! » ; et les bâtisseurs de mosquées fantômes, qui organisent, collecte sur collecte dans les rues d'Al Quods, d'où s'échappent des lambeaux de musique, des chansons de Marcel Khalife. Le dôme doré de la mosquée se détache sur le ciel bleu, brille dans le soleil. Et sur tout cela, une odeur de thym, de feuilles de vignes, et d'olives.

A Jérusalem, ce matin-là, quelques cinquante touristes franchissent la porte de la luxueuse tour de l'hôtel Sheraton, et montent un par un, dans le car climatisé, affrété pour la circonstance d'une visite guidée à travers « la Cité Eternelle ».

Dans le souk d'Al-Quods, alors que la mosquée se vide de sa foule de fidèles, encore sous le coup du sermon, impossible de savoir d'où part le premier cri. Bien sûr, il y a le noyau de « militants », ceux qui ont tout prévu, déjà préparé les slogans ; bien sûr, il y a les gamins, ceux qui sont nés sous l'occupation, pour qui jeter des pierres est devenu une sorte de jeu rituel.

Mais il y a les autres. Ceux qui risquent l'arrestation s'ils ratent le dernier taxi, ceux qui risquent la prison si, par manque de temps ou à bout de patience, ils n'ont pu se procurer, entre deux insultes, la Nième autorisation, le Nième laisser-passer qui leur permet de sortir ou rentrer chez eux ; ceux qui craquent, le soir, devant les images de Beyrouth bombardée, qui y ont laissé un oncle, un frère, un cousin... Alors ils reprennent les cris, drainant peu à peu la foule de mendiants, celles des bédouins. Certains arrachent d'autorité des posters de la mosquée qu'ils brandissent au dessus de la foule. D'autres lèvent les mains, les doigts en forme de V.

ne peut pas recevoir en

plein cœur la vision de tout ce peuple qui jaillit de la vieille ville, se déverse sur Damas Road, les bras levés en signe de victoire. Etre là malgré tout. Notre présence est notre victoire : « Avec notre âme et notre sang, nous te libérerons : Arafat ! ».

Là-bas, à Beyrouth, ils meurent et se battent sous les bombes à fragmentation et les fusils M-16 ; ici, à Jérusalem, ils vivent et se battent sous l'occupation et les fusils M-16.

le quotidien
dans
les territoires
occupés.



« Avec notre âme et notre sang, nous te délivrerons, Palestine » ! : On ne peut pas faire disparaître comme ça les oliviers de Ramallah, on ne peut pas gommer les collines de Bethléem, le sable de Jéricho ni le sel de la Mer Morte. Ou bien le peut-on ? Le peuvent-ils à coups de colonies, ces colonies que l'on voit encercler Al-Quods et qui déjà, ont modifié son visage ? Alors devient-on fou lorsqu'on ne reconnaît plus son propre pays, sa propre maison ? « Avec notre âme » et notre âme est à Beyrouth. « Et notre sang » et le sang qui coule à Beyrouth, c'est le notre. Voilà pourquoi nous sommes si faibles, voilà pourquoi nous avons les mains nues, voilà pourquoi nous n'avons que nos ventres et nos cœurs pour crier : « nous te délivrerons ! ».

Et soudainement, de ces mains nues partent des pierres. Sans que l'on puisse voir comment, un premier projectile atterrit sur la chaussée, donnant le signal. Très vite, une pluie de pierres, de caisses, de n'importe quoi, dans toutes les directions. Un pavé, venu d'on ne sait où, bruit de verre brisé. Cris d'un chauffeur arabe furieux d'avoir été pris pour cible. La circulation se bloque sur Damas Road. Pare-brise éclaté. Un Israélien s'abat sur son volant, le visage en sang. Les cris, informes, partout. Des poignées désespérées de pois

chiches, de farine, et d'amandes, lancé par trois bédouines en larmes, se répandent sur l'asphalte, les capots. Effacer ce cancer qui grignote les maisons, la ville, le pays. Enterrer le monstre.

A Jérusalem, le car des touristes de l'hôtel Sheraton, climatisé, descend sous le chaud soleil estival, Damas Road. Les premiers coups de feux éclatent. Deux soldats courent dans la rue. Je n'ai pas vu arriver la jeep, bientôt suivie par deux autres et trois camions entiers, puis, plus tard, par des policiers à cheval. Presqu'immédiatement, la poursuite commence. Les soldats tirent et courent en même temps, au hasard. Les Palestiniens, en plus grand nombre, courent aussi dans tous les sens.

Et il y a ce monde absurde, où les deux univers se traversent, où le car climatisé des touristes de l'hôtel Sheraton traverse la manifestation sous un arc de pierres, jetées à tout vents.

Et tandis qu'à Jérusalem, sur Damas Road, les touristes, depuis les fenêtres du car climatisé, photographient la splendide enceinte de la vieille ville, Al-Quods, sur Damas Road, très exactement à 1 mètre de la roue avant droite de l'autobus, les premiers soldats tirent sur les manifestants.

Il arrêtent, ce jour-là, six personnes. □

Marc Weitzmann

Palestine

O.L.P./Israël

Vers quelle reconnaissance?

Par Anouar Abou Eishé

La défaite militaire des Palestiniens et de leurs alliés peut-elle être considérée à certains égards comme une victoire? Voyons les faits. Les Palestiniens ont résisté durant onze semaines à l'armée la plus puissante du Proche Orient, sans qu'il soit question, à un seul moment, de capitulation. Ajoutons à cela que les Israéliens ont subi de lourdes pertes difficilement supportables et que cette guerre continue à leur être coûteuse. Bien sûr, certains rétorqueront à cela que les infrastructures de l'OLP ont été selon les cas totalement détruites ou gravement endommagées, que les forces palestiniennes sont maintenant dispersées et que la plus grande partie

du Liban est occupée par les Israéliens. nationale dans sa grande majorité a vraiment réalisé ce qu'était la politique du gouvernement israélien actuel : une politique d'expansion et qui vise à liquider le peuple palestinien. Cette prise de conscience nous aide, comme nous aident aussi les réactions de Juifs, israéliens ou non, qui condamnent la politique du gouvernement Begin.

On a vu durant les épreuves de cet été que le peuple palestinien était conscient de la nécessité de s'organiser face à l'ennemi. Ces semaines tragiques et l'horreur des massacres de Sabra et Chatila ont renforcé la conscience nationale des Palestiniens. D'une façon générale, un mouvement de libération sort renforcé et plus déterminé encore d'un tel conflit.

palestiniens, elles s'apprentent à passer un hiver difficile dans des abris plus ou moins dignes de ce nom, sans nouvelles pour la plupart de leurs fils, pères ou maris, partis en Tunisie ou au Yémen par exemple. Certaines de ces familles en sont à leur 4ème ou 5ème exode depuis 1948. Malgré cela elles continuent à réclamer la reconnaissance de leurs droits les plus élémentaires.

Ce qui ressort enfin de tout cela, c'est qu'Israël est tellement arrogant qu'il viole même les accords passés avec ses alliés (les USA s'étaient engagés, ainsi que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, à protéger la population palestinienne après le départ de nos combattants) et qu'il n'utilise et ne comprend que le langage de la force. La nature de notre ennemi est maintenant connue de tout le monde.

Dans les territoires occupés, le choc subi par cette nouvelle invasion du Liban a été très important. Il faut dire que la solidarité est grande entre la partie du peuple palestinien qui subit chaque jour l'oppression sioniste en Palestine occupée et celle qui a subi et résisté à la guerre de cet été.

L'oppression que subissent les Palestiniens des territoires occupés est peut-être moins violente (bien que le nombre de tués par balle par des colons ou par l'armée israélienne soit déjà, hélas, trop élevé) mais beaucoup plus pernicieuse.

Les expropriations et confiscations de terres de Palestiniens se poursuivent chaque jour au profit de la mise en place de colonies juives de peuplement. Il faut

dire aussi que ces colonies ne sont plus seulement habitées par des colons politiquement engagés et convaincus des bienfaits de la politique de Menahem Begin. Elles attirent dorénavant des personnes qui trouvent tout simplement des avantages financiers non négligeables à s'installer dans ces villes champignons. Lorsqu'il devient impossible de se loger dans un deux pièces à Tel-Aviv ou à Jérusalem, eh bien on s'installe à Kyriat Arba ou à Efrat. De plus, aucune de ces nouvelles colonies n'est située à plus de 15 minutes de voiture des grands centres urbains, ce qui constitue un avantage supplémen-



Combattants palestiniens lors de l'évacuation de Beyrouth : vers quelle stratégie ?

Une chose est sûre en tout cas, c'est que malgré l'impuissance des régimes arabes (qui se livrent parfois à une surenchère verbale) et malgré l'appui total des Etats-Unis à Israël, la détermination du peuple palestinien à continuer sa lutte pour recouvrer sa patrie est encore renforcée. En effet les combattants palestiniens se sont prouvés à eux-mêmes qu'ils savaient se battre et résister face à un ennemi très bien équipé et entraîné. Et il faut ajouter que pour la première fois l'opinion inter-

En ce qui concerne les prisonniers 17.000 semble-t-il, déportés et disparus palestiniens mais aussi libanais, nous sommes bien sûr inquiets du sort qui leur est réservé, comme eux le sont du sort de leurs familles restées à Sabra ou Chatila. Les efforts des organisations humanitaires internationales sont malheureusement entravés par le refus constant des Israéliens d'appliquer les Conventions de Genève.

Quant aux familles qui ont échappé aux bombardements meurtriers qui visaient des objectifs civils libanais et

taire pour ces nouveaux colons.

Cette « banalisation » de l'habitat dans les colonies est inquiétante à cet égard. La « judaïsation » de la Rive Occidentale s'accélère en même temps que s'intensifie le processus qui vise à museler la volonté d'expression des Palestiniens.

Par exemple, les entraves de plus en plus nombreuses mises au fonctionnement des établissements universitaires palestiniens sont significatives. Fermetures, conditions posées à l'exercice de la profession d'enseignant par les autorités d'occupation sont autant d'exemples.

Dans les affaires religieuses aussi le chantage est devenu monnaie courante. Un responsable du clergé qui ne soutiendrait pas la politique du gouvernement israélien devient suspect et se voit menacé d'aller exercer son ministère ailleurs, ou de ne plus pouvoir l'exercer du tout. Le Grand Sacristain arménien de Jérusalem, l'archevêque Karekan Kazandjian en sait quelque chose.

La liste des violations des droits de l'Homme serait hélas trop longue à énumérer ici.

Face à toutes ces tentatives visant à « résoudre » le problème palestinien par différents moyens variant avec la conjoncture (tentative d'élimination

physique du Liban, tentative de négation, si besoin est, de l'identité palestinienne, ou au contraire tentative de faire admettre qu'elle doit logiquement trouver refuge en Jordanie), quelle est la ligne politique de l'OLP ?

Depuis plusieurs mois des voix s'élèvent pour inviter l'OLP à reconnaître Israël. Mais quel est l'Israël qu'on nous demande de reconnaître ? Celui du Plan de Partage ? Celui de 1967 ou celui de 1982 ? Quand on sait qu'aucun texte israélien ne précise les frontières de cet état on doit admettre qu'il existe une anomalie flagrante. Précisons encore que la Charte du Hérout, parti de M. Begin, envisage un Israël encore plus étendu que celui d'aujourd'hui.

D'autre part il faut répéter que les dirigeants israéliens ont répété à plusieurs reprises qu'ils n'avaient que faire de notre reconnaissance.

Ajoutons enfin que tous les Etats arabes, à l'exception de la Libye, ont accepté la Résolution 242 du Conseil de

Israël prétend être plus menacé que jamais par ses voisins.

Cela étant il est évident que l'OLP ne peut accepter de reconnaître Israël si elle est sûre de ne rien obtenir en contrepartie. Il faut au moins une indication à la résistance palestinienne pour qu'elle accepte de franchir ce pas. Nous avons

montré à maintes reprises notre bonne volonté, notre volonté de paix et notre volonté de négocier. Israël ne comprend que le langage de la force et on nous demande d'être « raisonnables » !

C'est à notre parlement, le Conseil National Palestinien, qui fonctionne démocratiquement que reviendra la décision d'emprunter ou non cette voie de la reconnaissance. Mais avouons qu'il y a de quoi nourrir notre pessimisme quant aux efforts que seraient censés faire les Etats-Unis. Plus ils déclarent qu'ils vont adopter une politique plus équitable, plus ils font de promesses financières à Israël. Peut-on admettre que comme le prétendent certains, les Etats-Unis sont un modèle de modération ?

En tout cas dans cette perspective il convient d'admettre que l'avis des Palestiniens des territoires occupés soit pris très sérieusement en considération. C'est de ce qui se passe sur la Rive occidentale et dans la Bande de Gaza que dépend en grande partie l'avenir du peuple palestinien.

Israël compte annexer prochainement ces territoires en expulsant ses habitants et il faut empêcher cela par tous les moyens. □

Ecrivain Palestinien

Auteur de Mémoires Palestiniennes

« La Terre dans la tête »

Editions Clancier-Guenaud

Meeting de soutien pas comme les autres

Un certain nombre d'organisations, politiques et syndicales, avaient soutenue ce meeting, qui était organisée par le bureau de la ligue Arabe à Paris : l'Association France-Palestine, l'Association médicale Franco-Palestinienne, le Collectif National pour la Palestine, le comité pour la paix au Proche-Orient et l'association France pays Arabes. Les organisations syndicales et les formations politiques de gauche étaient représentées à l'exception du Parti Socialiste.

Quant aux orateurs, quels qu'ils furent, réclamèrent au gouvernement français une attitude moins équivoque à l'égard de l'OLP et de reconnaître celle-ci enfin officiellement, malgré deux petites fausses notes, venant de Mr Saint Prot qui fut obligé de quitter la salle sous les hués du public, après avoir rendu hommage, au rôle positif joué par la France pendant le siège de Beyrouth. Le représentant de la CFDT, va lui aussi quitter le meeting à la suite d'un quiproquo entre lui et la salle.

On retiendra de ce meeting, l'inter-vention enflammée de Brahim Souss

représentant de l'OLP à Paris, lui qui d'habitude est si réservé... diplomatie oblige !

Longuement ovationné le représentant de l'OLP a rappelé, la position de la centrale palestinienne : « l'OLP, ne reconnaîtra jamais Israël dans les conditions actuelles l'OLP n'est pas un état pour pouvoir reconnaître tel ou tel pays. Lorsque les Palestiniens recouvreront leur droit nationaux, ils reconnaîtront qui ils voudront même la Jordanie... ».

Déclaration qui ne manque pas de sel venant de la part d'un responsable Palestinien alors que les supputations vont bon train à propos du rapprochement Jordano-Palestinien.

Puis après avoir évoqué le plan Reagan en rappelant qu'il avait été rejeté par le CCOLP, Brahim Souss a laissé entendre que des trois plans de paix (le second étant la solution jordanienne) le plan Arabe (sommet de Fez) était le moins mauvais... tout en faisant remarquer l'absence du corps diplomatique Arabe au meeting : « Ils sont à une réception » s'est-il exclamé.

Quand à M'hammed Yazid directeur du bureau de la ligue arabe à Paris il ne

mâcha pas ses mots à l'égard des socialistes qui se sont opposés à l'exclusion du parti travailliste israélien lors de la dernière session de l'I.S. ; et qui de plus brillaient par leur absence au meeting...

A propos des visas, le directeur de la ligue Arabe a dénoncé en des termes très vigoureux ce qu'il a appelé « la terrible équation » « sécurité terrorisme-bougnoules » en appelant à la mobilisation contre la campagne dangereuse « qui vise les palestiniens et les Arabes en général ».

Il est vrai que Mr Yazid nous avait habitué depuis qu'il est en poste à Paris à des déclarations incendiaires, disant toujours tout haut ce que certains aimaient à dire en catimini. M'hammed Yazid aura été peut-être ce coup de fouet qui a fait se secouer de son apathie le bureau de la ligue Arabe à Paris, que l'on avait cru endormi pour ne pas dire inexistant de la vie politique...

Mais cela durera-t-il ? Quant certains ont trop dormi, il nous est permis de rêver un peu. Alors, Inch'Allah ! □

Fatima Belhadi

APPEL

La France doit reconnaître l'O.L.P

Depuis 35 ans, le peuple palestinien - quatre millions et demi d'hommes et de femmes - vit sans patrie, pour moitié dans l'exil, pour moitié sous l'occupation. 35 ans après la décision de l'ONU de créer deux Etats en Palestine, l'Etat palestinien attend encore de voir le jour.

Depuis 15 ans la moitié du peuple palestinien - en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza occupées - résiste à la colonisation et aux expropriations, à la répression et aux « représailles collectives », aux expulsions et à la terreur : refusant l'occupation et la pseudo-autonomie des Accords de Camp David, il proclame sa volonté d'auto-détermination et sa revendication d'un Etat palestinien indépendant. Depuis plus de quinze ans le peuple palestinien en exil s'est organisé, sous la direction de l'OLP, pour exiger et faire triompher ses droits nationaux inaliénables. Et l'OLP est aujourd'hui le symbole et l'incarnation de l'unité du peuple palestinien, par-delà la dispersion qui lui est imposée.

La récente guerre israélo-palestinienne au Liban, et la tentative avortée d'Israël d'anéantir l'OLP, ont démontré au monde entier l'unité palestinienne derrière l'OLP, sa capacité de résistance, son autorité politique et sa volonté de contribuer à la recherche d'une paix globale et juste au Moyen-Orient. Aujourd'hui plus que jamais, il est clair qu'il ne saurait y avoir de paix dans la région sans l'OLP.

Plus de 130 Etats membres de l'ONU, parmi lesquels les gouvernements socialistes européens de l'Autriche et de la Grèce, conscients de cette évidence, ont reconnu l'OLP.

Le gouvernement français, qui proclame son attachement aux principes de justice et de liberté partout dans le monde, et qui a mis récemment tout son poids pour empêcher le gouvernement israélien de réaliser son projet de « liquidation » de l'OLP, doit aller jusqu'au bout de sa démarche, et reconnaître à l'OLP, non seulement « le droit de se battre », mais aussi la représentativité juridique qui est la sienne. Seul cet acte politique peut contribuer, de façon efficace et cohérente, à la recherche de la paix.

C'est pourquoi nous appelons tous les hommes et les femmes épris de justice et de paix à signer cet appel pour la reconnaissance officielle et immédiate de l'OLP par la France.

PROFESSIONS DIVERSES - RETRAITES

ADAM Jacques - AGACHE Christine - AGNES Michel - AGOB Christian -
AJZENBERG Renée - AMBART Dominique - ANDRE Jeanette - ASSOUNE Max -
BALBAUD Paule - BALBAUD René - BARBE Gaston - BANSE Liliane -
BARIBAUD Robert - BARLOY Robert - BAYARD Jean - BAYEMI Ruben - BEAUVAIS M
BEAUVAIS C. - BENHAÏM Léon - BENNAHMIA Simone - BEN-TELLIS-BLOCH Ruth
BERREHOUC Michèle - BILIS Michel - BLEIBERG Pierre - BOULARD Monique -
BOURGEOIS Jean-Denis - BRAJOU Hélène - BRUN Jean-Pierre - BUCLET Michel -
BUREAU Danielle - CALLU Patrick - CHARRIE Laurence - CHARRIE Patrice -
CHEVALIER Françoise - CLERCIN Christian - COCHARD Auguste - COHEN Daniel -
COLLIN A. - COLOMBANI François - COMBAZ Madeleine - COMBE Pascale -
CONVENT J. Michel - COSTILS-HAMELIN Marie-France - COTTENCEAU Gabrielle -
COURTIEL Robert - DANIELLAN Alexandre - DEBARGE Fabienne -
DELAPOORTE Alain - DELMOTTE Benoît - DENIS Philippe - DOLLE Sabine -
DRIF Jean - DUCHENE Michel - DUCHENE Marie-Thérèse - DUMAS Louis -
DUMOULIN A. Marie - FANON Mireille - FLATTET B. FOUCHER Jacqueline -
FOURNIER Dominique - FRAIOU André - FRIBOULET Danièle - GAGNON Jacques -
GALLICE P. - GARAUDY Paulette - GARRIGOU Jean - GAUBERT Jean-Marie -
GARNIER Francis - GAYE André - GEDAMINOU Felix - GIBAUD Gilbert -
GIBAUD Violette - GILLET Patrick - GIOT Patrick - GIRAUD Pierre -
GLACHANT Bernard - GLACHANT Brigitte - GODEBARGE Colette - GODFROY Gérard -
GOUADON Pascal - GRANGER Jean - GRIN Andrée - GUARRIGLIA Laurence -
GUERARD Jean-Philippe - GUERIN Marcel - GUERVIN Bruno - GUYON Michel -
HAMEL Claude - HEMME Sylvie - HEMME M.J. - HERRERA Magdalena -
HERVE Françoise - HERVET François - HESS Yolande - HUREL Alain -
HUREL Philippe - IBRAHIM Nicole - IMHOFF Dominique - JEULAND Georges -
JOLY Marie-Claude - JOLY Pierre - JOMAS Anne - JOSIE Jaya - JUMEL Maurice -
JUNAID Christopher - KAMINSKY Leila - LACOSTE Pierrette - LAFUNA René -
LEBECK Bernard - LECLERCY Cécile - LELANDAIS Serge - LECOURT Philippe -
LECOURT Catherine - LEMONNIER Jean - LEPOIL Didier - LEROY Jocelyne -
LE GUILLLOUX Pascal - LEMAIRE Didier - LEMAIRE F. - LE MESLE M. Thérèse -
LETRUC Brigitte - LLOP Alain - LLOP Jacques - LOCHARD Jacques -
MAGALLANES Armando - MANTRANT Sylvie - MANZARENA Marie-Ange -
MARCAIS Claude - FRIBOULET Danièle - MARTIN André - MATHONNET Giselle -
MAZAS Jean-Alain - MICHAUD Jeanne - MILA Marie-Louise - MABIRE Jacky -
MAURE Catherine - MERAND Bernard - MITTERAND Jacques - mony patrick -
MOREAU Alain - MORICE Dominique - MORICE DU LERAIN Christine -
MORICE DU LERAIN Dominique - MOUCHEL Hubert - NOURRY Odile -
NOURRY Yasmine - OLIVRY Jean-Luc - PASTEAU Anne - PEGUET Roger -
PERRIER Nicole - PEROT Elia - PFISTER Michèle - PICOT Geneviève -
PIERRE Jean-Claude - PINEAU Jean-Paul - PINEAU Brigitte - PINEAU-
HADDODA Martine - PLUVINAGE André - POUSET Colette -
POUYAT Robert - QUINAT Pierre - QUINETTE Annie - RAMBAULT Claudie -
RAULT Rachel - REBOURS Thierry - RETZIGNAC Alain - REVIL Noëlle -
ROBLIN Denise - ROCH Claire - ROCH Georges - RODRIGUEZ Francis -
ROUGE Simone - ROUGER Catherine - ROUSSEAU Gabriel - ROUSSEAU-
LAMBERT Marie-Madeleine - ROUSSEAU Louis - ROUSSEAU Claude - ROZZIO Lucien -
RUCHET Lucien - SAINT-ALLARY Eric - SAINT-CLAIR Philippe - SAMBUCHI Laurent -
SOCHON Yvette - SEVEAU Monique - SEVESTRE Marc - SOMONET-LEMEUNE Robert -
SINKIEWICZ Lyze - SOCHON Alain - SOCHON André - STEPHAN Nadia -
SUCHET R. Josianne - SUZAN Jean-Pierre - SWATGEN Yvonne - TARDE Michel -
TOP Gérard - TOUVIOT Agnès - TRAIN Hélène - VAN HORST Magdeleine -
VARIN Jean-Jacques - VIGUIE Anne-Marie - VERGER Alain - VIAL Josette -
VIDEAU Christian - VIELLE J.P. - VIGNERON Jack - VISIER Stéphanette -
VIVIER Daniel - VIVIEN Catherine - VORGEACK Gérard - VUARIN Danielle -
de WANGEN Jean - YVERT Gérard - ZARKI Simone -

AVOCATS - JURISTES - MEDECINS - INGENIEURS

Pr. AGACHE Pierre - Me AUFRAY MILESY Marigrine - Dr. AYL Jean-Philippe -
Me. BEAUVILLARD Michèle - Dr. BEHAR Abraham - Dr. BOUJOT Aimé -
Me. BOURGUET Christian - Me. BOUVIER AJAM Solange - Me. BRIAND Pierre -
Me. BRUSHI Myrthe - Me. BUTTIN Maurice - Me. CHAUVET Nadine - Dr. CHEVAIS Anne -
Me. CHOISEUL PRASLIN (de) Charles-Henri - Me. COMTE Antoine -
Me. DALVY DREYFUS Bertrand - Me. DIDNER SERGENT Lucienne - Me. DOSSE Roger -
Me. FAGART Thierry - Dr. FERDIERE G. - Me. GILLMANN Christianne -
Dr. GUERIN François - Me. GUILLEMOT Jean - Dr. HASSOUN Jacques -
Pr. HAZAN Eric - Me. JONA PRAT Michel - Me. JACOB Francis -
Dr. JAUSSEAN Jacques - Dr. KACET Nadine - Dr. KAHN Marcel-Francis -
Me. LABADIE Louis - LAMBALAI Jacques -
Dr. LANDRE Nicole - Pr. LARIVIERE Michel - Dr. LARIVIERE Jacques -
Dr. LIEN Claude - Me. MANVILLE Marcel - Dr. MARROT Jean - MARROT Madeleine -
Me. MATARASSO Léo - Me. MIGNARD Jean-Pierre - Me. MILESY Jean-Philippe -

Dr. MONNERON Ariane - Dr. MORIN Bernard - Dr. MORLOT Béatrice - PELLE Jean -
Dr. POLACK Jean-Claude - Dr. PONSIN Jean-Claude - Me. PORTEHAUT Marc -
Pr. PRAWERMAN Abrami - Me. PUGNOTTI Claude - Me. RIONDET Etienne -
Me. ROZELAAR VIGIER Françoise - Me. ROZIER Alexandre - Dr. SAGLIER Jacques -
SAGLIER Dorita - Me. TEITGEN Francis - TEITGEN Francis
Dr. TROTZKY Denise - Pr. VERNANT Pierre - Me. WEIL CURIEL André -
WILHELM Christian -
ADELLE Jean - ALDEBERT Henri - ALDEBERT Suzanne - AUDREN Pierre -
BECKER Alain - BERCHER Laurent - BESSON Pierre-Michel - BOCQUET Jean-Louis -
BOUDOURESQUE Bernard - COMBES Michel - DESANT Jean-Claude - DUFOUR André -
DOLLE Jean - FAUCONNIER Jacques - GARRIGUES Claude - GARRIGUES Maïthé -
LOCKER Muriel - LOUGNOT Daniel-Joseph - MENDES-FRANCE Bernard -
MICHEL Joëlle - PACHECO Luis - PICQ Georgette - PIERRE Michel -
RIBOURG Patricia - RISSER Georgette - SCHATZ - SCHMITZ Christian -

CHERCHEURS - ECONOMISTES - UNIVERSITAIRES - ENSEIGNANTS

ARNEGUY Janie - ARON Thomas - ATUME (d') Antoine - AZOULAY Nicole - BAIZE
Denis - BARRAU Jacques - BAUBEROT Jean - BAUR André - BENCHEIKH Jamel -
BERGER Denis - BERQUE Jacques - BKOUICHE Rudolf - BLANC Michel -
BLOC François - BOLO Etienne - BOLO Lonni - BONNET-BIDAVO Jean-Marc -
BORDERON Serge - BOUE François - BOUSEZ Michel - BOUSSEY Michel -
BOUVIER Jean - BRAHEMIA Janine - BRUNHOFF (de) Suzanne -
BURGOS DEBRAY Elisabeth - CABIEU Daniel - CAHEN Michel - CAPRON Michel -
CASSE Michel - CAUSSE Lucette - CHABRIER Jean - CHAMMON Jean-Pierre -
CHAPOUILLIE Guy - CHESNAUX Jean - CHOMEL Marie-Claire - CLADERA Luis -
CLANCY Jacques - CLANCY Geneviève - CLEMENT Jean-François - COEURE Gérard -
COLOMER André - COPANS Jean - CORNU Georgette - CORTOIS Jean -
COULAND Jacques - COUNANEL Alain - DAMON Jean-Pierre - DANJOU François -
DAUMAS Philippe - DELAUNAY Jean-Claude - DELBECQUE Bernard -
DELEUZE Gilles - DELMAS Bernard - DEVEZE BERTHET Denise - DOUCE Jean-Eric -
DRESH Jean - DUFAUX Jacques - DUPIN André - DUPUY Sabine - DURRANDE Patrick -
DUVEAU Jacques - EMMANUEL Arghiri - ETCHEBERRY Arnaud - FARCY Jacqueline -
FAURE Claude - FAYE Patrick - FONDERE Jean-Pierre - (de la) FOURNIERE Michel -
FREYSS Jean-Jacques - FRIOUX Claude - GABOURIAUT Danielle - GADREY Jean -
GALLISSOT René - GALSOMIAS Jacqueline - GAUBERT Patrice -
GAULTIER de KERMOAL Marie-Claire - GAUVIN Annie - GENTY Maurice -
GENTY Françoise - GERVELT Jacques - GINSBOURGER Francis - GIRAULT Jacques -
GIROD Colette - GODELIER Maurice - GOUSSAULT Yves - GRIBENSKI Jean -
GROS Christian - GRUSELLE Michel - GUATTARI Félix - GUILLANEUF Raymond -
GUYOT Marcel - HALBWACHS Pierre - HARTMANN Odile - HUARD Marthe -
JARDIN Yves - JEDLIICKI Claudio - JEULAND Maryse - JOUVE Edmond -
KAY Jean-Philippe - KLEINMANN Edouard - KLEINMANN Claudie - KOLODZIEJ Léon -
KORN Henri - LACHIZEZ REY Marc - LAFONT Robert - LAJOURNADE Monique -
LANTNER Roland - LATOUCHE Serge - LHERITEAU Marie-France - LOI Michelle -
LOUCHEL Henri - MACALUSO Antonio - MACLES Michèle - MACLES Robert -
MANGENOT Marc - MARTIN Yves - MASINI Jean - MAYOVS J.J. - MAZAUD Nicole -
MAZOYER Marcel - MEILLASSOUX Claude - MESTRE J. Etienne -
MIGNOT LEFEBVRE Yvonne - MILLS Catherine - MOINFAR Mh. Djaffar -
MONDRAGON (de) Laure - MONNIER Brigitte - MONTELL Vincent - NOLOT Benoit -
NOUGAREDE Olivier - PAJON Michel - PALLOIX Christian - PALLOIX Annie -
PALMIER Roland - PARREAU Michel - PENE Olivier - PENE Nicole -
PENIT Claude - PERRIER Antoinette - PEZERAT Henri - (de la) PREDELLE Gérard -
PROU Charles - PRUD'HOMME Roger - PUERTO MARTINEZ Roland -
REBERIOU Madeleine - REFFAIT Jean - REGGUI Marcel - ROLLE Pierre -
ROSENFELD Danielle - SALAMA Pierre - STEUDLER François - SUEUR Michel -
TEMPLIER Daniel - TERRAY Emmanuel - THOMAS Louis-Vincent - TOUATI Danièle -
TOURAIN Alain - TRAIMOND Pierre - TUTIN Christian - VAN DE VELDE Franck -
VARGAS Yves - VEMMEREAU Pierre - VERMEULIN Christian - VERNIERES Michel -
VIDAL NAQUET Pierre - VIGIER Jean-Pierre - VILLAZ Michel - WEIL Françoise -
ZARIFIAN Philippe -

ALLAIN Laurence - AMBITE Vincent - AREVILLA Jean-Pierre - BARBE Philippe -
BARBIER J.Y. - BOCHE Marie-Laurence - BOUSDOCQ Bernard - BOUJOT Ginette -
BOULARD Jocelyne - BOULARD Joël - BOURDAIS Michel - BOURGEOIS Georgette -
BUFFLIER Michel - BUISINE Luc - CAYROL Annie - CHORIN Cecile -
CHORIN Françoise - CHRETIEN Monique - COMAYNE Liliane - CORBIER Pierre -
CRINON Françoise - CUAU Bernard - CULMET Noël - DEMARCY Roland -
DEMARCY France - DERIVRY Arlette - DESFORGES Jean - DIARD Jacques -
DOLLFUS Jean-Daniel - DROUBAY Jacques - DUTEL J. -

Liste des premiers signataires

Pour vous joindre à cet appel : C.N.P. - B.P. 146 - 75263 Paris Ceder 06.

CINEMA

*«Ce qui nous
rapproche
c'est le regard
que nous
portons sur
nous même»*

Rencontre avec Taïeb Louhichi



L'annonce de la mort

L'Ombre de la terre, premier long métrage de Taïeb Louhichi, présenté au dernier festival de Cannes, demeurera sans doute comme une date non seulement dans le cinéma arabe mais dans le cinéma tout court. A l'occasion de la sortie de son film à Paris et en Province, le réalisateur nous a accordé un entretien dans lequel il parle de sa passion du cinéma, de ses projets...

SANS FRONTIERE : Comment êtes-vous venu au cinéma ?

TAYEB LOUHICHI : Il y a en Tunisie une pépinière commune à la plupart des cinéastes, c'est la Fédération des Ciné-Clubs et la Fédération des cinémas amateurs. Comme tout cinéaste tunisien, j'ai d'abord commencé par le mouvement ciné-club et ensuite j'ai été à la

ciné-club et ensuite j'ai été à la Fédération des cinémas amateurs. Puis j'ai fait plus tard une école de cinéma, l'I.F.C. et l'Ecole de Vaugirard parallèlement à mes études de Sociologie et de Lettres. Et en 1971, j'ai fait mon premier court métrage, *Mon Village, un village parmi tant d'autres*, avec le G.R.E.C. Il a été présenté à plusieurs festivals et notamment celui de Carthage où il a obtenu le Tanit d'Or en 1972. Après, j'ai fait *Ziara, le temps d'apprendre, le Métayer* qui a été primé à divers festivals. J'ai également fait en plus de ces courts métrages des films de commande, des reportages sur la formation professionnelle, la pollution... La radio aussi m'a été d'un grand bénéfice. Elle m'a apporté beaucoup. Comme vous voyez je ne me suis pas croisé les bras pendant les dix ans qui séparent mon premier court métrage de mon premier long métrage.

S.F. : Combien de temps vous-a-t-il fallu pour faire ce film ?

T.L. : La rédaction du scénario et le temps qu'il a fallu pour réunir les fonds de la production ont pris environ deux ans. Puis la réalisation a duré sept semaines. Mais je dois dire que le travail n'est pas encore fini. Il ne suffit pas qu'un film sorte dans les salles. Encore faut-il le suivre. Et ce n'est pas tâche facile, croyez-moi.

S.F. : Jusqu'à présent, pour ce qui concerne le Maghreb, les Tunisiens étaient plutôt rares dans le cinéma, aujourd'hui, il semblerait...

T.L. : Sans aucun nationalisme ni chauvinisme, je dois dire que la Tunisie a été historiquement présente ne serait-ce que comme décor dans pas mal de films. Et depuis les indépendances, il y a eu tout d'abord les films des Actualités et ensuite il y a eu le film de Omar Khelifi *L'Aube*. Puis il y a eu une vingtaine de films et des cinéastes comme Reda Behi, Nacer Khatari, Abdellatif Ben Ammar qui sont connus en France. Mais il y en a d'autres en Tunisie. Ceci dit, jusque-là, il est vrai, la politique culturelle n'a pas été en faveur de la production de films.

Mais cette année on assiste à une sorte de renaissance du cinéma. La coproduction a permis de faire cette année cinq longs métrages. En outre, on a pu faire dix courts métrages produits entièrement par la Tunisie.

S.F. : Est-ce que vos études de sociologie sont à l'origine de « *L'Ombre de la terre* » ?

T.L. : Pas du tout. L'actualité était là pour témoigner du problème des frontières, de la dispersion des peuples. Prenez l'exemple de cet été : les Palestiniens à Beyrouth. De plus, j'ai moi-même des affinités avec le monde rural et je m'interroge sur mon identité, sur mon peuple... C'est surtout dans la rue et à l'écoute des miens que j'ai appris. Non, mes études de sociologie ne sont pour rien dans mon film.

S.F. : Comment a été reçu « *L'Ombre de la terre* », par les tiens, par les Tunisiens aussi bien ruraux que citadins ?

T.L. : Le film n'a malheureusement été vu qu'à Tunis par les gens qui fréquentent le festival de Carthage. Je souhaite que quand il sortira en Tunisie au mois de Décembre il sera vu à l'intérieur par les ruraux. Ceci dit, je n'exclus pas les citadins. Quand le film a été projeté à Carthage il y a eu une grande effervescence dans la salle. Certains ont aimé le film, d'autres pas du tout. Mais c'est surtout un petit nombre d'intellectuels qui ont rejeté cette autre image de nous-mêmes qui leur était proposée. Il faut dire que nous sommes conditionnés par un modèle dominant de cinéma. Et il n'est pas toujours facile d'accepter une démarche qui s'en démarque même un peu. Mais en général, l'accueil a été pour moi très positif.

S.F. : Je dois dire que « *L'Ombre de la terre* », ne ressemble à aucun autre film, c'est d'ailleurs là sa plus grande force. On ne saurait vous rattacher à aucun courant, aucune école... Quels sont les cinéastes qui vous ont le plus marqué ?

T.L. : Je suis très heureux d'entendre cela. Je voulais en effet en commençant mon film être très personnel. Et cela sans aucune prétention. Certains critiques ont comparé mon film à *L'Arbre aux sabots* d'Ermanno Olmi, à Padre Padroni des frères Taviani, à *Yol* de Il maz Guney... Cela ne peut bien sûr que me flatter. Mais je crois que ce qui nous rapproche, c'est surtout le regard que nous portons sur nous-mêmes. Tous ces cinéastes que je viens de citer m'intéressent. Mais ceux qui m'ont le plus marqué ce sont les Japonais. Kurosawwa, Muzoguchi et surtout Ozu... sont des cinéastes que j'aime beaucoup. Joris Ivens, pour le documentaire m'a énormément marqué. Parmi les cinéastes arabes ce sont Youssef Chahine, Salah Abu Seif, Tewfik Salah, Chadi Abdessalam... que je considère comme les plus importants. Satyajit Ray, Visconti, Rossellini sont tous trois de très grands metteurs en scène.

S.F. : Est-ce que vous avez lu les deux derniers romans de Driss Chraïbi, « *Une enquête au pays* » et « *La Mère du Printemps* » ? Je vous pose cette question parce qu'en plus de vos sensibilités que je trouve très proches il y a dans les romans de Chraïbi et dans votre film ce face à face du pouvoir et des montagnards ou des ruraux absolument confondant.



Les derniers membres d'une communauté

CINEMA

T.L. : Cela me fait d'autant plaisir à entendre que je vais adapter *Une enquête au pays* de Driss Chraïbi. Ça continuera *L'Ombre de la terre*, sous un autre style bien sûr. Il y aura plein d'humour, beaucoup de dialogues... Cependant pour le face à face dont vous parlez, je vous dirai que j'ai écrit *L'Ombre de la terre* il y a trois ans et que *La mère du Printemps* est sorti cette année et *Une enquête au Pays*, l'an dernier. Mais je dirai que c'est magnifique que des choses comme ça, des scènes se retrouvent ici et là dans nos oeuvres. Cela signifie que ce sont des choses qui veulent dire beaucoup puisqu'elles semblent tant nous obséder.

S.F. : On reconnaît Tahar Ben Jelloun, dans une apparition à la fin du film...

T.L. : C'est une complicité avec un intellectuel. C'est à dessein que je le montre enchaîné dans cette scène. C'est pour moi plein de symboles. Et c'est aussi une participation sympathique de mon ami Tahar.

S.F. : Votre projet a été servi par d'admirables interprètes. Est-ce que ce sont des amateurs ou des professionnels ?

T.L. : Certains sont des amateurs et d'autres des professionnels. Le musicien aveugle par exemple et M'Barka la vieille dame sont des amateurs. Mais à aucun moment, je n'ai mis un personnage plus en avant qu'un autre. Je tenais absolument qu'il y ait une figuration collective. Figuration dans le sens noble du terme, c'est-à-dire présence qui remplit l'écran, avec noblesse. Et chacun se retrouve à un moment ou à un autre du film le personnage principal. Pour moi, l'important était de les voir tous ensemble, de les suivre tous à la fois... D'où cette scène par exemple où la brebis meurt : tous les personnages sont là, présents devant la caméra.

S.F. : Comment a été possible cette distribution de « *L'Ombre de la terre* » ?

T.L. : C'était déjà prévu avant le tournage du film. Il s'agissait pour moi d'abord de présenter un produit fini, un produit concurrentiel fait selon des normes mais qui traite un thème qui est mien. Parce que je crois qu'il est temps de nous décomplexer. Il est temps d'échanger la consommation, si je puis dire. Nous consommons beaucoup de films qui viennent de France et d'ailleurs. Pourquoi alors ne pas présenter nos films ici-même ? Le public occidental m'intéresse aussi bien que mon propre public.

On dit souvent que le public occidental ne va accepter notre cinéma parce que

les sujets qu'on traite ne l'intéressent pas, ainsi de suite... C'est faux ! Certains exemples me réjouissent le coeur comme les films d'Ilmaz Guney ou de Satyajit Ray. Le public occidental va les voir et les apprécie.

S.F. : Pouvez-vous nous dire quels sont vos projets d'avenir ?

T.L. : Il y a *Une enquête au pays* que je vais adapter dans un premier temps. Et un autre projet en Andalousie qui s'appellera *La rumeur de l'eau*. C'est une fresque qui se situe dans l'histoire. Ce ne sera pas, ceci dit, une grosse reconstitution historique. Ce sera la continuation en quelque sorte de mes préoccupations. □

Propos recueillis par
Mustapha Ammi

CHRONIQUE DE L'OUBLI

Au fond du désert, là où même le sable s'achève pour laisser à la rocaïlle et la désolation, les derniers membres d'une communauté vivent dans un campement au bord des frontières, entre deux collines écrasées de soleil.

Les réserves de blé s'épuisent, l'eau devient rare, le troupeau est atteint d'un mal inconnu... Reste l'exil et la séparation pour survivre. C'est la désagrégation de cette communauté que *L'Ombre de la terre*, premier long métrage de Taïeb Louhichi, nous raconte en déroulant sous nos yeux ses images comme une peinture rupestre d'une austère et saisissante beauté. « J'ai gommé », dit Taïeb Louhichi « tout ce qui aurait pu être spectaculaire ou folklorique ».

Plus qu'une chronique, *L'Ombre de la terre* est un poème aux accents de tragédie grecque. Un poème sur la dispersion des hommes, ceux qu'on pousse à l'exil, à l'errance... les hommes de l'ombre, ceux de l'oubli. Avec pudeur, Taïeb Louhichi jette, comme un bras tendu de fraternité, une lumière sur ces gens qui vivent à l'ombre des hommes et de la terre. Sa caméra, complice et témoin, fait

corps avec cet espace éclaté habité par la pierre où se meuvent des hommes, des femmes et des enfants menacés par l'extinction de leur race.

Si cependant *L'Ombre de la terre* a été tourné dans le Sud tunisien il faut bien se dire que jamais Louhichi n'a eu l'intention de faire un film sur les tribus du Sud de la Tunisie. Le décor du film n'est en effet pas situé géographiquement. Ainsi évite-t-il de confiner son film dans une localisation exigüe. Son propos, et c'est là sa plus grande force, se veut universel. « La communauté que je décris représente un microcosme du groupe humain menacé dans son existence, une famille dont les enfants sont séparés, dispersés, sans possibilité de communiquer ».

Servi par d'admirables interprètes, *L'Ombre de la terre*, qui n'est pas sans évoquer *L'Arbre aux sabots* d'Ermano Olmi ou *Padre padroni* des frères Taviani demeurera, j'ose croire, comme une date non seulement dans le cinéma arabe mais dans le cinéma tout court. □

M.A.

Publicité

VAUDOUN

M. Max St-LEGER

Grand prêtre vaudoun

Protection contre danger farces maléfiques

Unis les uns aux autres

Réussites décisives : Travail, examens, contentieux

Réconciliation des amoureux, Bains de chance

Mariages, enfants

Défit aux mensonges

Réf. : USA - CANADA - St-DOMINGUE - HAITI

55, rue du Château-d'Eau, 3^e étage G

face ascenseur 75010 Paris tél. : 770.12.20

Architecture

Les cases créoles

L'architecture, ou comment lire dans les cases guadeloupéennes le cheminement de la culture créole et la capacité des sociétés antillaises à intégrer l'industrialisation en résistant à l'acculturation.

Tel est le thème de l'exposition qui se tient à Beaubourg du 24 novembre au 24 janvier (salle de documentation du C.C.I.R.D.C.). Une initiative originale et pertinente. Saluons également les « Editions perspectives Créoles » qui publient ce mois-ci un ouvrage sur le même thème : « *Kaz Antiye Jan Moun Ka Rete* ». (L'habitat populaire aux Antilles).

Jusqu'ici, seule l'architecture de type coloniale avait fait l'objet d'études : maisons en bois, style

« louisianais », galeries ombragées, monuments militaires, églises dont la charpente évoque une coque de navire renversée. Les cases des campagnes, quant à elles, n'intéressaient personne. Car, des peuples amérindiens, exterminés lors de la conquête, il ne reste pas trace. Les différentes composantes architecturales issues de l'expansionnisme européen à partir du 17^e siècle et intégrées dans une « synthèse » guadeloupéenne, rendent difficile la recherche des formes originales.

Quel meilleur exemple que le créole né

ce et de libération des institutions coloniales. L'environnement naturel fournit les matériaux de construction et les moyens de subsistance. La case, seule possession incontestable, devient le point central de l'organisation de l'espace.

Ainsi reflète-elle à la fois les caractères principaux de chaque île et la synthèse d'un certain « savoir faire » africain (clissage, gaulettes, etc...) et de l'expérience coloniale (jalousies, charpentes de tradition, marine, etc...).

Cet habitat, exprimant une certaine

L'HABITAT AUX ANTILLES

Les Editions « Perspectives Créoles » viennent de publier un ouvrage en trois langues (Français, Anglais et Créole) sur l'habitat populaire aux Antilles. Il s'agit d'une étude sur la case antillaise, son histoire et son devenir. Elle montre comment le mode d'habiter, en Guadeloupe, en Martinique, comme dans toutes les autres îles Caraïbes, constitue une sorte de réponse de la domination des cultures importées.

Cet ouvrage de 168 pages comporte de très nombreuses illustrations en couleur et en noir et blanc. Alliant le concret et l'analyse, il se présente sous une forme très attrayante.

Cet ouvrage, édité à compte d'auteur, mérite d'être soutenu, pour la démarche originale et courageuse dont il témoigne.

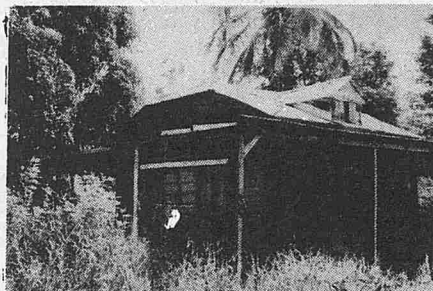
L'habitat populaire aux Antilles, Jack Berthelot et Martine Gauvre. Ed. « Perspectives créoles » 1, rue Victor Hugo. 97110 Point-à-Pitre. Guadeloupe.

KAZ ANTIYÉ JAN MOUN KA RÊTÉ

Caribbean popular dwelling
L'Habitat populaire aux Antilles



JACK BERTHELOT MARTINE GAUVRE
EDITIONS PERSPECTIVES CRÉOLES



Jardin et case, un complexe produit historique.

de la nécessité de communication entre esclaves des différentes ethnies et qui, malgré ses emprunts au français, constitue un trait original de la culture antillaise ?

La case et le jardin caraïbéens, sont comme le « Créole », le produit de l'esclavage et de la colonisation et la traduction d'une volonté d'indépendan-



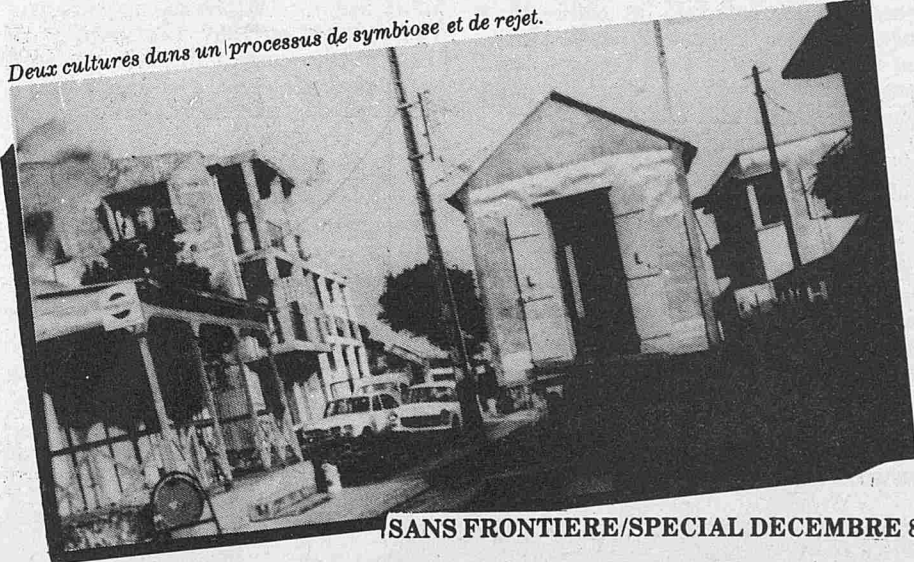
La case seule possession

similitude des modes de vie, à travers la case paysanne, la maison des maîtres et la maison urbaine, n'a évolué que dans l'utilisation des matériaux. Mais le mode d'habitat reste le même.

Il exprime actuellement la lutte et le dialogue de deux cultures. C'est pourquoi cette exposition répond aux urgences mêmes de cette dynamique. □

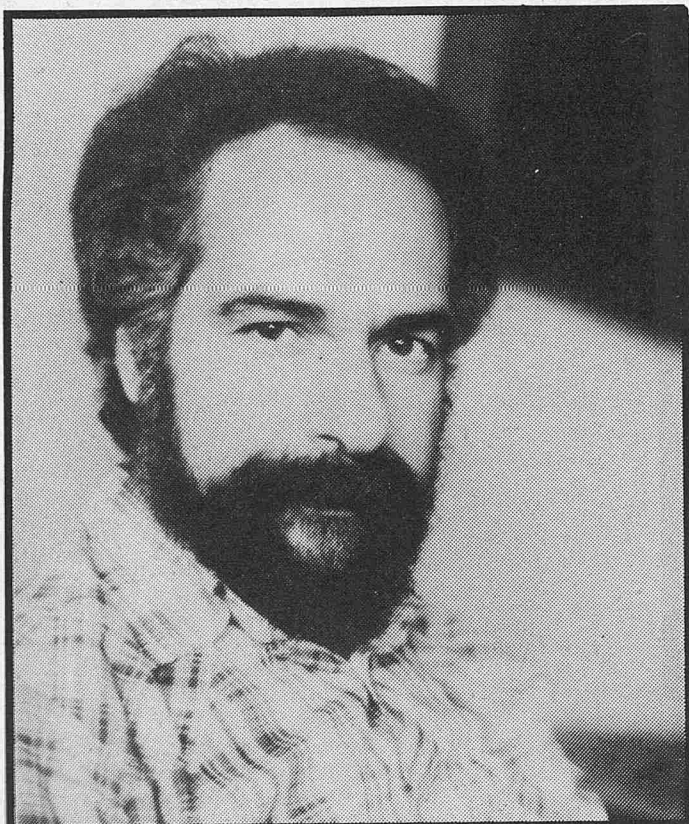
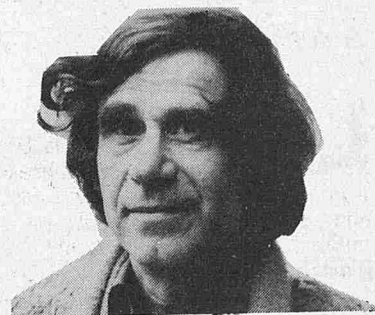
M.G.

Deux cultures dans un processus de symbiose et de rejet.

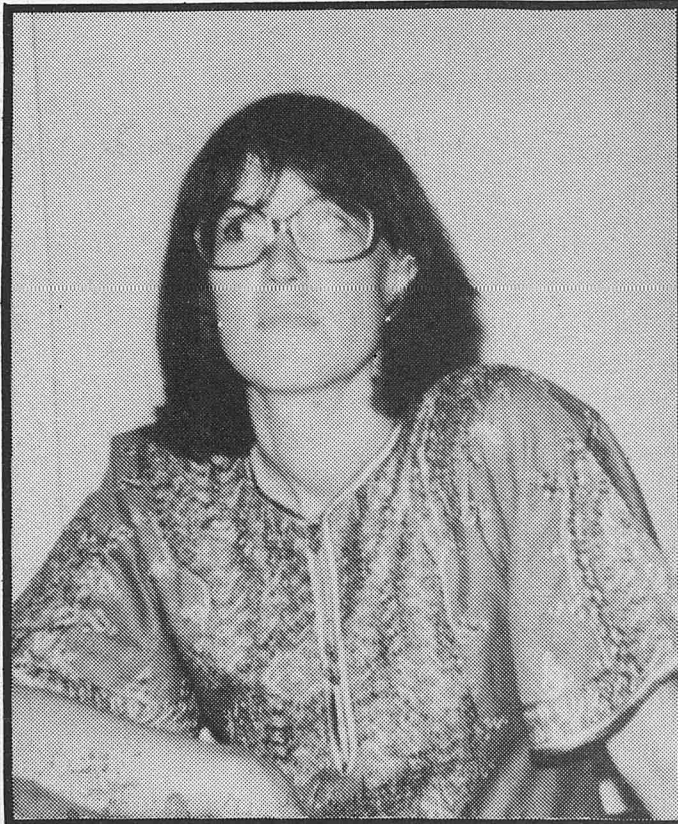


par
Driss Chraïbi

Des voix exemplaires



Abdellatif Laâbi



Jocelyne Laâbi

A relire nos historiens dans le texte, Ibn Khaldoun ou Ibn Abdel Hakam, pourquoi les larmes me montent-elles aux yeux ? Je suis pourtant aguerri, âgé déjà de plus d'un demi-siècle de scepticisme moderne...

Nos intellectuels du Moyen-Age, nos penseurs, nos artistes, les califes de Cordoue ou de Grenade ne les jetaient pas en prison s'ils étaient dérangeants pour le pouvoir, n'interdisaient pas leurs oeuvres si elles allaient à contre-courant des vérités officielles. On ne se préoccupait que des talents, si divers soient-ils, de tout ce qui pouvait ouvrir la société d'autrefois, la « Oumma », au lieu de la refermer comme en cette misérable fin du XX^e siècle. Un journal comme Sans Frontière n'aurait même pas existé, parce qu'il n'y avait pas d'immigrés. Tous, oui tous faisaient partie intégrante de la société. Que notre mémoire collective revive ! Exemple : la mosquée de Marrakech, la **Kouthoubia**, doit son nom à « Kithab », pluriel : « Kouthoub » = livres : la place

qui l'entourait comprenait en ce temps-là deux cents librairies (200 !). Autre exemple : un homme comme Abdellatif Laâbi, s'il avait vécu au X^e ou au XI^e siècle, n'aurait pas connu tant de tribulations, tant de souffrances inutiles. Bien au contraire, on l'aurait récompensé par son poids d'or, en raison même de sa voix exemplaire. Qui d'entre nous, en 1982, peut oublier sa prestigieuse revue Souffles qui drainait les talents de tout le Tiers-Monde ? Revenons aux temps présents et comparons.

Lors de son arrestation en 1972, qui avait pris aussitôt sa défense, excepté moi dans un article publié dans le journal « Le Monde » ? Son premier roman, « **L'Oeil et la nuit** », pourquoi Laâbi l'avait-il publié dans une petite boîte d'édition de Casablanca, pour ne pas dire à compte d'auteur ? Est-ce que je rêve ou est-ce moi qui avais apporté le manuscrit de ce livre à Denoël, qui l'avait refusé aussi sec ? voilà que ce même Denoël, dix ans plus tard, vient de faire paraître « **Les Chemins de l'Or-**

dalie ». Et voyez comme le hasard est grand : les articles pleuvent sur cet ouvrage, abondants et chargés d'encens. Et c'est ce qui me fait chier ! Ils me font braire parce que la plupart d'entre eux parlent des 8 années de prison de Laâbi, sentent la culpabilité à pleurer. En quelque sorte, la charité à retardement escamote proprement le devoir du critique. Eh bien non ! cent fois non ! Même si on ne savait pas un gramme de la biographie de Laâbi, l'évidence devrait crever les yeux : « **Les Chemins de l'Or-dalie** » est un grand livre, fort et très intense. Dans la littérature universelle, je ne peux le comparer qu'à « **L'homme qui était mort** », de D.H. Lawrence. Lawrence mettait en scène Jésus-Christ qui, après sa crucifixion, revenait sur terre, écoeuré mais toujours plein d'humanité, avec un seul thème : « Dieu merci, ma mission est terminée. Je vais enfin pouvoir vivre ma vie d'homme ». Abdellatif Laâbi va au-delà de son individualité : parce qu'il n'est jamais mort. Il a tout vécu, rien oublié. On lui

chante toutes les voix de la terre, de l'enfance, du peuple, les ombres et les lumières. La facture du livre est un enchantement : constamment on oscille entre la privation de la liberté et la « awdah », le retour à la vie. Les amis sont là qui accueillent un homme à sa sortie de prison, les frères, les parents proches ou lointains, la femme, les enfants. Avec cet homme convalescent qui réapprend à vivre, nous visitons les lieux d'autrefois. Avec lui, nous découvrons êtres et choses avec ses yeux, avec son demi-sourire. Nous disposons alors de tout notre temps pour voir, écouter et peut-être émettre un jugement. Car la grande question que nous pose Laâbi est double : petite ou grande, une prison n'est-elle pas toujours une prison ? Et, en vérité, qui doute, qui est mort ? Celui qui a connu la geôle ou bien ceux qui étaient à l'air libre et sous le soleil ?

Quant au style, faites une expérience : lisez ce livre non avec les yeux, muettement, mais à voix haute. Vous vous apercevez alors que Laâbi a su allier génialement la quintessence de la poésie arabe (Shi'r = expression des sensations viscérales) à toutes les ressources poétiques de la langue française, qualifiée pourtant de cartésienne.

Fin novembre. Toute une semaine, j'ai été ballotté d'interview en interview, de radio en radio -des signatures de librairies à Marseille, Aix en Provence, Martigues. Il faut que je vous parle de Martigues. Une association de Maghrébins, « Nedjma », m'avait invité. Invité d'honneur, ma parole ! Moi, qui venais d'être traîné (fêté) dans des réceptions mondaines...

Un H.L.M. Une salle chichement meublée. Et un couscous du Paradis, filé par des femmes de chez nous, comme je n'en avais pas mangé depuis très, très longtemps. Ces frères de l'immigration, ces mères, ces grand-mères, je suis sûr

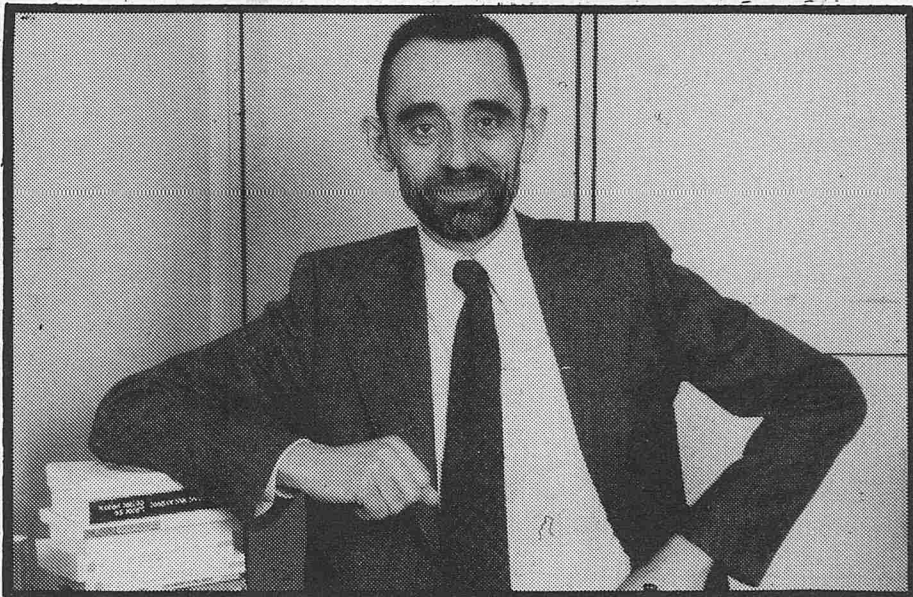
qu'ils se sont privés pour pouvoir m'accueillir. J'étais un des leurs et ils me recevaient en « dif Allah », un hôte au nom de Dieu. A chaque bouchée, à chaque gorgée de thé, par-delà les mots de la civilisation, il y avait la paix de mon enfance lointaine : rien, jamais, ne remplacerait ce bonheur que j'avais d'embrasser, non pas les mains, mais les

pieds de la créatrice de mes jours. Je pensais à l'Algérie d'avant les boulever-

l'Emir. Voici le livre en question et voici Chodkiewicz :

Pour un ouvrage de cette importance, il me faut tout un bloc-notes. Ce sera pour le prochain numéro, incha Allah !

P.S. - Pour les fêtes de fin d'année offrez donc à vos enfants un des albums que le Seuil vient de faire paraître. Les textes sont beaux, simples et toujours instructifs. Les illustrations de belle facture. Vous avez le choix et ils ne



Michel Chodkiewicz

sements et au modèle d'humanité qui dirigeait son destin, l'Emir Abdel Kader. Je pensais aussi à Michel Chodkiewicz, le P.D.G. des Editions du Seuil, notre frère en Islam, qui a traduit et présenté les *Ecrits Spirituels* de

coûtent pas cher. Vous m'en direz des nouvelles. □

« *Les Chemins de l'Ordeal* », par Abdellatif Laâbi (Denoël)

« *Les Ecrits Spirituels de l'Emir Abdel Kader* », par Michel Chodkiewicz (Seuil)

Publicité

parfums *négrissima*

J'ose • J • J3 • toudji

CEUX-LA AU MOINS ONT ÉTÉ PENSÉS POUR VOUS

• INSTITUT DE BEAUTÉ
SALON DE COIFFURE

Joseph
Jouffret

62, rue Claude Bernard

75005 Paris - Tél. : 535.44.88 - Métro : Censier Daubenton

• BOUTIQUE DE
PRET A PORTER

LA ROBE NEGRE

17, rue Berthollet - 75005 Paris - Tél. : 535.23.86

Métro : Censier Daubenton

Emir Abd el-Kader Ecrits spirituels

présentés et traduits de l'arabe
par Michel Chodkiewicz

كتاب
المواقف
للسيد
الامير عبد القادر الجعزي

MUSIQUE

Musique, Musik... S.F. décide, ce mois-ci de vous en mettre plein les oreilles. Toujours le soleil : le reggae en Jamaïque, la musique noire, l'afro-cubain se paie des petites descentes dans la rock-musique. Pour faire mentir la vieille histoire de la Tour de Babel, la musique transcende le langage. Défiant les siècles, la musique égyptienne Hip hop, le rap fait une entrée fracassante. Parole, parole. c'est la tchache. Alors, ... vous chantiez, et bien, dansez maintenant !

Joseph Hill le sorcier

Après Spear, Steel Pulse,
Paris accueille « Culture ». Trois concerts de
vrai, de bon, de « roots » felling.

Culture, c'est le véhicule de l'inspiration » déclarait J.H. Culture, c'est la musique envoûtante, des chansons percutantes, une voix captivante, c'est un groupe empreint au plus profond de lui-même de culture africaine ; c'est la culture musicale d'aujourd'hui : du Reggae. « Reggae is harder than the rest » Reggae chaud, Reggae suave, Reggae agressif, Reggae révolution, dénonciation amour, liberté... Reggae de « Culture » : le vrai son de l'île, de Kingston et des bidonvilles.

Tel journaliste d'écrire « Culture » c'est plus que du reggae. Il y a quelque chose chez eux de la vieille magie africaine ».

En 77 ils sortent « Two sevens clash » leur premier grand succès : il y est fait référence à une prophétie qui prédit

qu'au moment où deux sept se rencontrent tous les oppresseurs disparaîtront un à un.

1977 est l'année marquant le début de la chute des dictatures ? Alors quoi ? « Culture » Serait-ce des prophètes ? Regardez les yeux de J.H., ils ont comme une lueur visionnaire. Il est un peu griot, beaucoup sorcier. « Il y en a qui disent que les rats et les cafards habitent le ghetto. Mais voyez vous, je ne suis ni un rat ni un cafard et je suis né dans le ghetto ».

Croyez y ou non ; en tout cas, essayez les, écoutez-les. « Il suffit d'écouter pour être défoncé jusqu'aux yeux », écrivait-on. Il suffit d'écouter avec un peu de son cœur pour comprendre le ghetto, la Jamaïque, les opprimés du monde. Ils vous racontent non seulement l'histoire de leur vie, leur réveil à la fierté, et à la conscience d'eux-même, par la voix de la religion Rastafarienne, mais aussi

l'esprit et l'âme de leur patrimoine africain. Leurs prières, pleurs, espoirs, amour, joie dégagent une énergie contagieuse. Leurs cuivres pleurent la misère, le peuple. Leurs percussions rythment l'Afrique ancienne, la terre promise.

Le Trio vocal avec ses harmonies surprenantes appelle les autres, lance son message de paix. « Reggae arrive pour sauver les peuples, tous les peuples, n'importe quelle couleur, n'importe quelle race, car il n'y a qu'une seule race, la race humaine ».

(Birham B. N'Diaye)

Joseph Hill le Sorcier

Photo Amadou Gaye

MUSIQUE

*En avant, en arrière, je bascule,
je dérappe, je rappe...*

What is RAP?

22 novembre, au Bataclan, c'est le déferlement, une avalanche de musiques, de mots, de danses et de graffitis. En première ligne, aux platines D.S.T. et le roi des Zoulous new-yorkais Africa-Bambaata, sur scène Bab five Freddy, Futura 2000, Phase deux, ils sont suivis de jeunes danseurs sortis direct des quartiers de la Babylone outre-atlantique qu'est New-York. Mais au fait qui sont-ils ?

Ce sont des musiciens, des danseurs d'un nouveau genre, le RAP. Ils sont peut-être les précurseurs d'une nouvelle culture. Ils viennent tout droit des quartiers où les rues sont édentées tels les corons du Nord ; des quartiers où les lampadaires éclairent, comme un clin d'oeil satanique aux vampires, des paysages de terrains vagues hérissés de cadavres de bagnoles. Des quartiers où les gamins apprennent à se battre à coup de canettes de bière. Des ruelles où se mêlent le blues, la déprime, la défonce, et aussi un bouillonnement de vie. Tous ces jeunes de Harlem, du Lower Eastside, du Bronx, veulent avant tout s'en sortir, réussir, malgré le bruit, le manque de fric, la drogue, la peur, le chômage. Mais comment ? Certains d'entre eux, bombardent les murs et le « trome » new-yorkais de graffitis complètement loufoques.

Le maire de New-York, s'est lancé dans une guerre sans merci, il dépense

des sommes considérables, plus d'une dizaine de millions de dollars par an pour blanchir ses murs. Mais, en vain les « graffis Writers » giclent leurs noms et dessinent à une puissance 2000. Les galeries new-yorkaises s'arrachent ces nouveaux artistes et des jeunes comme Futura 2000 quittent les wagons pour bombarder sur le verre, la toile et l'acier. Ces enfants des favellas de Babylone qu'est New-York tombent dans la célébrité...

Ce mouvement sorti de l'underground, s'exprime aussi par la musique, mais c'est une autre façon d'en faire. C'est plus que chanter. Ils parlent. Ce sont de longues tirades virulentes sur une rythmique dure, agressive. Une véritable incantation, le RAP...

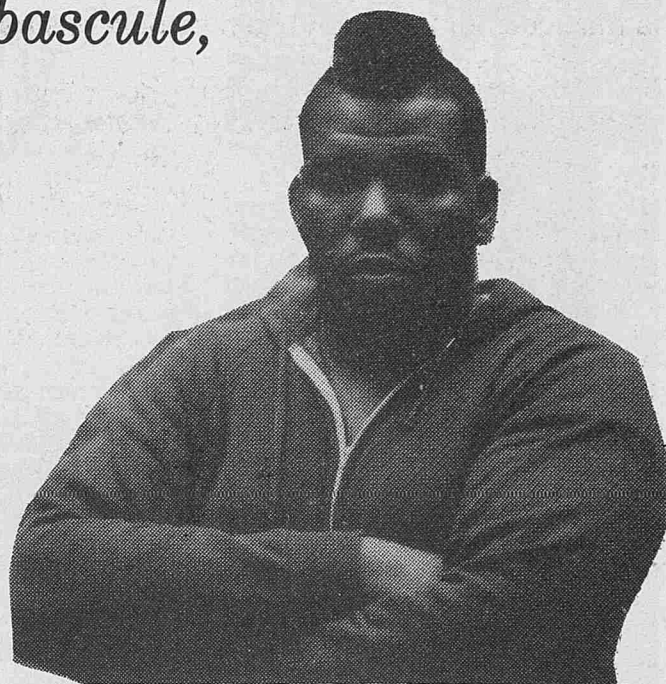
Ca vous dit quelque chose, c'est le succès de « Chagrin d'amour » de Philippe Bourgoïn et de sa copine Valy, mais le RAP on l'a entendu parler au printemps 1980 avec le tube de Sugar Hill Gang « Rappers Delight », trois

« gus » qui débitaient à toute allure des histoires incompréhensibles mi parlées, mi chantonnées sur une rythmique de quelques notes bien frappées. Alors « le RAP », ce n'est que les fragments les plus hot, imbriqués en un mix vertigineux, un morceau de l'un, un passage de l'autre que les « D.J. »

jouent sur un sillon, bloquant tout, dérapant en avant, en arrière. Et les rappers qui ne sont que des baratineurs, débitent une avalanche de mots qui rebondissent sur la basse et sur la scène. Le RAP c'est aussi les « Breakers », des gamins casse-cou, danseurs qui font des chorégraphies dans la rue aux sons de leurs énormes transistors bicéphales.

Les afro-américains de New-York ont peut-être réinventé une culture aux rythmes et aux couleurs délirants. Les rappers, les breakers et les graffitmen vont-ils séduire les jeunes « beurs » des zones lors de leur passage en France. □

Mohamed Nemliche



Africa Bambaata

Publicité

*La
Calebasse*
RESTAURANT
Spécialités africaines
et antillaises

57, rue du Faubourg
Saint-Martin . Paris 10^e
Tél. 202.74.17.

Fermeture le Dimanche
Métro Château d'Eau

A l'écoute des traditions musicales



*Kamel Abdallah
Directeur de
l'Institut de
Kasr Abdine est
certainement le plus
grand virtuose du
Ganoun de l'Egypte par
la pureté de son style,
depuis la mort d'Abdou
Sallah dont il est le
beau-frère.*

Voyage au Caire sur les traces d'Ibn Khaldoun

Le Caire : métropole du monde, jardin de l'univers, lieu de rassemblement des nations, fourmillière humaine, haut lieu de l'Islam, siège du pouvoir.

La ville s'étend sur les bords du Nil, rivière du paradis, réceptacle des eaux du ciel, dont les flots étanchent la soif des hommes, leur procurent abondance et richesse. J'ai traversé ces rues, les foules s'y pressent, les marchés y regorgent de toutes sorte de biens, des palais sans nombre s'y élèvent.

Ce que l'homme imagine est toujours supérieur à ce qu'il voit, car l'imaginaire est plus vaste que le sensible. A cela, une seule exception : le Caire ; cette ville dépasse tout ce que l'on peut imaginer à son propos !

C'est ainsi que s'exprimait on octobre 1382, le père des historiens (après Hérodote), chroniqueur et voyageur intrépide, Ibn Khaldun, à son arrivée au Caire.

Ibn Khaldun vivait les derniers instants de la splendeur, de l'âge d'or de

la civilisation arabe dont il avait prévu la décadence et si bien défini les prémices dans la *Muqaddima*, introduction théorique à son « histoire universelle ».

Il ne m'a fallu que quelques heures d'avion pour aller de Tunis au Caire suivant les traces de Ibn Khaldun qui lui, mit 40 jours par une mer peu clémente il y a six siècles exactement.

Le contraste est frappant entre ces deux villes que je connais bien pour avoir fait de nombreux séjours ; l'une relativement prospère aux murs blanchis à la chaux, aux portes bleues qu'évoquent tant l'Andalousie perdue l'autre rongée par le « *Tourab* », poussière noire, fine et passablement collante, mélange fuligineux et délétère de sable du désert si proche, de limon du Nil, de pollution automobile, et j'en passe...

Certe, le Caire est toujours une ville

fascinante et attachante, mais combien misérable, grouillante, surpeuplée, sacagée par un urbanisme imbéciles dont les Britanniques n'ont guère à se glorifier ! Seule exception peut-être ; le quartier d'Héliopolis construit par le Baron Empain dans un style néo-oriental : très kitch. L'absence quasi-totale de voirie municipale (le nettoyage est assuré par les enfants en haillons qui tirent des charrettes d'ordures qu'ils brûlent au coin des rues) fait du Caire une des villes les plus sales du monde.

La guerre avec Israël a eu un effet désastreux sur l'économie de l'Egypte. Pourtant les grandes réalisations de Nasser : nationalisation du Canal de Suez, démocratisation de l'enseignement, réforme agraire, barrage d'Assouan, sans compter l'industrie cinématographique florissante, laissaient présager avant le conflit un

MUSIQUE

essor profitable à cette nation malgré une forte densité démographique (plus que galopante) et l'absence quasi-totale de ressources en matières premières. Le président Sadate n'a rien arrangé en rendant les terres aux grands propriétaires et en instaurant ce capitalisme sauvage et arrogant qui rend l'injustice sociale si flagrante dans le Tiers-Monde.

Le salaire moyen d'un Egyptien est de 30 livres soit 250F par mois ! Heureux le « Baouab » (gardien) qui peut, en échange de menus services, habiter avec toute sa famille dans un placard ou sous une rampe d'escalier insalubre. Il est évident que de telles conditions sociales ne favorisent guère un quelconque épanouissement artistique. Malgré cela, la musique égyptienne reste, grâce aux grands chanteurs contemporains -Abd Al Ouahab, Oum Kouloum, et Abd Al Halim Hafez- le modèle, le pôle d'attraction du monde arabe, marquant le goût et l'inconscient collectif de millions de musulmans, de chrétiens d'Orient (Coptes, Maronites...) et de juifs d'Orient, gravée en la mémoire de chacun d'eux du Maroc à l'Algérie, de Tunisie en Lybie, d'Egypte aux Pays du Golfe, du Liban à la Syrie, de la Terre de Palestine à l'Irak.

Et pour cause, ces trois chanteurs se sont nourris, du moins à leur début, d'une tradition musicale citadine plus que millénaire : le « Qasidah », le « Mouachaha », le « Layali », le « Maouel », qui sont des formes que l'on retrouve dans l'ensemble du monde arabe, et le « Daour », la « Taktouqa » plus récentes qui sont spécifiquement égyptiennes.

Ceci par le biais des grands maîtres du 19ème siècle Mohamed Osman et

Salama Hijazy qui en étaient les plus brillants héritiers.

Au 14ème siècle déjà, Ibn Khaldun aimait écouter ces chants auprès des grands khalifes de l'Andalousie, de l'Ifriqiya (le Maghreb) et de l'Orient. Mais cette musique savante remonte aux grandes écoles de Bagdad (8ème siècle) et d'Andalousie (9ème siècle).

Le Mouachaha aurait été inventé au 9ème siècle en Andalousie par Mouqadam Al Quabri. Au Maghreb il persiste sous une forme pratiquement inchangée dans le vieux patrimoine des Noubas andalouses (Malouf). Le Mouachaha syro-égyptien, plus élaboré, répond davantage aux normes de la métrique classique, pour lequel les compositeurs ont témoigné une nette prédilection jusqu'au 19ème siècle.

La poésie est singulièrement un élément primordial de la culture arabe et ceci tout au long de l'histoire, alors que le théâtre, par exemple, en fut toujours exclu (mis à part le théâtre religieux d'Iran : « Tazieh », et le théâtre d'ombre turc « Karagouz »). Dès la Jahiliyya, période anté-islamique, chaque tribu avait son poète sur lequel elle veillait jalousement. On organisait régulièrement lors des souks, de véritables joutes oratoires au cours desquelles le poète devait improviser des vers.

Par la suite la poésie des Cours arabes eut une influence considérable sur l'Occident médiéval.

La musique arabe est le produit de la conjonction des influences persanes, gréco-byzantines, turques, et du fond tribal primitif hijazien. Elle repose sur un système modal homophonique dont le philosophe Al Farabi fut un des



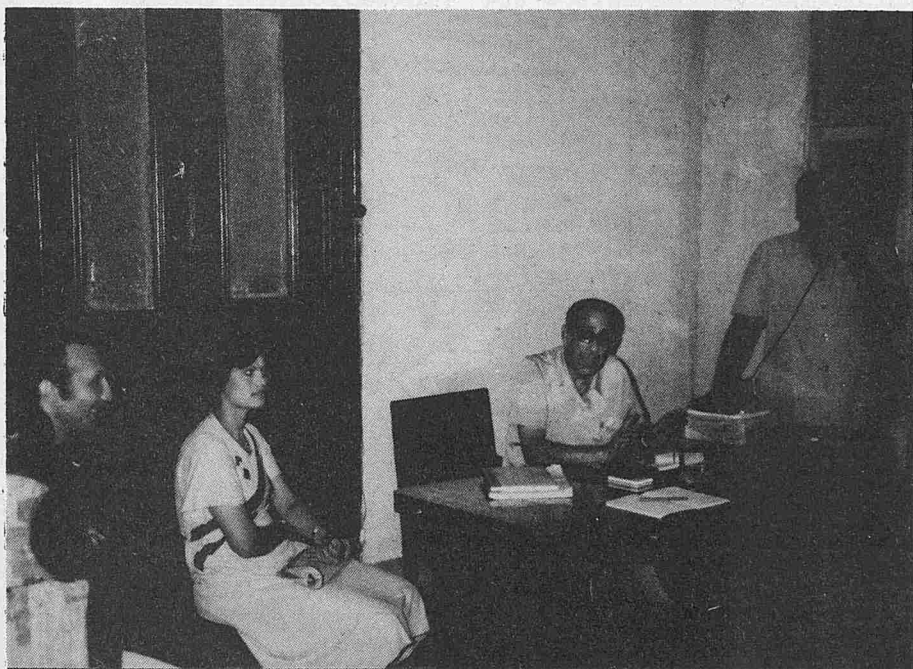
Fayza Ahmed in Concert

prestigieux théoricien héliénisant du 9ème siècle. Son pilier est le Maqam qui se décompose en tétracordes permutables où foisonnent les micro-intervalles inaccessibles à l'Occidental cantonné dans le tempérament égal. En Egypte on utilise couramment 25 Maqams et il existe plus d'une centaine, c'est pourquoi il serait imprudent d'en sousestimer la complexité.

Au Caire, l'enseignement de la musique arabe est assuré à l'Académie des Arts près des Pyramides, à l'Institut Ramsès, au Conservatoire de Zamalek et de Kasr el Abdine. Un seul lieu au Caire préserve la musique savante arabe : c'est l'Institut Said Darouich où, tous les quinze jours, l'orchestre de Abd Al Halim Nouera, bien connu pour ses enregistrements chez Sono Cairo, donne un concert de Daour, Mouachaha, Samai, Taksim, etc...

Cet orchestre imposant fait une large place au chant choral : il se compose en effet de 40 choriste, hommes et femmes, et d'environ 30 musiciens -ceux-ci utilisent fort heureusement les instruments traditionnels : Qanoun (cithare), Aoud (luth), Nay (flûte en roseau), Riqq (tambourin à peau de poisson et cymbales de cuivre), mais aussi violons, violoncelles et contrebasses qui sont les seuls instruments occidentaux à ne pas trahir les principes du Maqam. Il faut citer les noms prestigieux du luthiste Georges Michel, du qanounji Rofahil et de Mohamed Al Arabia, virtuose incontesté du Riqq dont le rôle de soutien et de direction de l'orchestre a été progressivement grignoté au profit du chef d'orchestre, concept purement occidental par trop desséchant et normatif. On peut regretter aussi que l'expression chorale massive se fasse au détriment d'interprétation soliste plus personnelle de nouveaux chanteurs qui manque à l'Egypte actuelle.

En effet, la musique de variétés de plus en plus médiocre nécessite de moins en moins une maîtrise des anciennes techniques vocales, ainsi une chanteuse comme Faiza Ahmed peut se satisfaire de quelques vocalises, clichés qui ne nécessitent aucun travail véritable de l'organe vocal. J'ai rencontré cette femme ainsi que les orchestres de variétés orientales les plus connus du monde arabe ; j'aurai l'occasion d'en parler lors d'un prochain article. □



Institut Kasr Abdine

Julien Weiss

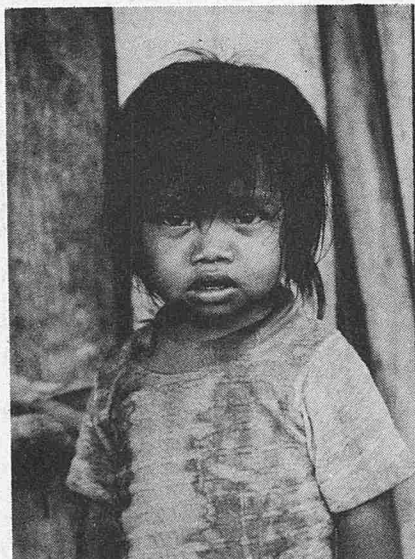
PORTRAIT

Être Laotien et s'appeler Levy

L est des identités qui ne laissent pas capturer comme ça. Des « croisés » qui sont de véritables insolences de la culture. De ces naissances détournées qui vous placent quelqu'un « à côté », deux fois, trois fois, parfois plus...

Lui, je n'aurais pas pu dire à côté de combien de choses il se trouvait ou combien de fois il s'était tenu... de côté. Pour le moment, il se présentait timidement dans l'encadrement de la porte, entre une hésitation et une curiosité, entre le sourire et la mélancolie inconstante qui l'habitait.

Est-ce que je devais lui demander s'il était plus français que juif, plus juif que laotien, plus laotien que... ? Le sommer de régler son identité au gramme près, comme ici, on règle sa montre, au pays où les trains sont toujours à l'heure ? A supposer, bien entendu, que l'identité, (c'est-à-dire l'existence peut-être), puisse se chiffrer, se peser, se résoudre en une équation...



Pourtant, il était presque venu pour cela. Pour s'en expliquer. Pour dire ses yeux bridés, ses cheveux bruns et longs d'ex-soixante huitard sans remords, son faciès d'indien et son nom, incroyablement juif : Levy.

Et moi, stylo en main, embarrassé dans mes questions, face à ce type, sensibilité à bord de peau et pudeur en manteau.

« Ma mère est laotienne. Mon père, un juif français est issu d'une union basque

et alsacienne. Au-delà, je ne sais pas... »

De surcroît, mon père est communiste, donc non-croyant, et juif, d'après moi, dans le mauvais sens du terme. Mon enfance a en effet été bercée par l'énoncé des célébrités juives. Impossible de connaître le sens de cette manie paternelle, fierté ou honte, antisémitisme ou le contraire... ? En tous cas, ce climat provoquait en moi, une véritable répulsion.

Mon appartenance laotienne ? Curieusement, ma mère n'a pas réellement tenté de m'enseigner sa langue. Résultat, j'étais marginalisé d'office par rapport à sa communauté d'origine. Bien sûr, la seule présence de ma mère introduisait des éléments de vie quotidienne tout à fait asiatiques. Mais tout cela fait maintenant partie de mon folklore enfantin, en quelque sorte. Je suis bien davantage imprégné de culture française.

J'ai appris que j'étais juif à l'âge de six ans, quand on m'a traité de « *sale youpin* ». Ce fut ma première perception de ma judaïté et je l'ai rejetée de façon immédiate. Plus tard, j'ai entendu un discours plus positif, admiratif même, sur les juifs. Cette attitude (des plus contestables) de certains non juifs m'a toutefois aidé à admettre cette identité, comme on fait, simplement. Puis, comme un fait chargé de sens.

Peu à peu, cette appartenance a occupé une place de plus en plus importante dans ma vie. Mais à mon sens, le judaïsme ne peut s'institutionnaliser. Aussi, les institutions qui s'en réclament n'ont aucune légitimité. Elles n'ont rien de juif. Le judaïsme ne saurait pas non plus s'étatiser. Pour moi, les habitants d'Israël ne sont pas juifs : ils sont israéliens. Judaïsme et Etat sont deux termes absolument antinomiques puisque la Terre Promise est justement le contraire d'un Etat.

« Au fond, je suis heureux de me situer hors frontières : français, laotien et juif. C'est seulement dans ce sens que je peux assumer les différentes composantes de mon identité... c'est même plutôt satisfaisant ». Puis, l'air rêveur : « Je pourrais avoir un enfant avec une noire... ».

Il sourit et ses yeux deviennent deux fentes avec de longs, longs cils... Je fais un effort d'imagination. □

F.M.

AGENDA DES ARTS MARTIAUX

Suite à l'article du mois dernier sur le Tai-Chi-Chuan, nous vous proposons cet agenda.

Tai-Chi-Chuan

Renseignements et adresses :

Fédération Française de Tai-Chi-Chuan : 24 rue de Babylone. 75007. Tél : 544.07.00

Fédération Européenne de Tai-Chi : 37 rue de Clisson. 75013. Tél : 583.53.70.

Cours.

C.I.D.E.C. : Téléphoner à Mr. Ramamonji au 245.76.13

Groupe d'Etudes des Pratiques Traditionnelles :

Groupe d'Etudes des Pratiques Traditionnelles : 6 place d'Italie. 75013. Tél au siège : 875.32.74

Association de Tai-Chi-Chuan et Soleil Lum Kung Fu : 19 rue du Docteur Finlay. 75015

5000 Soleils : 5 rue C. Blaisot. 75017. Tél : 228.09.48.

Éveil : 41 rue St. Ferdinand 75017. Tél : 574.21.57.

Le Mans : Association Tai-Ji Wu Dang e France.

16 rue Maupertuis 72000 Le Mans.

Aïkido : Pour tous renseignements, s'adresser à la fédération Française d'Aïkido et de Kobudo : 22 rue Jean Jacques Rousseau. 91260 Juvisy/Orge. Tél : 921.57.52.

KARATE : Fédération Française de Karaté. 15 avenue de Choisy 75013. Tél : 584.34.84.

Ligue d'Ile de France : 11 Rue Primatrice 75013. Tél : 707.24.29.

JUDO : Fédération Française de Judo et Disciplines Associées : 43 rue des Plantes. 75014. Tél : 542.80.90
Comité de Judo de Paris : 12 rue Leceurot. 75014. Tél : 543.80.07.

BOXE THAÏLAISE : 4Maui (Thaï)

Club du Panthéon 13 Rue Malebranche 75005. Tél : 326.25.43 et 883.78.28.

KUNG-FU : Ecole Française d'Arts de Combat. 28 rue le Marois. 75016. Tél : 651.39.40.

KUNG-FU : Ecole Française d'Arts de Combat. 28 rue le Marois. 75016. Tél : 651.39.40.

Librairie spécialisée dans les arts martiaux. Librairie Phenix : 72 boulevard de Sébastopol 75002 (organisations d'expositions et de débats).

PORTRAIT

La galère du press-book

Nadia est Algérienne. Brune, frisée, grande et mince... « Taille mannequin », pour le regard perspicace de la patronne de la boutique de Prêt à porter dans le Marais. Elle engage Nadia.

Nadia sera mannequin. Elle présentera les modèles entre deux rangées de porte-manteaux, à la demande du client. Mais lorsqu'elle ne marche pas dans l'allée du magasin, réservée à cet usage, sous l'oeil averti de l'homme d'affaires en transit à Paris, Nadia pour ne pas rester les mains vides, « à ne rien faire » comme dit la patronne, aide les vendeuses à ranger, à vendre si l'occasion s'en présente, en attendant d'enfiler la prochaine robe, le tailleur, l'ensemble... Elle proteste... Si elle n'est pas contente... la patronne n'a rien signé. Pas de contrat. A l'essai et après on verra...

Nadia reste encore quelques semaines, c'est l'époque du Salon, le travail ne manque pas. la patronne est contente d'elle. « Elle présente bien »... Mais Nadia continue à faire un travail qui n'est pas le sien. Au bout d'un mois environ, la patronne n'a plus besoin de mannequin. Elle l'avait engagée à cause du Salon. Impossible de la garder. Elle a fait tout ce qu'elle pouvait pour elle. Bien sûr le salaire d'un mannequin débutant, à l'essai, est calculé par la

patronne et varie de l'une à l'autre. Nadia quitte la boutique avec une somme dérisoire, l'équivalent d'un salaire de vendeuse pour un double travail pendant deux mois. Que faire ? Protester auprès de la Chambre de Commerce ? Protester auprès d'un syndicat auquel elle n'est pas inscrite ? Protester auprès de quelle instance, pour que ce soit efficace pour elle et pour d'autres qui seront comme elle, exploitées un mois ou deux avant d'être remerciées sans indemnités d'aucune sorte. Les Inspecteurs du travail existent, il faudrait les rencontrer... par hasard. Parce qu'ils ne sont jamais là où ils devraient être.



Nadia dans une photo enfin réussie...

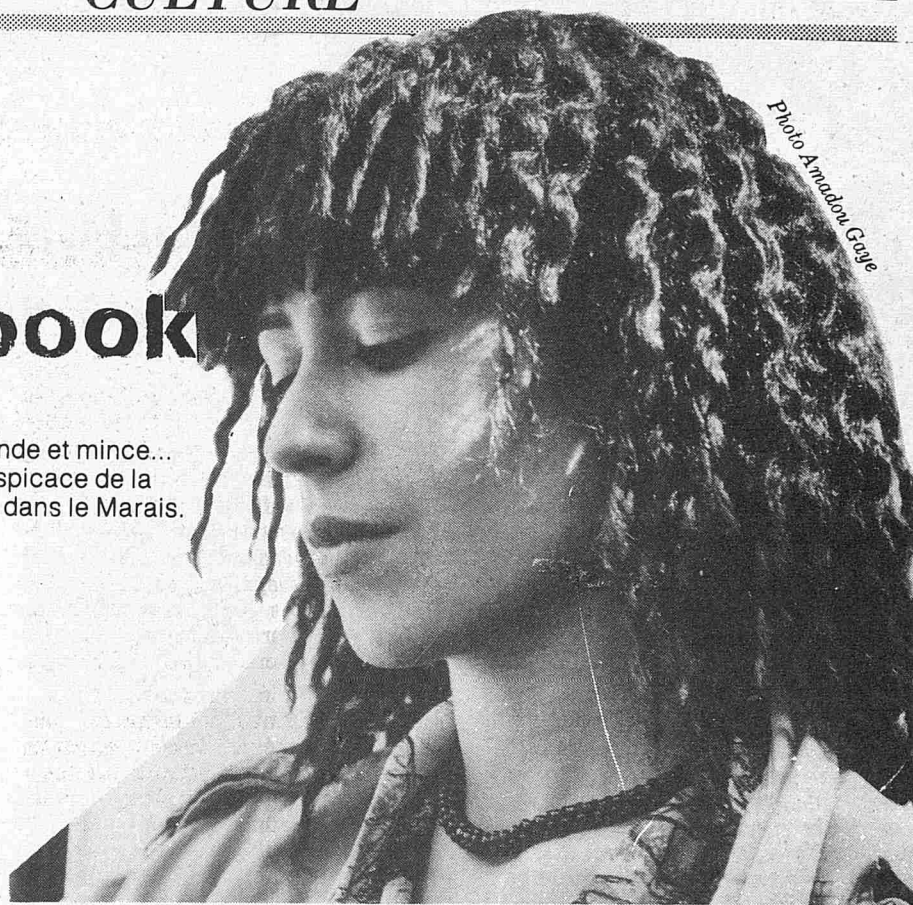


Photo Amadou Gaye

Nadia cherche du travail. Nadia veut toujours être mannequin de mode. Bachelière depuis plus de deux ans, après un passage par la Faculté des lettres où elle « s'ennuie à mort », elle décide qu'elle sera mannequin. Des amis photographes l'aident à constituer un Press-Book, des photos qu'elle pourra présenter en Agence, proposer sur Annonces, avec lesquelles elle démarchera si elle en a le courage. C'est long. C'est difficile. Les photos sont souvent ratées, il faut recommencer. Le photographe est amateur. Rien ne marche. Le photographe qu'elle rencontre au cours d'un travail théâtral lui propose des séries de photos, ils discutent. Il faut trouver ce qui lui convient le mieux, gestes, attitudes, coiffure, vêtements, poses, décor... C'est la galère, jusqu'au tirage. Les photos d'A. sont belles. Nadia les colle dans son « book »... et la galère recommence. Il faudra trouver quelqu'un qui... Une agence qui... Nadia doit aussi apprendre à se maquiller, à se coiffer, à trouver les vêtements qui lui donneront le look qui convient à son « type », car comme l'avait souligné la patronne du Marais, elle est « typée »... apprendre à marcher, à danser, à tourner la tête sans brusquerie... à devenir une autre personne... Encore une galère, apprendre à être quelqu'un qu'on ne connaît pas... ça s'apprend, ça ? Qui est Nadia ? c'est une jeune algérienne de 21 ans qui voudrait être mannequin. Elle est belle, intelligente - trop peut-être. Elle sera mannequin. Après ? Elle verra... □

Leila Sebbar

Photo Amadou Gaye

Livres



AMERIQUE LATINE

LA MAURESQUE : Avec pour toile de fond l'agitation politique à Cuba, c'est une figure féminine jusqu'à présent absente de la littérature sud-américaine qu'Eduardo Manet nous fait découvrir. La Mauresque, est une sorte de « *Geisha tropicale* », la « *querida* » (concubine) d'un homme haut placé. Mais c'est surtout un personnage irréductible qui déborde son lieu social et fait craquer; à travers son drame personnel, tous les carcans d'une société « *notabilisée* » à mort. Tour à tour drôle, lyrique ou tragédienne, la Mauresque se montre toujours généreuse, grande, superbe. Jusqu'au boutiste dans l'illusion comme dans la lucidité, elle concentre à elle seule toutes les contradictions d'un continent, toutes les féminités, toutes les identités. Un grand moment.

« *La Mauresque* » : Eduardo Manet. Ed. Galimard.

ANTHOLOGIE DE LA NOUVELLE HISPANO-AMERICAINE : Ils excellent en général dans ce style. Avant eux, la nouvelle avait hiberné de nombreuses années, arrêtée à Edgar Poe et aux dernières merveilles de la littérature russe. En nous offrant cette anthologie, Olivier Gilberton de Léon et Ruben Bariero Séguier se sont fait joailliers.

« *Anthologie de la nouvelle Hispano-Américaine*. Ed. Belfond. Textes inédits de Aléjo Carpentier, Julio Cortázar, Augusto Roa Bastos, Maria Benedetti, Gabriel Gracia Marquez, Juan Carlos Onetti, José Revueltas.

PALESTINE

MEMOIRES PALESTINIENNES:

Ce livre est un recueil de 24 témoignages autobiographiques de Palestiniennes et de Palestiniens de toutes conditions sociales, paysans, combattants, intellectuels, vivant en territoires occupés par Israël ou dans les pays de l'exil.

A travers leurs itinéraires personnels, ils racontent avec des mots simples, mais non sans humour, l'histoire de leur dépossession. Mieux qu'un discours politique, ces récits nous font sentir la

nature destructive de l'entreprise sioniste.

Memoires Palestiniennes.

La Terre dans la tête, Témoignages recueillis par Anwar Abu Eisha. Postface d'Israël Shakkak : président de la ligue israélienne des droits de l'homme et du citoyen. Editions Clancier-Guénaut, 49 rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris. Tél. : 326.48.31.

INDIEN

L'ENTAILLE ROUGE : Comment l'histoire des nations indiennes a entaché de manière indélébile les mythes fondateurs des Etats Unis. A l'aide des textes indiens, l'auteur nous montre le niveau remarquable qu'avaient atteint ces sociétés après la conquête. Un ouvrage extrêmement documenté.

LE DERNIER ETE DES INDIENS : A la veille de son admission dans un internat, un enfant blanc rencontre un jeune indien, Kanak. Celui-ci l'initie aux plaisirs de la nature, et à la sensualité tout en l'entraînant dans un univers cosmique qui abat le monde cloisonné des blancs. Une langue très poétique, pleine d'élan et de frémissements. Une nostalgie terrible. Et un talent certain.

L'AMAZONIE PERUVIENNE INDIGENE : L'anthropologie au service de l'homme et de la société, ainsi pourrait s'intituler cet ouvrage qui, en s'appuyant sur l'histoire des indiens péruviens, remet en cause une conception étatique, basée sur la « *majorité non ethnique* ». L'auteur propose pour ces pays une autogestion décentralisée et un large retour à l'autosuffisance villageoise et régionale qui, seules peuvent sauver les peuples indiens. Une démarche originale alliée à un très bon travail sociologique.

« *L'entaille rouge* ». Nelcy Delanoë. Ed. Maspéro.

« *Le dernier été des indiens* ». Robert Lalonde. Ed. Le Seuil.

« *L'Amazonie péruvienne indigène* ». André Marcel d'Ans. Ed. Payot.

JUDAÏTE

L'AN PROCHAIN A AUSCHWITZ : Délirant, imaginaire,

tonique : ce livre est une vraie mine... pour un psychanalyste.

Pourquoi pas ? L'ouvrage de Lionel Marek, écrit dans une langue superbe, foisonnant d'idées et pratiquant un humour féroce, se veut « *scandaleux* ». Comment ? En bousculant les bonnes conscience manichéistes et l'image, trop facile, du bourreau nazi et du terroriste palestinien. Aveuglées par cette obsession, les sociétés occidentales oublient d'ouvrir les yeux sur le mal ordinaire : le racisme de tous.

Autre ambition : balayer les idées reçues sur les juifs et les chrétiens. Tout cela est louable, soit. Dommage que Lionel Marek soit tombé dans les pièges qu'il dénonce, trahi, notamment par son nombrilisme.

Primé donc dans la rubrique : « *de bonnes intentions mais...* »

« *L'an prochain à Auschwitz*. Lionel Marek. Ed. Denoël.

TERRITOIRES OCCUPES DE L'IMAGINAIRE JUIF : A travers une lecture nouvelle des textes fondateurs du sionisme-Herzl, Pinsker- suivie d'une analyse méthodique, basée sur la linguistique, de deux textes littéraires (Yiddish et Hébreu), l'auteur nous montre comment la culture juive occidentale est hantée par une vision de l'espace, conçu comme « *naturel* », c'est-à-dire inhabité. A la lumière de cette étude, on comprend mieux comment l'Etat d'Israël est devenu ce que les sionistes voulaient fuir : la transposition de Shet-tl (village juif en Russie). Les contradictions de la société israélienne, notamment sa « *cécité* » devant le fait palestinien sont les corollaires de la négation de la périphérie et du temps, de l'histoire, qui caractérisaient le Shet-tl. Dans ce contexte, les territoires occupés apparaissent comme un véritable fantôme israélien : l'oubli de la périphérie, l'évasion du ghetto. Ils aboutissent, bien sûr, à la déformation de l'identité palestinienne.

Au moment où la guerre du Liban a mis face à face Israël et ceux qui n'iaient, le livre de Uri Eisenzweig amorce une véritable réflexion sur les fondements de ce pays et la réalité palestinienne.

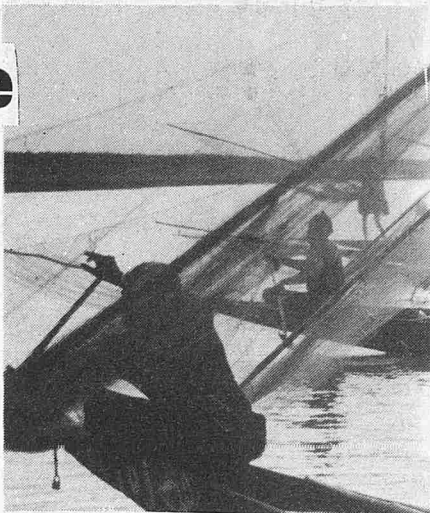
« *Territoires occupés de l'imaginaire juif* ». Uri Eisenzweig. Ed. Bourgois.

F.M.

LIVRES

Les méduses ou les orties de la mer

Le deuxième roman d'un poète



« **D**eux hommes se mettent à mourir comme ça, dans la même semaine, tous deux verts de santé, ça ne pouvait qu'avoir l'air d'une mauvaise affaire ». (...) Ils se connaissaient, une solide amitié, je dirai même une curieuse amitié, les liait. Et voilà qu'ils se mettent à mourir l'un après l'autre, dans la même semaine, à un jour d'intervalle.

Les deux premiers, c'est sur leur lieu de travail que la mort s'empare d'eux. Mais où, où crois-tu que l'on trouve le troisième quasi mort ? Au cimetière. Oh ! Entre les tombes des deux autres.

« C'est quant on sut qu'ils se connaissent que l'on se trouva tout à coup dans le mystère ».

Ainsi dès les premières lignes de son second roman, l'écrivain congolais Tchicaya U Tam'Si pose les termes de l'énigme. L'intrigue est de la sorte livrée à la sagacité du lecteur, dans la meilleure tradition des romans policiers, dans lesquels l'enquête ne porte pas sur le « qui ? » et le « comment ? » mais sur le « pourquoi ? ».

La mort est survenue et, ici, le problème n'est pas de découvrir le responsable (si responsable il y a) mais le lien existant entre ces morts, c'est-à-dire entre ceux qui furent réunis dans leur vie et dans leur mort.

Ces morts sont-elles explicables ? Rationnelles ? Existe-t-il un lien entre ces morts ? Le troisième n'est-il pas le meurtrier des deux premiers ? N'est-il pas lui-même sorcier ? Ou bien doit-on admettre qu'une intervention extérieure... ?

Elenga, Muendo et Luambu : Trois hommes, trois amis, trois victimes. L'un est conducteur de travaux aux Scieries réunies, le second est mécanicien de locomotive, le troisième commis écritures... « Tous trois travaillent sur

une même chaîne, ou presque : Elenga faisait chauffer les machines qui amenaient du Mayombe, les billes d'Okoumé, d'acajou, de limba, etc que muendo sciait, dont lui, Luambu, exportait les planches... » Ceci ne suffit cependant pas à expliquer cela.

Leur rencontre ne pourrait-elle pas être un élément de réponse ? « Un fou a présidé à leur rencontre ». « Un drôle de prêcheur ou de pêcheur en eau trouble ». Ainsi le mystère prend place.

Devenu enquêteur de l'imagination de l'auteur Marlow pour la bouffonnerie le lecteur accumulera les informations qui, livrées suivant une lente distillation, lui permettront de mieux connaître les personnages, de mieux discerner entre le tangible et l'incertain, le vrai et le faux, entre tous ces éléments de la vie qui ne sont ni tout à fait vrais, ni complètement faux, ni tout à fait compréhensifs, ni complètement irréels ; entre ce qui appartient au monde des vivants et ce qui est déjà du domaine des morts, entre ce qui peut être expliqué et ce qui demeurera à jamais dans l'ombre et le doute.

Les informations arrivent, se mêlent, s'entremêlent, se répondent l'une, l'autre, se contredisent, se confondent. Les amis, les parents des victimes viennent témoigner et donner leur avis. Chaque personnage qui a connu, employé, côtoyé, aimé l'une des victimes apporte sa contribution. L'auteur est à l'écoute de tous et, tour à tour, chacun d'eux se substitue au narrateur devenu silencieux pour mieux réapparaître ensuite afin d'interpeller le suivant. Ainsi la vie se poursuit au delà de la mort, aux côtés mêmes de la mort et de sa redoutable présence.

Pour parodier le titre du dernier roman de Gabriel Garcia-Marquez (que l'on peut évoquer à la lecture de ce

livre), **Les Méduses** pourraient avoir pour titre **Chronique d'une mort accomplie** car enfin, tout comme dans le roman de l'écrivain colombien, chacun n'est-il pas coupable par ses actes, par ses omissions ou par ses silences.

Expliquer les morts ne serait-ce pas expliquer la mort, ou plus encore donner relief à la vie ? La vie qui inspire à l'auteur quelques réflexions livrées ça et là : « la vie c'est comme un habit qu'il faut toujours porter neuf, propre, bien repassé ». Plus loin, on apprendra que la vie « il faut d'abord l'aimer pour que, à aucun moment, elle ne ressemble à un tas d'ordures sur le dos d'un homme ». Et puis aussi cette phrase : « il faut rire ».

L'intrigue policière est donc parfois bien loin et pourtant elle mène le lecteur de la première à la dernière page de ce livre qu'il est bon de lire d'un seul tenant. Ce qui n'empêchera pas de goûter au plaisir de la langue car le poète est présent dans cette oeuvre dense où la phrase tombe juste, sans atours inutiles, avec ce supplément d'élégance qui fait d'un écrit une oeuvre.

« Où est la clé de tout cela ? » Une farce ou une fable ? » Tchicaya pose lui-même la question que l'on pourrait compléter : une farce, une fable mais aussi un conte, une chronique, un roman policier... Sans doute un peu de tout cela, Second volet romanesque (le premier **les Cancrelats** est paru en 1980, chez le même éditeur, un troisième est à paraître **les éphémères**, **les Méduses** sont aussi le dernier maillon d'une oeuvre riche que l'auteur bâtit depuis plus de 25 ans avec régularité et mesure, poursuivant la route qui lui est propre sans tenir compte des modes, des attraites faciles, des passions éphémères.

Poète Arc musical, **Epitomé** (1) la **veste d'intérieur** (2), le **Ventre** (3), **dramaturge le zulu**, le **destin glorieux du Maréchal Nnikon Nniku** (3), **conteur Légendes africaines** (4), **nouvelliste (la main sèche)** (5) et bien sûr romancier, Tchicaya U Tam'Si, malgré la diversité des genres littéraires utilisés n'en construit pas moins un ensemble cohérent et fait oeuvre d'écrivain.

Une oeuvre qui ne demande qu'à être poursuivie. Ne serait-ce que pour nous donner encore quelques leçons comme celle-ci qui ponctue le roman : « Avec la vie en face des yeux, personne ne perd la face... Aime-la ». □

Bernard Magnier

(1) P.J. Oswald- (2) Nubia- (3) *Présence Africaine*- (4) Seghers- (5) R. Laffont.

Livres

NOIRS

La nuit blanche de Chandler et des Beurs

Polar ? Vous avez dit polar ? Bon, ben, on s'est dit pourquoi pas le polar ? Histoire de changer un peu, de respirer, de se dégourdir... Ça nous gratouillait depuis des lustres « à la Culture », chacun dans son coin. Mais on n'osait pas, pour tout dire. On n'osait pas en toucher une. Et pour cause. Radio-Guitoune FM serait allée bon train. Barbès en aurait perdu son Coran. Hchouma ! Des immigrés qui parlent de polar ! Manquerait plus que ça !

Alors on gardait la hchouma chacun dans sa tête et, les pieds dans nos babouches en cuir véritable importées de Taïwan, on parlait de Joyce et de son beauf en nous oxydant les méninges mais sans en rien avouer aux cousins. Et puis un jour, un beau jour, chez Fabienne, allongés à même le sol comme des femmes et des hommes d'Orient qui se respectent, autour d'une tasse de café amer et des petits fours casher, quelqu'un a mis tout simplement les pieds dans le tagine.

- « Et si on parlait du polar ? »

- « Polar ? »

L'après-midi touchait à sa fin. Le soleil, criblé de balles, mourait dans les bras de sa belle. Des religieuses au chocolat et des têtes de nègres ne subsistait plus que la soutane. On s'était réuni chez Fabienne au cinquième à pied comme c'est désormais la coutume depuis que Momo ne souffre plus l'indiscipline. Objectif : passer la visite à Pirandello, prendre leur tension à ses mômes et distribuer le travail des prochaines semaines. Mais tout le monde, des nuages dans la tête, baillait aux corneilles. C'est alors que...

- « Et si on parlait du polar ? »

- « Quoi ? »

On s'est d'abord regardé, chacun pour soi et Dieu pour tous. Mère ! On s'est dévisagé avec un air ! Tout ça pour clamer son innocence devant Dieu et les hommes. Et quand le péché a été consommé jusqu'à la moelle on s'est rangé dans un vacarme du diable aux cris de « Vive le polar » derrière Chandler, le père de Marlow. Leila s'est haut perchée sur une chaise bancale et a crié du haut du balcon qui surplombe la ville que, par Allah, rien ne vaut le polar.

La bignole à Fabienne, avec force balais, est venue nous casser les orteils. Mais rien ne pouvait plus nous faire changer d'avis. Nouredine s'est levé de son parterre en rageant du poing, et fixant droit dans les yeux la bignole qui menaçait d'ameuter Fossoyeur et Ed Cercueil, lui a dit avant de lui claquer toute la baraque au nez : « Qu'on me montre quelqu'un qui ne peut pas souffrir le roman policier : ce sera un pauvre type, un pauvre type intelligent -peut-être- mais un pauvre type tout de même⁽¹⁾ La bignole en a pris pour son grade et, blessée dans son orgueil a ramené illico ses polars en chair et en os. Mais elle s'est plantée le doigt dans l'oeil. Les descendants de Vidocq sont arrivés à la rue Morgue et sont entrés allègrement dans la danse. Ainsi a-t-on passé toute une nuit blanche à écouter *Le grand Sommeil* assis en tailleur comme sur la Place de Jamaâ el Fna autour de Nouredine déguisé en charmeur de chameaux.

(1) Citation de R.Chandler

Mustapha Ammi

l'écran noir
de vos
nuits blanches

Robert B. Parker

La Fugueuse enchantée

Série Noire. Gallimard 1982.

Curieuse aventure que celle d'Avril ! Une mère de 16 ans qui rejette ses parents sous prétexte d'autoritarisme et de manque de concertation, des parents trop conventionnels pour son goût. Elle se jette à poitrine découverte dans la prostitution. Songez que la Lolita va trouver là sa vraie vocation. Le titre rend bien l'originalité de ce polar qui tire de la plus pure tradition du roman noir, son souci d'enquête. Rude leçon, illustrée par des analyses de comportements qui ne laissent indifférents ni l'éducateur, ni le psychologue encore moins les parents. *La fugueuse enchantée* se lit d'un jet. Mais c'est le genre d'ambiance qui trouble. Du souffle et du style.

Carter Brown

Tous au pageot

Carré noir. Gallimard Nov 1982.

On ne présente plus Carter Brown. Plus de 87 titres dans son trench coat. C'est assurément l'un des plus prolifiques. Son dernier est un livre-machine ou tous les ingrédients pour réussir un alliage de qualité sont présents. L'histoire est celle d'une riche veuve (Minerve Trent) apparemment pourvue d'un projet insolite : convaincre un antiquaire pédéraste (Wallace Hamer) de changer pour une hétérosexualité banalisée. Au fait elle voulait se le faire. Ce détournement n'aurait dû être qu'un gag. Hamer est assassiné pour une affaire d'oseille. Tout au long du roman, on a l'impression que tout est à l'encontre de l'impossibilité d'aimer dans ces sphères de fric, de magouille où gouines et pédés se jalourent. Cependant, champagne à flot et galbe pour le lieutenant Al Wheeler. Nous le suivons dans un désordre nécessaire aux histoires de flingue, de fric, de slips blancs qui voltigent. A vos fantasmes !

N.B.

Sigmund Fred ne répond plus de Joseph Bialot, aux éditions Denoël, collection « Sueurs froides », 184 pages, 34 F.

« Mais... ce n'est pas possible, ce n'est pas possible... Il pleut dans ma soupe ! »

Les yeux soudain fous, elle réalisa que la pluie qui tombait goutte à goutte du plafond était une pluie de sang.

Qui a tué Max Morvan, psychanalyste éminent ?

Un patient déséquilibré, une mère abusive, une bonne maître-chanteur, un passionné de grosses cylindrées ?... La liste des suspects est non seulement longue mais ne cesse de s'allonger au fil des pages. Et le pauvre commissaire Brancion a bien du mal à démêler sous la canicule parisienne les fils de cette intrigue. Dieu merci, son ange gardien, sous les traits d'une brave retraitée armée d'un Luger poussiéreux, viendra lui prêter main forte.

Joseph Bialot, grand prix de littérature policière pour ce livre, a réussi un beau coup d'éclat. Dans *Sigmund Fred ne répond plus*, l'humour et la violence alternent en plongeant dans l'univers trouble de la psychanalyse.

Largo Winch et le groupe W de Van Hamme, aux éditions du Mercure de France, 377 pages.

Lorsque l'homme le plus riche du Monde Nerio Black Eye Winch décide de se suicider du haut de son quartier général new-yorkais, le monde entier de la finance est sur les dents. Personne ne comprend pourquoi celui qui n'avait jamais dépassé la taille d'un enfant de douze ans se suicide un matin d'avril. □

Lorsque, de plus, on apprend qu'il avait un fils adoptif qui hérite de cinq milliards de dollars, les membres du groupe financier W se préparent à l'attaque pour éliminer ce rival gênant.

De New-York à l'île de Sarjevane rayée des cartes du monde, le suspense nous amènera au paradis fiscal du Liechtenstein en passant par les prisons d'Istanbul.

Pour vibrer aux côtés de Largo Winch, le milliardaire idéaliste placé à la tête de la plus grosse fortune du monde, *Largo Winch et le groupe W* est d'une lecture toute conseillée aux sans-le-sou en priorité.

Elémentaire, mon cher Holmes d'Albert Davidson, aux éditions Denoël, collection « Sueurs froides », 222 pages.

Un médecin empoisonneur, un barbier égorgneur et le célèbre Jack L'Eventreur.

Trois tueurs de prostituées, trois époques et deux endroits pour le moins prestigieux : les bas-fonds de Londres et de New-York.

Quel livre unit ces trois hommes et les pousse à commettre leurs crimes ? vous l'avez deviné, peut-être. *Elémentaire, mon cher...* Je n'en dirai pas plus.

Oeuvre maudite d'un écrivain célèbre, Le livre n'apporte que honte et horreur à ses possesseurs. Miroir aux extraordinaires vertus, il leur révèle leur véritable nature : la bête fauve qui sommeille, toutes griffes dehors, dans chaque homme.

Mais... que vient faire Sherlock Holmes dans cette histoire ? me direz-vous. Ne dévoilons pas plus l'intrigue, mais sachons qu'un certain Alfred Wood, témoin impuissant, n'est autre que... eh oui, le secrétaire d'Arthur Conan Doyle en personne et l'inspirateur - s'il vous plaît - du célèbre docteur Watson.

Avec ce qu'il faut de sel et de poivre, Albert Davidson réussit à mêler intrigues, suspens, pressions artérielles et personnages illustres. Le tout dans une langue d'une saveur ! Un excellent polar, quoi ! Une intrigue qui nous change agréablement des intrigues banales du genre.

Solo Abdelmadjid

Un entretien avec Bernard Lemaire

SANS FRONTIERE : Bernard Lemaire, c'est toute une polémique autour de l'origine du roman policier. Certains voudraient la voir chez Poe et d'autres chez Vidocq. Quelle genèse lui attribuez-vous ?

BERNARD LEMAIRE : L'origine remonterait à la préhistoire si l'on considère que le caractère essentiel du polar est de résoudre l'énigme. E. Allan Poe dont Baudelaire avait traduit quelques titres, est assurément celui qui a donné corps à ce genre. Il avait lu *Zadig* de Voltaire, et Voltaire lui-même s'était inspiré d'une légende arabe. Mais n'oublions pas Rocambole, Arsène Lupin, Fantômas, Poirot et Rouletabille. Quant à son développement, il serait plus exact de dire qu'il est inhérent à une certaine forme d'urbanisation.

S.F. : Comment a-t-il pris en France sous sa forme américaine ?

B.L. : En France, le roman policier en lui-même était une pâle préfiguration de ce qui se faisait en Amérique. Chez Maurice Blanc par exemple, l'anecdote est simple, elle tourne autour d'énigmes qui sont faciles à deviner. Il y avait Pierre Nord et son roman d'espionnage qui n'a rien à voir avec ce que fait Eric Ambler, aujourd'hui. Tout était une affaire de traduction pour secouer ce tâtonnement. Le mérite de Marcel Duhamel est d'avoir traduit et introduit Peter Cheney et Hadley Chase dans une série que Jacques Prevert baptisa « Série Noire ». A cette époque, Dashiell Hammet faisait fureur avec l'école de *Black Mask*.

S.F. : Est-ce que le bootlegger et le détective privé ont contribué, chacun à leur façon, au développement d'un genre spécial ?

B.L. : Le personnage du roman noir a évolué suivant des normes typiquement américaines. Les romans du Masque, d'influence anglaise basés sur l'énigme pure comme chez Agatha Christie constituaient une espèce de jeu parallèle. Le bootlegger redonna un nouveau souffle au genre. Puis vint cette nouveauté : le détective privé, généralement plus futé que le flic. Il s'imposa comme le recours

suprême.

S.F. : Est-ce qu'il faut un réel talent d'écrivain pour écrire un roman noir ; avoir été flic ou truand ?

B.L. : Le critère est le même partout. Si on prend le roman traditionnel par exemple avec une situation de base : le mari, la femme et l'amant. Vous pouvez vous rendre compte qu'il y a mille façons de le traiter. Si l'auteur a quelque talent, il en tirera le meilleur. Connaître des truands et des flics peut aider effectivement.

S.F. : Comment peut-on écrire un polar dont l'action se déroule dans un pays qu'on n'a jamais visité ? Est-il nécessaire de voyager pour cela ?

B.L. : Là c'est le problème de la documentation. La plupart des romanciers sont obligés de se déplacer et pourquoi pas. Or, il suffit d'avoir sous la main une bonne documentation pour recréer tout court. A priori, je ne crois pas aux voyages. J'ai mille exemples de gens qui ont voyagé et qui savent moins des pays que j'en sais moi-même. J'ai beaucoup travaillé avec des cartes et des plans en essayant de rendre une atmosphère et une vérité plus vraie que nature. On peut réussir un thriller sans bouger de chez soi.

Publicité

GARANCE ORLEANS

Haute colfure
hommes
et
dames

13, rue Ernest-Cresson,
Paris 75014

métro : Mouton-Duvernety et
Denfert-Rochereau
Tél. 539.38.02

Livres

S.F. : Alors justement, quel est le caractère essentiel du thriller ? l'humour ? le tragique ? l'érotisme en profondeur ? ou les trois combinés ensemble ?

B.L. : L'érotisme y est toujours, l'humour il faut qu'il soit grinçant. Mais il y a un risque : il peut occulter le tragique ; mais le suspens sans aucun doute, l'amour, la passion, la violence.

S.F. : Il semble que le roman noir se sert de la prostitution et la drogue qui sont de vrais problèmes sociaux. Il les dénature souvent.

B.L. : La prostitution est le thème qui amène directement à l'érotisme. Autrement dit, pour aborder l'érotisme on passe par la prostitution qui nous fait pénétrer dans le règne des putains et des « macs » qui est un milieu de prédilection pour le bon lecteur bourgeois qui finit par s'encanailler à peu de frais.

S.F. : Et la virilité ? Ne pensez-vous pas que le polar fait sa glorification ?

B.L. : Le superman réconforte le lecteur parce qu'il est celui qui triomphe. L'humanité entière veut se retrouver dans un héros. Il faut faire rêver les gens avec ce qui peut leur faire peur. Mais il faut aussi que la femme vienne au polar.

S.F. : D'où vient la force du polar ? Est-ce parce qu'il détruit le mystère ?

B.L. : C'est une littérature sans prétention. Elle s'adresse à la raison et lui donne à déchiffrer l'énigme d'une façon logique.

S.F. : Comment Cheyenne est-il venu au polar ?

B.L. : J'avais un bateau qui était un vrai personnage. Il lui fallait un héros qui soit navigateur. Je l'ai créé. Et par la volonté des éditeurs, ce personnage a adhéré à une société d'espionnage et est devenu un espion. Je lui ai fait faire le tour du monde. Le reste est venu tout seul. Mon deuxième personnage habitait Paris. C'était un inventeur et marchand d'idées. On lui proposait des énigmes à résoudre.

S.F. : Que lisez-vous comme auteurs de polar ?

B.L. : Les classiques, D. Goodis, C. Williams, Boileau-Narcejac, C. Himes, J. Thompson... et les jeunes.

Propos recueillis par

Nourredine Bousfiha

— « L'annonce faite au Mari ». Presses Universitaires de France.

— « La mort de tes os ». Ditis. Paris

— « 36ème parallèle ». Ditis. Paris

— « Sur les toits de Paris ». Ditis

— « La chèvre ». Ditis



Publicité

*** MESDAMES, MESDEMOISELLES ; S.V.P. gardez votre carte**
Si vous cherchez un grand Voyant international,
prenez contact avec :



SAKHÔ MOUSSA

GRAND MARABOUT, ARRIVÉ RÉCEMMENT À PARIS

Il peut vous aider à trouver une solution à vos problèmes. Amour durable et vite retrouvé, Attirance sentimentale, Travail de promotion sociale, Examens, Protection contre les accidents, Aide tout homme impuissant et Prédit l'avenir. Il peut également donner aux couples une entente parfaite dans le foyer.

Reçoit tous les jours de 9h à 12h et de 15h à 20h, sauf dimanche.

Travail par correspondance possible si vous êtes au loin.

55, rue des Poissonniers, 75018 PARIS

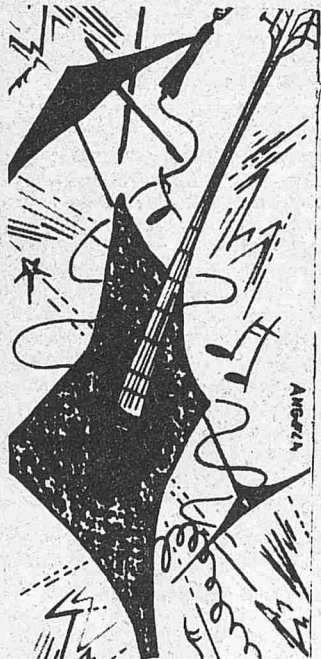
Tél. 251.22.54

1er esc. gche, 1er ét. M^o : Château-Rouge/Marcadet Poissonniers

La Chapelle des Lombards : du 28 décembre au 1er janvier 83. Une grande formation de Jazz. L'Interaméricain Latin Jazz Ensemble, ce sextet comprend des grands du Latin Jazz, tel que Jorge Dalto au piano, Nicky Marero aux timbales, Artui Webb et Carlos « Patato » Valdes.

Du 12 au 13 décembre et du 19 au 20 décembre. **Touré Kunda**, la famille Touré Kunda a encore frappé très fort. Avec ses percussions et surtout un talent et une originalité qui ne cesse de croître. Un mélange de sabar, de reggae, de calypso avec une rythmique sénégalaise... 19 rue le lappe 75011.

Siouxie and the Banshees, le 15 et 16 décembre à l'Elysée Montmartre.



New-Morning, (7-9 rue des petites écuries 75010)
Le 15, 16, 17 : **Mingus Dynastie**,
18, 19 : **Barre Phillips, John Surman**,
Pierre Favre ; 21, 22 : **Galigai** ; 29 et 30 : **Hamsa Music** ; 31 : **Sonny Rhodes Blues**.

Au Bataclan, le 23 : **Xalam**, de la perc-jazz-rock venu direct du Sénégal.

Dunois, 28 rue Dunois 13*, 584.72.00. Du 12 au 20 décembre : **Frédéric Firmin** - « Bid' 17 » et le grand orchestre de **Pascal Diez**.

Henri Salvador donne jusqu'au 4 janvier à la Porte de Pantin plus de 60 représentations. Ce prince du music-hall, né en Guyane il y a quelques soixante ans, nous chante ses succès qui l'ont rendu chélebre.

Au Cloître des Lombards, (62, rue des Lombards 75001) du mercredi au samedi, « Paris de noche » au son panaméen avec un zeste d'afro-cubain mixé aux barrios de New York, vous avez deviné, c'est **Azuqita y su melao**. De la très bonne salsa durant tout le mois de décembre. Et tous les dimanches de 22 à 4h, un groupe de Reggae africain de la région de Nantes, **Apartheid Not**. Ils prennent une envolée à l'échelle nationale avec des concerts cet été avec Rita Marley dans le Sud de la France et l'avant première du groupe **Steel Pulse** le 23 novembre à la Porte de Pantin. Un groupe qui a beaucoup d'énergie et de rythmes.

Encore et toujours du reggae avec le 18 décembre à Paris au **Palace**, le groupe des **Gladiators**. Vous les connaissez, bien sûr. De 76 à 80, ils ont fait connaître au monde leur reggae savoureux et ensoleillé : « Trench Town Mix up », « Proverbial reggae » « Sweet So till », « Naturally »... Que sont-ils devenus depuis ? Lors des deux concerts fabuleux d'octobre 81, les parisiens ont pu constater que les Gladiators étaient fidèles à leur légende. Sur scène comme en studio, leur extraordinaire sens musical, la maîtrise de leur jeu, leur professionnalisme impeccable les fait comparer à Bob Marley. Ils nous reviennent à Paris avec un nouvel album « Back to Roots ». Un retour aux racines where ? Garantie production nous annonce pour fin janvier, **Aswad** et fin avril le grand **Grégory Issac**. Le 19 décembre au **Bataclan Dillinger**.

Enfin du nouveau spectacle de **Farid Chopel**, « Santa Claus is back in town » : théâtre, mime, burlesque, trois acolytes et des chansons inspirés des Noëls du monde entier. Vous avez le temps c'est jusqu'au 2 janvier au **Palace**.

Au Dunois du 25 au 30 décembre, carte blanche à **Steve Lacy**.

Les tueurs de la lune de mille, le 20/12 au **Rose Bonbon**.

Asia, Tina Turner, Journey, Réo Speed-wagon, Chicago, Flock of Seagulls, le 18 décembre à Dortmund (bus-charter au départ de Paris. 400 F environ, tél : 523.16.04.

Et on annonce pour avril les **Stray Cats**, mai : **Dire Straits** ; juin : **Santana** ; juillet : **Rod Stewart** et **the Who**, mais avant en janvier **Joe Jackson** et **Ted Nugent** en Février.



Les Gladiators dans un back to roots endiable.

Réveillon de la SAINT-Sylvestre
31 décembre 82 de 20h à l'aube au Théâtre Présent, 211 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris (203.02.55).

Nuit sans frontières (En Amérique Latine) A partir de 20h : Accueil en musique, champagne. **THEATRE FORUM** aujusto Boal. Chaque spectateur est invité à remplacer un personnage et à modifier la pièce proposée dans le sens qui lui convient. Aucune obligation de participation.

Repas de fête. Spécialités d'Amérique Latine. Vin et boissons à volonté. Musique. Animation.

Tombola (gratuite). 1er lot : un voyage séjour d'une semaine en Tunisie ainsi que de nombreux autres lots. Organisée avec la participation du Club Spectacles Arts et Voyages.

Souhaits de Nouvel An. Spectacles chants, Danses et attractions d'Amérique du Sud.

Orchestre et danse sur des rythmes argentin, brésilien, bolivien, etc... et autres. Cinéma.

Un défilé spectacle au Sofitel de Sèvres le 13 décembre à partir de 20 heures. Un programme riche en couleur et en rythmes. Ne nombreux artistes seront présents. Mais de quoi s'agit-il ? C'est un défilé Afro-beur-Franco-Funk, un nouveau show à la manière d'Almen Gibirila.

Née au Benin, d'une mère congolaise, mi-vietnamienne, Almen vient de fonder à Paris sa grande famille black : « Black Expérience, le mouvement des Mannequins noirs et typés » plus de 45 mannequins vêtus de ses fringues, de sa propres créations : tuniques et pantalons bouffants, capes et combinaisons dorées, coiffés de chapeaux de paille chinois. Un mélange d'Asie et de Sahel. Un nouveau look Sahélien pour les femmes raffinées et originales. Pour tout contact : **Black expérience**, 30 rue du Château d'Eau, 75009 Paris Tél. : 200.81.69.

Don Cherry avec le papa de makossa **Manu Dibango** le 21 décembre à la maison de la culture à Grenoble.



Notre maquettiste, monteur, directeur artistique, dépanneur tout genre, etc... véritable colonne vertébrale du journal, le **Zaim Mustapha** a encore fait un boum dans la (pro)création ! : avec **Kristel** ils ont une future **Zaima**. La voici âgée de 36 heures...

Al! quel plaisir

Du 10 au 21 janvier 1983, la **Maison des Cultures du Monde** organise avec le Centre culturel de Terrasson dans le Périgord noir une rencontre internationale de conteurs. A l'issue de plusieurs jours d'animation, du 10 au 13 janvier, Terrasson accueillera des conteurs de Haute-Volta, Togo, Algérie, République centrafricaine, Inde, Québec, Turquie, Tunisie, Haïti et de différentes régions de France du 14 au 16 janvier.

Un colloque de spécialistes (à ces mêmes dates et toujours à Terrasson) sur la place du conte dans les cultures de l'oralité, une exposition « Les instruments du conte » et des rencontres avec les enfants dans les écoles compléteront cet ensemble.

Les conteurs seront ensuite présents à Paris où ils animeront des veillées au Théâtre de l'Alliance du 17 au 21 janvier, avant de se disperser dans plusieurs villes.

El Chabab se produit le 20 décembre au **Foyer A.L.T.I 15**, rue de la Chasse à Lemay 78520.

Le « **Grupo Folclórico Português** » de Breuillet (Essonne) vient d'enregistrer deux 45 tours, avec huit compositions de son répertoire de la région Nord du Portugal : « Caninha Verde », « Andorinha », « Chula », « Rusga de Viana », « Vira Picado », « Vira Poveiro », « Rosinha » et « O Mar Esta Bravo ».

Cette troupe, connue pour son attachement à la tradition folklorique, en tant que manifestation de valorisation culturelle, réalise une action considérable dans le regroupement des ethnies immigrées et françaises.

Vous pouvez vous procurer ces disques auprès de la troupe, à Breuillet (Essonne).

Le 25 au **Foyer AFRP** de Champigny, un orchestre portugais d'Aulnay-Sous-Bois y fera la fête.

Le 25 au **Foyer Sonacotra** de Liancourt dans l'Oise à partir de 20h le groupe **El Maghreb**.

Le 29 janvier l'irakien **Fawzi al Aledy** se produit à 20h30 à l'amphithéâtre de Caen.

AFRICA FETE OFFRE

10 places gratuites aux lecteurs de Sans Frontière pour le concert de **XALAM**, au bataclan

le 23 décembre à 19h30 (50 bd Voltaire)

Les premiers venus au journal avec ce bon découpé seront les heureux élus.



Musique Tzigane : C'est avec William Garcin qu'aura lieu un concert de musique tzigane le 17 décembre à **St Jean de Maurienne**.

Fernando Marques, le 22 et 23 janvier au Théâtre municipal de Montpellier.

Le 15 décembre, à 15 heures, un voyage par le biais des contes sur tapis volant avec Ali Khiran ben Azouz à la bibliothèque de Sartrouville, 2 place Sthendal.

Le 17 décembre, à 20h30, **Africa Niamacala** au théâtre municipal de St Quentin dans le Nord : chants, contes, rythmes et musiques de l'Afrique de l'ouest. Tout cela dirigé par le grand maître Alpha Konaté.

Centre de loisir de Courbevoie, Maison pour tous, 14 square de l'Hôtel de Ville Courbevoie (tél : 333.63.52)

Samedi 18 décembre à 21h concert de reggae, le groupe « **Savane** ». Un des meilleurs groupes de l'hexagone, il est composé de 7 musiciens Guadeloupéens et Martiniquais...

Xalam : Le groupe afro-jazz sera à Montpellier le 14 décembre, à Toulouse le 15 et les 16, 17 et 18 décembre à Bordeaux.

Le 18 décembre au **Foyer Sonacotra** de Caubec les Elboeuf, une grande fête avec un groupe beurre : **Noujoum et sa danseuse** et aussi **Djiby Soumaré** tout cela à partir de 15h.

ZAKA Percussion : 28 janvier - Chateauroux, 21h, MJC Belle Isle.

25 Janvier - Niort, 21h. 26 janvier - Clermont Ferrand, 21 h. 27 janvier - Montmorillon, 21h.

EXPOSITIONS

Walter Nascimento, Peintre de la douleur et du rythme brésiliens.

Né à Rio de Janeiro en 1949, vit à Paris depuis 1979. Son exposition actuelle à la Galerie Madrogoie, nous propose un ensemble d'oeuvres nouvelles créées : peintures à l'huile réalisées lors d'un récent voyage au Brésil et pastels (nus, natures mortes).

Dans chacune de ses toiles, pleines de couleurs, de chaleur et de sa vie Nascimento nous plonge dans les racines du peuple de son pays, on y retrouve cependant une résonance universelle. Une oeuvre à l'image du Brésil...

Galerie Madragore, 18 rue des Coutures Saint Gervais jusqu'au 15 juillet 83.

Le **Ceteclam** présente dans ses locaux, 6 rue des Fosés St Marcel, 75005 Paris, du 26 Novembre 1982 au 15 janvier 1983, une exposition vente :

« **Objets d'Amérique latine** » **Objets usuels** - vêtements en poil de lama, tissages, tapisseries, poteries, bois sculptés, animaux en bois, instruments de musique, etc - Fabriqués par des artisans de Bolivie, de Colombie, de l'Uruguay, de l'Equateur, du Mexique et du Pérou.

Objets d'art - peintures, dessins, sérigraphies, lithographies, objets décoratifs, miroirs, cartes de vœux, etc. - réalisés par des artistes latino-américains résidant à Paris, qui ont ou vont exposer du CETECLAM : Maria Christina Barbosa, Carol Morvan, Mario Murua, Reginaldo de Poly, Renato da Silveira.



Peintres naïfs d'Haïti.

Lumière, poésie, couleurs, fraîcheur viennent en contrepoint de la grisaille de l'automne à Paris jusqu'au 31 décembre à la Galerie Cujas, 11 rue Cujas (6°).

Dans le cadre du Festival de Grenoble, différentes expositions sont organisées au Musée de peinture.

Art actuel au togo et art Vaoudou jusqu'au 10 janvier.

Pop'art africain, jusqu'à fin décembre.

Une exposition de dessins de **Bob Wilson** est prévue à la Maison de la Culture de Grenoble jusqu'au 22 décembre.

Jean Solombre expose des peintures et des gravures durant le mois de Décembre à la **Galerie Utopia**, 7 rue Camille Collard à Lyon.

L'Orient intérieur exposition d'Odette Ayme-Belmonte jusqu'au 7 janvier 83.

À la **Maison de l'étranger** 16 rue Antoine Zattara Marseille 3ème. Tél. (91)95.90.15

Affiches polonaises de cinéma, les affichistes sont non seulement des dessinateurs d'humour, des illustrateurs de livres et des graphistes mais aussi des peintres. Dans le hall du théâtre **Charles Dullin** à Lyon jusqu'au 31.12.

Dix ans après « *The harder They come* », Jimmy Cliff va probablement incarner à l'écran le révolutionnaire Kenyan Jomo Kenyatta, alias Burning Spear ; Winston Rodney, l'autre Burning Spear, était sans doute un choix simpliste.

Arthur Pen sera à Paris les 20 et 21 décembre, à cette occasion, le studio Action propose une rétrospective de son oeuvre et réédite en version intégrale - 18mn de plus qu'à sa sortie en 1965 - « *The chase* » (« *La poursuite impitoyable* »).

Romain Goupil nous propose après « *Mourir à trente ans* » son deuxième long métrage qui s'intitulera « *Six pieds sous terre* ». Il sera produit par Martin Karmitz avec dans les principaux rôles, Tcheki Karyo, Francis Camus, Anne Alvaro, Didier Sandre, et Jean-Pierre Aumont.

Pour 83, quatre réalisateurs se verront attribuer une aide exceptionnelle : Yılmaz Güney pour son prochain film « *Le Mur* » produit par Karmitz Martin ; Miklos Jancso pour « *Bouvin* » produit par Evelyne July et François Ruggieri ; Youssef Chahine s'il réussit à trouver un producteur pour tourner son projet « *Napoléon en Egypte* ». Orson Wells recevra une aide s'il réussit à lever les obstacles qui s'accumulent sur la réalisation de son scénario « *Les Rêveurs* ».

Paul Schrader, a révélé que « *Born in the U.S.A.* » serait le titre de son prochain film, l'histoire de deux frères américains qui grandissent ensemble et forment un groupe de rock. Intéressé par l'idée, Bruce Springsteen va lui écrire une chanson.

Cinéma le Rex à Chatenay.
364 avenue de la division Leclère-Chatenay Malabry.
Semaine du 15 au 21 décembre
Tell me a riddle de Lee Grant. Premier long métrage de fiction tiré du roman de Tillie Olsen. C'est l'histoire à la fois grave et drôle d'un couple âgé qui traverse une crise et veut se séparer après quarante sept ans de mariage...

India Song de Marguerite Duras
Lettre d'amour en Somalie de Frédéric Mitterrand. A la suite d'un chagrin d'amour, l'auteur quitte Paris pour un exil espéré salvateur. Pourquoi la Somalie ? Peut-être parce que, d'une misère à l'autre, un commun denuement permet des correspondances...

Storm boy (l'enfant de la tempête) d'Henri Safran. C'est un petit garçon qui vit seul avec son père, entre ciel et mer, dans une immense réserve naturelle qui débouche sur l'océan.

Semaine du 22 au 28 décembre.
Les aventures de Pinocchio de Luigi Comencini.

Quatre garçons dans le vent de Richard Pester.

Du 12 au 17 janvier 1983 de
Maison des Cultures du Monde présente en collaboration avec le Département d'Ethnomusicologie du musée de l'Homme et la Cinémathèque française le premier Festival du film des musiques du monde.

Ce Festival, qui deviendra annuel, sera pour chacune de ses éditions, destiné à analyser les rapports du film avec la préservation et l'illustration des musiques traditionnelles. Une équipe de chercheurs et de cinéastes sélectionnera pour 1983 des films, de qualité cinématographique incontestable, qui ont le mieux illustré les musiques interprétées par des groupes, des ensembles et des orchestres à travers le monde. Les séances sont programmées au Théâtre de l'Alliance et au musée de l'Homme. Elles seront présentées ou suivies de débats animés par des spécialistes. Un document programme sera édité à cette occasion.

Ouvrez bien vos yeux !!!

La grande célébration du Cinéma mondial de cette année est « *ET* » de Spielberg... On ne dira rien sur ce film, mais par contre pour nous, l'année 82 sera la révélation de jeunes acteurs issus de l'immigration ; Akim Ouamache dans « *Interdit* au moins de 13 ans » de Bertucci ; Akim Ghanem et Souad Amidou dans « *le grand frère* » aux côtés de Gérard Depardieu. Farid Ferrache aux côtés de Belmondo dans « *l'As des As* ». D'autres films avec ces jeunes comédiens se préparent pour 1983...

Ouvrez bien vos grands yeux... Pour cette nouvelle année, on vous offre un choix de films qui sortiront le premier trimestre de 83... Patience et bonne année...

Subway Riders d'Amos Poe avec Robbie Coltrane... A New York, un saxophoniste assassine les passants à proximité des bouches du métro. Le film le plus représentatif de la « new wave » new-yorkaise.

Journal de Campagne d'Amos Gutai, film reportage réalisé dans les territoires de Cisjordanie occupés par les Israéliens.

Sylvestre de Jao César Monteiro ; l'histoire du film est tiré de deux romans traditionnels portugais datant du moyen-âge. Sorcellerie, chevaliers et dragons, déguisements et aventures épiques.

Travail noir de Jerzy Skolimowski. Londres, 5 décembre 1981. Trois maçons polonais arrivent de Varsovie avec leur contremaître Novak, le seul à parler anglais, pour restaurer la maison de leur patron, un riche polonais. Ce travail au noir lui permet une bonne économie. Pour les Polonais, ce travail qu'ils doivent accomplir en un moi leur rapportera ce qu'ils auraient gagné en un an. Novak le seul à sortir, apprend le 12 décembre la proclamation de l'état de guerre en Pologne. Il n'en dira rien à ses compagnons...

L'Îles des Amours de Paulo Rocha. Un hommage à Wenceslau de Moraes, écrivain portugais qui vécut en Extrême Orient, à Macao puis au Japon. Et nous suivons intensément ses pérégrinations entre deux mondes, l'Orient et l'Occident, entre deux temps, le passé et le présent, entre ses rêves à travers cinq visages féminins, entre la mémoire et le désir...

Kisapmata de Mike de Léon. Kisapmata est inspiré d'un fait divers qui se déroula il y a une vingtaine d'années aux Philippines. Un ex-policier à la retraite autoritaire et tyrannique, extrêmement possessif envers sa fille, lui reproche son récent mariage. Il empêche le jeune couple de s'installer dans leur nouvel appartement. Cette situation s'achemine progressivement vers une réclusion tragique et sanglante.

Le Vent de Souleymane Cissé. Dans une ville d'Afrique, deux étudiants cherchent leur voie dans une société en pleine mutation dont les structures se désagrègent lentement. Lui est orphelin et descendant d'un grand chef traditionnel de la région, elle est la fille d'un des représentants du pouvoir, un gouvernement militaire.

Ghandi et Richard Attenborough. L'histoire de la transformation d'un avocat indien en l'un des plus grands ambassadeurs de la paix de monde. Ce leader spirituel et politique qui réussit par la non-violence à libérer son peuple, reste l'une des plus grandes figures du 20^e siècle.

Les Sacrifiés de Okacha Tourita. 1955. Le FLN est né depuis un an. Mahmoud est expulsé d'Algérie. Sa révolte ne s'était pourtant exprimée que par quelques discours débridés par l'ivresse, mais c'était plus que n'en pouvaient supporter les autorités coloniales. Il y a déjà 27 ans qu'il débarqua rue Tartin, le bidonville des Algériens à Nanterre (cf. Sans Frontière n° 70).

Publicité

TUNIS PALACE

RESTAURANT ORIENTAL

3, Bd Saint-Denis
75003 PARIS

Salon de Thé

Tél. : 272.10.59



TENNIS



Noah au centre de tous les espoirs.

Photo Amadou Gaye

Papa Noah l'ami de Yannick

Ce n'est ni le « père Mc Enroe », ni le « père Tulasne »... Non, Zacharie n'est pas l'homme qui joue au père-macho du fils-champion.

Un journaliste qui l'aborde avec l'éternel sourire caramélisé de circonstance, pour obtenir par son intermédiaire une interview ou quelques confidences, il répond humblement : « Voyez avec Yannick, c'est lui qui décide ». Mais lui Zacharie est là. Disponible. Prêt à parler d'autre chose. Bref, à communiquer tout simplement.

Et quand il me dit le premier jour de notre rencontre : « Je repars au Cameroun bientôt, le temps de marier ma fille Nathalie et de régler quelques

problèmes familiaux », je ne sais pourquoi, mais j'ai senti comme de la soie m'envelopper. Le sentiment de la nostalgie sans doute... j'étais visiblement transporté, revivant l'Afrique au quotidien. Ici, dans un stade de Boulogne. Entre deux courts de tennis. A côté du bar plein-air affreusement cher où se côtoient sans se parler des « gens comme il faut », au milieu de ces messieurs-dames qui se dorent tranquillement au soleil allongés sur des chaises longues, sans s'inquiéter outre mesure des sets acharnés qui se disputent autour d'eux. Mon rêve se prolonge quand je vois Noah, à une demi-heure de son match, non loin de nous, lancer une « vanne » à sa soeur, s'amuser follement avec Zakia, sa petite cousine de 5 ans.

La vie qui reprend ses droits dans

Photo Amadou Gaye



Le père de Noah portant sa nièce Zakia.

TENNIS

l'arène ô combien sophistiquée, superficielle du tennis. En tout cas, avec la famille Noah il semble que le sport et la vie ne font qu'un.

« Je n'ai pas besoin du tennis pour être heureux » a déclaré un jour Noah quand certains lui reprochaient de ne pas être un forcené de la raquette à la manière de Lendl ou Borg. Ce qui fait, dire à son père : « Yan est resté modeste. Ses joies sont des joies simples. Retrouver sa famille au grand complet, être avec ses potes, rire, blaguer, aller à un concert de rock... sont des choses de la vie qu'il affectionne autant que le tennis ». Cela est d'autant plus vrai que l'hiver dernier plutôt que d'aller en Australie grappiller les quelques points qui lui manquaient pour se qualifier au « Masters » il a préféré ranger ses raquettes pour fêter Noël en famille.

...« C'était pas un coup de bluff, il était sincère, Yannick n'est pas un bluffeur ! Ne pas tricher avec soi-même, c'est ce que sa mère et moi nous lui avons surtout appris dès son jeune âge. D'ailleurs en tennis sur le plan du jeu, je continue à lui dire de ne pas tricher, en n'utilisant pas que ses points forts, par exemple, mais d'essayer constamment tous les autres coups de manière à déceler, en toute humilité, ses faiblesses ».

Pas étonnant quand on entend Yannick analyser chacune de ses rencontres avec un souci constant d'objectivité. Je dirai même de vérité.

Chercher à comprendre, à expliquer, trouver le vrai est une pratique courante chez les Noah... « Yannick et moi, nous avons des rapports plutôt amicaux. Je n'hésite pas à lui faire part en toute simplicité de mes problèmes. Lui de même. Ensemble on essaie de comprendre, de trouver des solutions. Avec mes deux filles c'est pareil, les avis sont constamment échangés dans un respect mutuel. D'ailleurs tout ceci n'est qu'un reflet de la solidarité africaine. Dans toutes les familles en Afrique, on met à nu les problèmes et on se soutient moralement et matériellement quoiqu'il arrive ».

A propos de soutien moral, Yannick n'en manque pas. Ses parents et sa famille sont ses premiers supporters. Parfois, certains d'entre eux n'hésitent pas à faire des kilomètres pour venir l'encourager. Récemment, son grand-père a eu le bonheur d'assister au couronnement de son petit fils qui a remporté pour la quatrième fois, le titre de Champion de France.

La famille Noah aime Yannick et vice et versa, puisqu'à son tour il leur offre la dixième place mondiale.

Yannick parmi les grands, voilà qui va stimuler les jeunes camerounais pour la pratique du tennis... « Beaucoup de jeunes camerounais suivent avec beaucoup d'intérêt la carrière de Yannick. Mon souhait serait d'ailleurs qu'en



Le grand-père de Noah assistant pour la première fois au couronnement de son petit fils au dernier national.

Afrique on installe les infrastructures nécessaires pour promouvoir le tennis. On pourrait ainsi se servir de Yannick comme « locomotive » pour sa vulgarisation dans notre continent. Au Cameroun, j'ai personnellement commencé ce travail avec l'aide financière de mon fils. Quelques courts de tennis sont déjà construits, avec autour un vidéo-club, une piscine etc... Nous mettons aussi sur pied en ce moment, une école de tennis ouverte à tous les adolescents, sans leur demander de cotisation et en leur fournissant gratuitement tout l'équipement nécessaire (raquette, cordages, tenue et

chaussures). Encore une fois, je regrette que parallèlement les autorités sportives camerounaises n'essaient pas par exemple d'organiser des tournois d'exhibition avec Noah en tête d'affiche. Ce dernier est d'accord, car son plus cher désir, c'est l'émancipation du sport en Afrique ».

A mon tour, je ferme les yeux et prie que le C.S.S.A. (Conseil Supérieur des Sports en Afrique) qui palabre en ce moment à Yaoundé pour la dixième fois, entende le désir du fils et le regret du père. Ce sont tous les besoins de notre sport qui sont ainsi manifestés. □

Amadou Gaye

Publicité

LES FILMS MOLIERE PRESENTENT:

Un film de TAIEB LOUHICHI

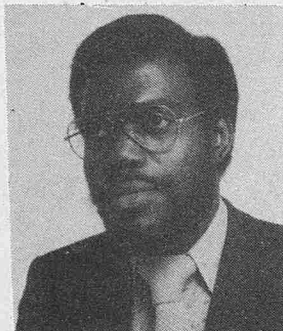
Sélectionné à la semaine de la critique CANNES 82

L'ombre de la terre

(DHIL AL-ARDH)

Messages et annonces d'ici et là-bas. De plus c'est gratuit !

Côte d'Ivoire



Mr Yapi Yapo Maurice d'Epinay/Seine demande à Madame Yapi Elisabeth qu'il ne l'a pas oubliée. Il pense pouvoir acheter dans les jours qui suivent son billet d'avion pour qu'elle puisse regagner Paris. Sans lui mentir, il pense à elle jour et nuit.



Melle Monan Ernestine de Epinay/Seine envoie :

- à Claude son frère le bonjour habituel et pense s'il a réussi à avoir beaucoup de copains dans sa classe ; qu'il continue toujours à épater le monde avec le ballon qu'il affectionne et qu'il n'a plus de problème avec son professeur d'anglais.
- à Athanase qui se trouve à Danguira qu'il réussit à marcher malgré la paralysie de ses membres ; qu'elle sait qu'il réussira à venir à bout de cette terrible maladie.



Melle Babet Bernadette de Epinay/Seine souhaite voir :

- Antoinette l'infirmière excelle dans son labeur quotidien. Elle pense que sa soeur vu son courage finira par atteindre l'objectif qu'elle s'est fixé.
- Ignace, que tout va bien chez lui, qu'il n'a pas des problèmes dans son travail et qu'il est maintenant bien logé.



Melle Babet Aguio de Epinay/Seine aimerait dire :

- à Alain le petit frère, qu'il cesse d'être turbulent à la maison. Car ce qu'on dit de lui n'est pas du tout élogieux.

- à N'Guessan qui est encore au CM2 malgré ses onze ans qu'elle se penche beaucoup plus sur ses livres et cahiers, qu'elle reste un peu plus à la maison surtout pour ses devoirs et qu'elle rende si possible quelques petits services à la vieille.

- à Ahou qui prend tous les matins le chemin de l'école à Anyama qu'elle sait que ce n'est pas facile mais que la vie est ainsi faite. Elle lui souhaite beaucoup de courage et lui dit que malgré la distance qui les sépare, elle l'assiste jour et nuit.
- à Logbochi, qu'elle n'a pas oublié ce qu'elle lui a demandé. Elle s'efforcera de lui faire parvenir dans les jours à venir quelque chose de très beau. Promis.

Sénégal

De l'îlot Chalon, quartier insalubre du 12^e arrondissement de Paris, **Mamadou Dia** envoie des baisers clandestins à N'Deye Nene Diouf du quartier Pikine Icotaf qui l'a certainement oublié.

Mr Demba N'Diaye 71 avenue Jean Rondeau, Rouen. Message adressé à Aissata Ndiaye la félicitant pour la naissance de sa fille et aimerait bien être informé du nom de celle-ci.

Mr Ababacar N'Diaye habitant le 15 arrondissement fait parvenir à Cheikh N'Diaye le message suivant : pense à être à Dakar par le vol RKO 7 du 17 décembre.

Mlle Anita Dessresne informe Mr Habib Diack du New Expérience de son arrivée à Dakar pour les fêtes de Noël.

Mr Prosper Niang du groupe Xalam fait dire à son frère Magaye Niang que la tournée du groupe se poursuit et qu'il lui fera parvenir une lettre des qu'il trouvera un moment.

Mr Alain Ouessou fait dire à Papa Eulogie Sicap Dieuppeul 1 qu'il lui écrira sous peu pour lui expliquer sa situation présente.

Bourses immigrés

Le Ministère Algérien de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique vient de publier un « Guide de l'étudiant enfant d'émigrés ». Le but de ce guide, dit la préface, est de fournir quelques renseignements sur les possibilités et conditions d'inscription aux établissements universitaires algériens, les droits et l'accueil réservés à l'étudiant « fils d'émigrés ». Le guide comporte par ailleurs un tableau des disciplines enseignées en Algérie et les adresses des principaux centres universitaires algériens. Pour se procurer ce guide et pour tout autre renseignements, il faut s'adresser au « Bureau central des étudiants enfants d'émigrés », 1, rue Bachir Attar, place du 1^{er} Mai. El Djazair. □

Code de la famille en Algérie

Le comité contre le code de la Famille se réunit régulièrement au 46 rue de Montreuil (MTI) tous les vendredis de 19h à 21h. Pour tous renseignements contacter le C.R.C.F.A.

Professeur d'arabe

Pour essayer d'obtenir un poste de professeur d'arabe à la rentrée prochaine, il faut agir dès maintenant : contacter les associations de parents d'élèves pour leur parler du projet et faire une enquête sur la localité intéressée pour recueillir le maximum de noms d'élèves actuellement scolarisés en CM2 (pour la 1^{ère} langue) et en 5^{ème} (pour la 2^{ème} langue). Une fois la liste établie, avec éventuellement la signature des parents, ça fait plus de poids, l'envoyer de préférence en coopération avec les associations de parents d'élèves, au recteur, à l'inspection d'académie et au principal de ou des établissements concernés par l'éventuelle nomination d'un professeur d'arabe. □

Revue de presse Maghrébine

Le Centre d'Information et de Documentation sur l'Immigration et le Maghreb (C.I.D.I.M.) a fait paraître, il y a quelques jours, le n° 1 de sa revue de presse : « Le Maghreb dans la presse française », subdivisée en quatre rubriques (social, vie politique, politique étrangère et culture) elle permet une lecture assez aisée des articles consacrés aux pays qu'elle

reproduit intégralement. Soulignons que cette expérience est unique en son genre.

Le C.I.D.I.M. s'assigne comme objectifs :

- de rassembler et mettre à la disposition du public la documentation concernant l'immigration et le Maghreb ;
- de constituer un centre de consultation de la presse maghrébine et des journaux spécialisés français ;
- d'être un lieu de réflexion animée par des débats périodiques sur des thèmes relatifs aux mouvements sociaux et culturels de l'immigration et du Maghreb : « Islam en France et au Maghreb », « Syndicalisme Maghrébin », « femmes immigrées et femmes maghrébines », etc... ;
- de mettre en place un lieu de formation culturelle qui envisagerait une animation en langue d'origine (arabe et berbère), destinée aux enfants et aux adolescents.

Le C.I.D.I.M. compte sur le soutien et la participation de tous les intéressés à ses activités, pour mener à bien son programme. A cet effet, il lance un appel à tous les responsables de bibliothèques municipales, universitaires, de centre de presse, d'organismes audiovisuels pour souscrire un abonnement et proposer leur aide en le contactant à l'adresse suivante :

C.I.D.I.M.

9, rue de la Rotonde, 13001 Marseille. Tél. (91) 62.58.93. Abonnement un an : 50 Francs. Compte bancaire : BFCC Marseille, Agence P n° 21023833905.

Immigration sénégalaise



Est née à Paris, au début du mois de juillet 82, l'Association pour le Regroupement des Sénégalais (A.R.S.). Parmi ses objectifs, figurent :

- S'insérer pleinement dans le combat que mène le peuple sénégalais. Créer des liens d'unité et de solidarité entre le peuple français.

Pour tous contacts : Djibril Gningue. Tél. 293.12.95.

« Je suis arrivé, je m'appelle Yacine, je suis né le 15 novembre 1982, ma maman s'appelle Saliha et mon papa Youcef. Peut être vous me verrez dans quelques années sur scène... Inch'Allah ».

Toute l'équipe de Sans Frontière adresse les vives félicitations à nos amis Youcef et Saliha.



Solidarité singulière

Bonjour,

Je lis vos pages lors de mes visites épisodiques à la bibliothèque de Rennes (1) et suis par ailleurs vos combats par la presse bretonne.

J'ai vécu 10 ans à Paris dans le 18ème arrondissement rue Stephenson ! D'où certaines curiosités...

Ci-inclus des documents à insérer selon votre convenance.

Amitiés de Bretagne

INTERROGATION

Pareils à des chiens

En quête

De gibier

Le policiers

Dans les couloirs du métro

Eurêtent.

J'avais cru lire quelque part la mot liberté.

Ils arrêtent

Aux fins de contrôle de papiers

Tous les individus

Suspects à leurs yeux

Pour avoir

La peau quelque peu basanée.

J'avais cru lire quelque part le mot égalité.

Puis

Ils les relâchent

En leur crachant dans le dos

Des phrases

Dans lesquelles il est question

De sales bougnouls.

J'avais cru lire quelque part le mot fraternité.

Erwan Picard
3 rue Edouard Jordan
Rennes

Tyrannie et injustice

Je suis un immigré Algérien, et fidèle lecteur de votre journal. J'habite la province, à Dunkerque ; depuis neuf ans que j'y demeure et consacre mon temps à concilier mon travail et mes écrits sur la Révolution Algérienne. Je voudrais, si vous n'y voyez pas d'inconvénients, insérer un de mes poèmes.

Monsieur, je voudrais vous parler avec de simples mots pour vous traduire l'émotion que j'ai à l'égard de la nation Arabe toute entière, particulièrement à celle qui est bafouée actuellement, qui tend vers le génocide aux yeux de tout le monde.

Monsieur, je n'ai pas écrit simplement ces poèmes, j'en écris bien d'autres mais je n'ose les publier, parce que la vérité est un couteau qui frappe, qui déchire la chair quand on a commis quelque lâcheté envers l'espèce humaine.

Je sais que je peux vous faire confiance je l'ai toujours fait à mes frères malgré que j'ai la chair brûlée de voir un monde où rien ne sort que l'injustice, la tyrannie, l'angoisse, l'affreux meurtre des peuples.

Mon cœur est tellement gros qu'une voix, une parole s'étouffent et ne trouve pas les mots à cet instant pour exprimer ce qui touche le fond de mon être tant la blessure en est profonde et déchirante.

Un frère qui vous salue.

LUMIERE

Le chagrin a cassé ma lumière
Et vient s'émouvoir sous un soir le lune.
Le filtre du néant écorche mon regard.
Allez, venez étoiles,
N'attendez pas le départ de mon corps
Que le vent va chasser à l'aube.
La première étincelle du soleil se lève si haut,

Et sort du liseré de la mer pour venir
Dévorer le noir de mon tournent **Toum!**

Fidélité

En vous remerciant de votre lettre du 15 novembre 1982, je tiens à préciser que nous avons bien reçu votre numéro de la rentrée.

Votre journal est très bien reçu par nos élèves. Notamment ceux qui sont d'origine maghrébine. Il compte désormais des lecteurs « fidèles ». On juge généralement que les articles sont bien présentés, qu'ils traitent de sujets variés, que « dans les articles on comprend à peu près tout » et « qu'ils savent choisir les mots qu'il faut ». Il rend en outre compte d'un monde culturel trop souvent oublié ou ignoré par les autres médias.

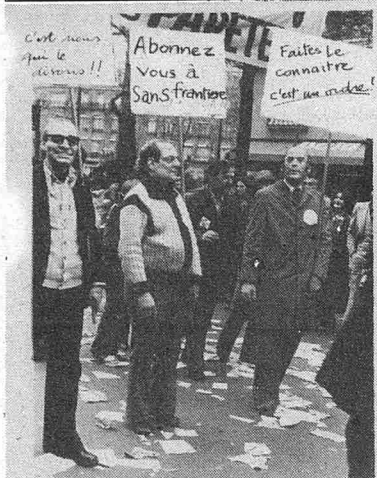
**La Bibliothèque-
Documentaliste du lycée mixte de
Drancy**

**Les colonnes
de Sans Frontière
vous sont ouvertes.**

Nous attendons :

- vos lettres, poèmes, points de vue
- vos suggestions, propositions, impressions ...

**Envoyez-les à :
Sans Frontière
33 bd Saint-Martin
75003 Paris.**



Satisfecit

Bravo à toute l'équipe de « Sans Frontière ». Je pense que votre journal nous montre un côté différent des gens que nous cotoyons chaque jour, qu'ils soient européens, africains et autres.

J'ai 19 ans et pour essayer de participer à votre annuel, vous trouverez ci-joint un poème sur le racisme, ce cancer qui nous ronge tous plus ou moins.

En attendant la prochaine parution, je vous dis à bientôt.

POURQUOI

Il ne comprenait pas pourquoi
De ses grands yeux noirs il nous regardait

Pourtant il était si doux si généreux

Il aurait tout donné

Tout donné pour un peu d'affection, un peu d'amitié

Il ne comprenait pas pourquoi

Il était sans famille, sans amis

Seul, si seul

Il ne comprenait pas pourquoi

On le repoussait, on le méprisait

Il était haï, il était maudit

Je ne vous comprends pas

Il était petit, il avait quatre ans

Il était si jeune, il était si beau

Alors, pourquoi, pourquoi ?

Mais, parcequ'il est noir.

Hourla

Sans remorque

Ci-joint le montant de mon réabonnement à « Sans Frontière ».

Continuez de nous « tarabuster » par vos articles dynamiques, vos points de vue inédits, vos perspectives nouvelles. J'aime votre liberté par rapport à toutes les organisations (politiques, syndicales, sociales, religieuses...). Vous êtes à la remorque d'aucune ! Cela fait votre force et vous donne le droit de dire quelque chose de valable !

Je vous assure de toute mon amitié.

Angelloz Francis

4 Impasse du Trippoz
74000 Annecy

S.F : SOUSCRIPTIONS ET PERSPECTIVES...

mensuel ou hebdo?

Faute de temps, je vous écris un mot rapide pour accompagner les deux chèques ci-joints et vous donner brièvement mon avis sur les moyens d'en sortir des difficultés du journal :

1°- Pourquoi continuer à refuser par principe (lequel ?) la publicité ? Celle-ci peut être sélectionnée en fonction des objectifs du journal.

2°- Une meilleure diffusion est nécessaire. Elle exige quelques efforts de publicité et des techniques adaptées de commercialisation. N'y-a-t'il pas des lecteurs spécialisés dans ces questions ?

3°- Le canal associatif de province ne peut-il être mieux mobilisé ?

4°- Informez vos abonnés et lecteurs de vos interruptions. Sion vous de les perdre futilement.

Bon courage.

Nadjo Boumaza

4° galerie de l'Arlequin 1206
Grenoble

N.D.L.R. : Vos préoccupations sont les nôtres, même si nous ne trouvons pas toujours les meilleures réponses. Ainsi la diffusion dépend aussi de nos lecteurs. Indiquez-nous les kiosques où vous voudriez trouver le canard. La pub commence à entrer mais les (rares) interruptions sont difficiles à prévoir : elles tombent comme un couperet. Quand au secteur associatif, voir le dernier S.F...

Vous nous demandez notre avis - je me garderais bien d'une « critique » n'ayant pu lire en profondeur. Alors... dans la pile des revues qui attend encore ma lecture, et probablement celle de beaucoup d'autres « abonnés », ce me serait une réelle satisfaction que « Sans Frontière » qui parle de tant de chose, se contente de ne paraître au minimum que tous les mois.

Votre nouvelle formule pour un mensuel me paraît excellente. Elle pourrait même être un petit peu moins chargée et pourquoi pas, comme beaucoup d'autres, pour le financement, comporter quelques pages de publicité sur les articles des pays d'origine (bien sûr) !

Avec l'espoir que ce journal continue malgré tout.

Très cordialement.

Th. Desfonquères

C'est vrai que réussir à ce que « Sans Frontière » tienne depuis si longtemps et presque une gageure.

J'espère bien qu'assez de moyens (en énergie et finance) pourront être rassemblés pour que cela continue... et j'avoue que j'espère bien que cela pourra rester encore sous la forme d'un hebdomadaire !

Bonnes réflexions. Bon courage.

Jean-Marie Liénart
Paris

Nous espérons que vous repasserez bientôt en hebdomadaire, car avec un mensuel vous ne toucherez pas le même public.

Raymonde et Gabriel Chel

Alternative

« Le toit du monde » : Centre de rencontres et d'échanges interculturels, propose avec le collectif Tiers Monde et l'A.P.I. (Accueil et promotion des Immigrés) les activités suivantes : Initiation à la langue d'origine (arabe, portugais, turc etc...), initiation à la langue soutien scolaire aux enfants et aux jeunes, jeux éducatifs, documentation, fêtes, rencontres etc... Son but : favoriser les expressions différentes, lutter contre le racisme et permettre un rapprochement entre la population poitevine et la population étrangère.

« Le Toit du Monde » : 31 rue des Trois Rois Poitiers. Tél. : (49) 41.13.40. C.C.P. 2082.44 D Limoges. Ouverture tous les jours et à tous de 17h à 23h et le samedi et le Dimanche de 14 à 23h.

Agence presse chômeurs :

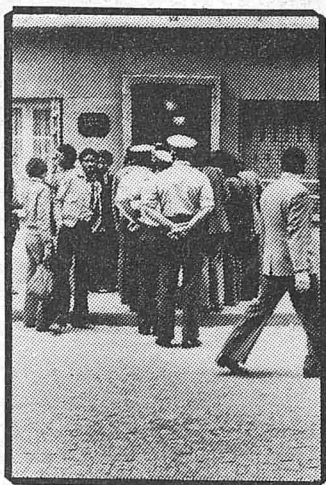
L'association « Giraud Phare » installée dans un immeuble squatté au 19 rue Léon Giraud, dans le 19^e, se veut une « société décrochée, prototype de l'An 2000, agence de presse chômeurs ». Cette agence et « association d'animation et de recherche en psychiatrie sociale » (A.A.R.P.S.) a créé une école parallèle de journalisme, social et une boutique « psycho » avec permanence gratuite d'information et d'orientation tous les jours de 19 à 21 heures. Le tout à la lumière des bougies puisque l'E.D.F. refuse de délivrer la lumière.

A.A.R.P.S. : 19 rue Léon Giraud 75019

Printemps Malgache : L'Association Amitié France Madagascar présente un groupe malgache (Maléléo) et européen (Comédia Mundi) qui feront une tournée en Europe d'Avril à Juillet 83.

C'est en animant une grève générale d'étudiants en 1972 à Madagascar que le Groupe Mahaléo est né. Depuis, ils ont fait 200 concerts à thèmes politiques et sociaux. « Comédia Mundi » est née du Mouvement de Mai 68. Leurs thèmes s'organisent autour de la recherche d'identité culturelle d'un groupe d'Européens farouchement opposés au développement de la société industrielle. De nombreux concerts et des pièces de théâtre, notamment contre le fascisme. Une comédie Musicale, « La Bande à Brecht-Muhsam » qui montre comment la réaction a toujours fabriqué le terrorisme pour criminaliser l'opposition.

Comédia Mundi a enregistré cinq 33 tours.



Rythmes : Enfin des cours de danse d'Afrique du Nord et du Moyen Orient. Leila Haddad, formée au conservatoire de Tunis, a étudié la pratique et le sens de la gestuelle des danses africaines et moyen orientales. Elle donne des cours au centre du Corps et de la Danse.

Centre du Corps et de la Danse : 15 rue Goddefroy Cavaignac 75001 Métro : Voltaire. Tél. : 392.83.84. ou 296.54.64. Mercredi 18h-19h30. Vendredi : 19h30-21h. Samedi : 13h30-15h.

Rectificatif : Dans l'agenda du précédent numéro de « Sans Frontière » cinq journées sur l'immigration ont été annoncées. L'après-midi « théâtre » au centre Alpha du groupe Nedjma, citée dans le texte d'origine a disparu à un stade indéterminé du journal. Une enquête est en cours mais nous prions d'ores et déjà les victimes de nous en excuser. Le même groupe « Nedjma » a organisé une fête au centre culturel maghrébin le samedi 11 décembre dans la salle de la Mairie du 16^e. Des cours de musique maghrébine sont donnés par le professeur Meissein El Masri.

Pour tous renseignements, contacter : Khalid au 500.92.19 ou écrire au Centre Culturel Maghrébin : 69 rue Boissière 75016.

Expulsions : Un Comité de Lutte contre les expulsions s'est constitué à Lille. À l'origine, le cas de Youssef, marocain au passé syndical et politique, condamné à un mois de prison suivi d'expulsion pour situation irrégulière en France.

Pour tous contacts : Ecouter Radio Lille sur 95,1 MjH F.M. ou réception tous les Dimanches de 10 à 12 heures : Maison de la Culture et de l'Environnement : 23 rue Grosselet Lille.

LA SAGA DES RADIOS



RADIO LUSOPHONE

L'émigration portugaise vit aussi, bien qu'à un rythme plus calme, la fièvre des ondes libres. Voici les horaires d'émission réalisées en Val de Marne (Rég. Parisienne) :
Radio Activ FM 94,6 Mhz
Samedi 12-14h
Radio A4 FM 88,7 Mhz
Mercredi 18,30-20h30
Samedi 7-9h

Contact. Tél. : 877.15.88 et 877.32.32.

Radio Sud programme « Portugais d'Avril »

FM 102 Mhz

Vendredi 20-22h Contacte.

Té. : 726.39.49 M. Morais.

N'hésitez pas à prendre contact avec leurs animateurs, toujours en attente d'opportunités pour faire du direct.

Radio Perrigieux 103

Bonjour !

Encore une fois (je suis abonné depuis le début à S.F.) je prends la plume pour vous adresser ce chèque.

Il y a six mois, j'étais un peu dubitatif sur la poursuite de votre journal et certains articles « sectaires » ou de « culte de la personnalité » (Khadafi !) m'avaient plutôt déplu. Néanmoins, j'avais décidé de reprendre un abonnement de six mois.

Après avoir reçu votre nouvelle formule mensuelle, surtout après le « spécial novembre », c'est avec plaisir que je vous transmets un chèque de soutien de 200 F. Le mensuel est une formule qui me plaît bien, même si je comprends que vous ayez hâte d'en revenir à la formule hebdo.

Je participe, en tant que membre du PSU, à une radio « libre » à inspiration autogestionnaire « Radio Perrigieux 103 » : dans l'émission d'actualités du mercredi que j'anime, j'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de faire de la « pub » pour votre journal. De même des camarades de l'A.S.T.I.

Périgieux, qui animent la tranche du lundi.

Gildas le Roux

Quelques émissions pour vous donner une idée de la radio

Tribune libre - Lundi 14h-19h

Comme son nom l'indique ; envoyez vos cassettes. Elles passeront sous votre responsabilité. Maximum 1/4h. Venez participer aux débats.

Radio Portugaise - Dimanche 10h-12h

Emission portugaise - Dimanche 10h-12h.

Radio Lisbonne n'a qu'à bien se tenir : infos, conseils, pratiques, dédicace. Le plus fort indice d'écoute de Périgieux.

Ouvert le dimanche - Dimanche 12h-14h

Rencontres, musique. Reportages locaux, sketches radiophoniques et les petites annonces spéciales... très spéciales...

Les « maîtres du coran » - Dimanche 16h-18h

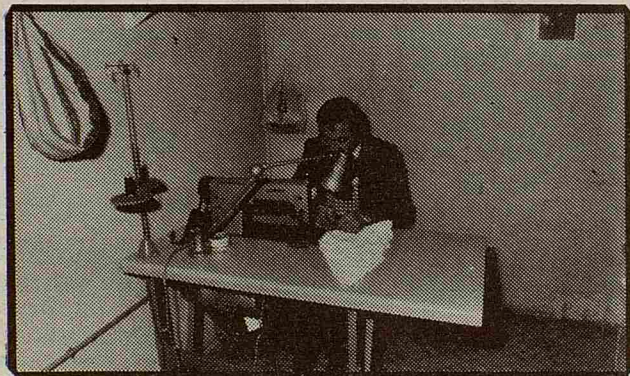
Emission Maghrébine. Les maîtres du Coran : Ceux qui ont le savoir, donc un pouvoir intellectuel. Des sorciers, quoi ! Auditeurs, à vos amulettes.

Appel

Les organisations suivantes :

- LE G.S.T.M. (Groupement syndicaliste des travailleurs migrants)
- Le C.R.E.Z.A. (Centre de recherches et d'études zaïroises)
- L'U.N.E.F. indépendante et démocratique (F.E.P.)
- Union régionale parisienne F.O.
- Le Comité international contre la répression
- La Coordination des Foyers de travailleurs immigrés
- L'Association des travailleurs béninois en France (A.T.F.B.)
- L'Association syndicale des étudiants algériens en France
- Le Secrétariat national de coordination des Comités pour l'Union nationale des étudiants et élèves de Côte-d'Ivoire
- L'A.E.S.F. Action syndicale (Association des étudiants sénégalais en France)
- Le P.C.I.

Appellent à la régularisation des Sans-Papiers. Pour la signature de la pétition : C.I.C.R. (Comité International Contre la Répression) Appel à la régularisation : 61 rue Beaubourg. 75139 Paris Cedex 08.



Le comité S.O.S Justice Lillois fait signer une pétition pour la réintégration du Juge Bidalou qui n'a toujours pas le droit de siéger. Comité S.O.S. Justice Lillois C/O M.N.E. 23 rue Grosselet Tél. : 52.12.02. 59800 Lille.

Associations : « Ingénieurs Sans Frontières » a vu le jour le 25 février 1982 à l'initiative d'anciens élèves des Ponts et Chaussées. Son but : collaborer avec les pays « les moins avancés » en participant à des missions de micro développement qui seront intégrées dans les cursus de l'enseignement comme stages. E.N.P.C. : 28 rue des Saints Pères. 75007 Tél. : 280.34.18.

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples : Le M.R.A.P. tient à rappeler sa position sur les

« Sans papiers »

Peuples : Le M.R.A.P. tient à rappeler sa position sur les « Sans Papiers » : Pour la régularisation de tous ceux qui ont déposé un dossier. Tél. : M.R.A.P. : 806.88.00.

Le Monde à Paris

« On n'a jamais fini de connaître « les autres ». Dans un but d'entente et de compréhension entre gens de cultures différentes, Le Monde à Paris, association loi 1901, cherche à faire découvrir aux Parisiens les innombrables richesses culturelles de la ville à travers ses étrangers, leurs enfants et petits-enfants. En un an et demi d'existence elle a produit régulièrement de nombreux programmes radiophoniques sur ce thème (actuellement présentés sur quatre antennes), des articles dans différents types de publications, des spectacles, des animations. Si cette problématique vous intéresse, si vous avez le respect de l'autre, le goût de la différence et le désir de partager vos découvertes, si vous avez une compétence dans un domaine de la communication (radio, vidéo,

cinéma, animation, rédaction), A dater du 31 décembre 1982, le promoteur retire au C.A.F.M. l'usage des locaux mis à sa disposition depuis trois ans.

En effet, en 1978, le promoteur manifestant l'intention que le Forum ne soit pas exclusivement un « Temple de Consommation » a fait appel à un groupe de personnes (professionnels de l'animation et habitants du quartier) pour y gérer 600 M² d'espace à vocation sociale et culturelle. Le groupe s'est constitué en association loi 1901 en créant le C.A.F.M. puis a demandé à un certain nombre d'associations, soit du quartier, soit d'envergure nationale, de participer à l'animation des lieux en y assurant des permanences d'information et y organisant des animations.

REVUE DES REVUES

Culture Immigrée : L'association Migrants Formation vient de consacrer un numéro spécial à l'animation et à l'expression culturelle des migrants et enfants de migrants. Quels sont les modes d'expression des immigrés en France ? Y a-t-il une culture propre à ce qu'on appelle la seconde génération ? Quelle place l'école fait-elle à ces cultures différentes ? C.N.D.P. Bureau de documentation Migrants. 91 rue Gabriel Péri. 92120 Montrouge Tél. : 657.11.67. Numéro : 12 Francs. Abonnement : 35 Francs.

Comité Liban : Le Comité Liban vient de publier un bilan des derniers événements au Liban et des axes politiques du Comité. « Les Forces progressistes libanaises en lutte s'opposent aujourd'hui aux deux formes de la domination impérialiste ; l'occupation sioniste ou la normalisation à l'israélienne au Liban ».

Comité Liban : 24 rue de Nanterre 75015 Tél. : 532.18.33. Permanence le Jeudi de 19 à 21 heures et le Samedi de 15 à 18 heures.

L'Alliance des Equipes Unionistes de France édite une brochure : « Avec ou sans papiers ». 58 pages d'analyses et de réflexion sur les causes de l'immigration et la politique de coopération depuis le 10 Mai.

Alliance des Equipes Unionistes de France 19 bis rue de Cotte 75012. Diffusion FASTI : 4 square de Vitruve 75010 Frères des Hommes : 25 rue de Crémieu 75019. Relais : 59 avenue Daumesnil 75012.

Strada : « Peuples en marche » présente dans son dernier numéro un reportage sur le théâtre de rue. **Peuples en Marche :** 2 place des

Recollets 45200 Montargis tél. : (38)93.66.85.

Peaux Rouges : Le bulletin « Amérique Indienne », publie un compte rendu de la journée de solidarité avec les peuples indiens du 9 octobre, ainsi qu'un témoignage de Robert Jaulin, ethnologue et professeur à Jussieu, sur un tribunal indien qui a siégé à Davis (U.S.A.) du 20 au 25 octobre. Le point sur la situation des Indiens et leur programme d'action sociale et politique.

Bulletin « Amérique Indienne ». Diffusion « Inti » : 37 rue Meslay 75003 Paris **Calendriers 83**

Mal bouffe et malnutrition « Ici, mieux se nourrir, là-bas, vaincre la faim ».

Tel est le mot d'ordre d'une campagne lancée par Frères des Hommes qui édite un calendrier extrêmement bien conçu où s'alternent informations sur les rapports avec le Tiers Monde, sur l'armement et... des recettes de cuisine respectables privilégiant les céréales par rapport à la viande, puisque notre consommation de viande affame le Monde.

Frères des Hommes : 20 rue du Refuge 78000 Versailles. **Terre des Hommes :** 11 bd Biron 93400 Saint Ouen. Prix du calendrier : 28 Francs. 10 exemplaires : 250 Francs.

Guevre et paix : Le mouvement pour une Alternative non violente édite un calendrier 1983. Non violence politique. Cette brochure est composée d'un certain nombre d'informations sur l'armement, la défense et son budget, ainsi que sur les grandes orientations du mouvement.

« Non violence politique 1983 » Dessins : Plantu et Konk. Photos : Laif et P. Rysman. M.A.N. : 20 rue Devidier. 45200 Montargis. Tél. : (38)93.13.73.

Le monde à Paris /.

En juillet dernier, fini le rôle d'alibi ! la décision du promoteur de commercialiser totalement les espaces du Forum, entraîne l'éviction du C.A.F.M.

Dans quatre espaces différents, se sont développés :

- Un centre d'information et d'expression sociale : Espace 4 animé par A.P.E.I. de Paris (Association de Parents d'Enfants Inadaptés), CIMADE

ISM (Inter Service Migrants), Union Départementale des Consommateurs de Paris (Que Choisir ?) auxquels se joignent de nombreuses autres associations pour des opérations ponctuelles.

Affaire à suivre...

Forum des Halles, Porte Lescot, Niveau-4 B.P. 75. 75045 Paris Cedex 01.

PETITION IMMIGREEE

AUX ELECTIONS MUNICIPALES NOUS VOTERONS AUSSI

Nous, immigrés de toutes les communautés, présents en France depuis des années, voire y étant nés, constatons qu'à l'approche des élections municipales de mars 83, la question de notre participation à la gestion de la vie locale et municipale est de nouveau reportée, sinon enterrée.

Alors que nous avons les mêmes devoirs que les citoyens français envers les collectivités locales, alors que nous payons les impôts locaux et la taxe d'habitation, alors que notre participation à la vie associative et culturelle locale est de plus en plus vivante et ouverte, nous subissons encore l'exclusion du champ de la vie politique locale, car nous n'avons ni le droit de voter ni celui d'être élus aux prochaines élections municipales, et nous savons que nous ne l'aurons pas d'ici là.

Pourtant la question de l'immigration sera présente dans la campagne électorale, et nous savons d'ores et déjà qu'elle sera axée sur les thèmes de l'insécurité, du seuil de tolérance et toute autre rationalisation de notre exclusion.

Par une initiative pacifique, responsable et ouverte au dialogue, nous voulons aujourd'hui prendre date, amener le débat sur la scène publique, mettre chacun devant ses responsabilités, sensibiliser l'opinion publique et l'informer sur nos propositions et revendications.

C'est pourquoi les signataires de cet appel s'engagent à participer au vote parallèle et symbolique que nous organisons le 6 mars prochain, comme ils s'engagent à soutenir toute initiative locale de présentation de listes ou de candidats immigrés en vue de faire aboutir l'obtention de nos droits politiques fondamentaux.

Renvoyez vos signatures au comité provisoire : « Sans Frontière » 33 bd St Martin 75003 Paris.

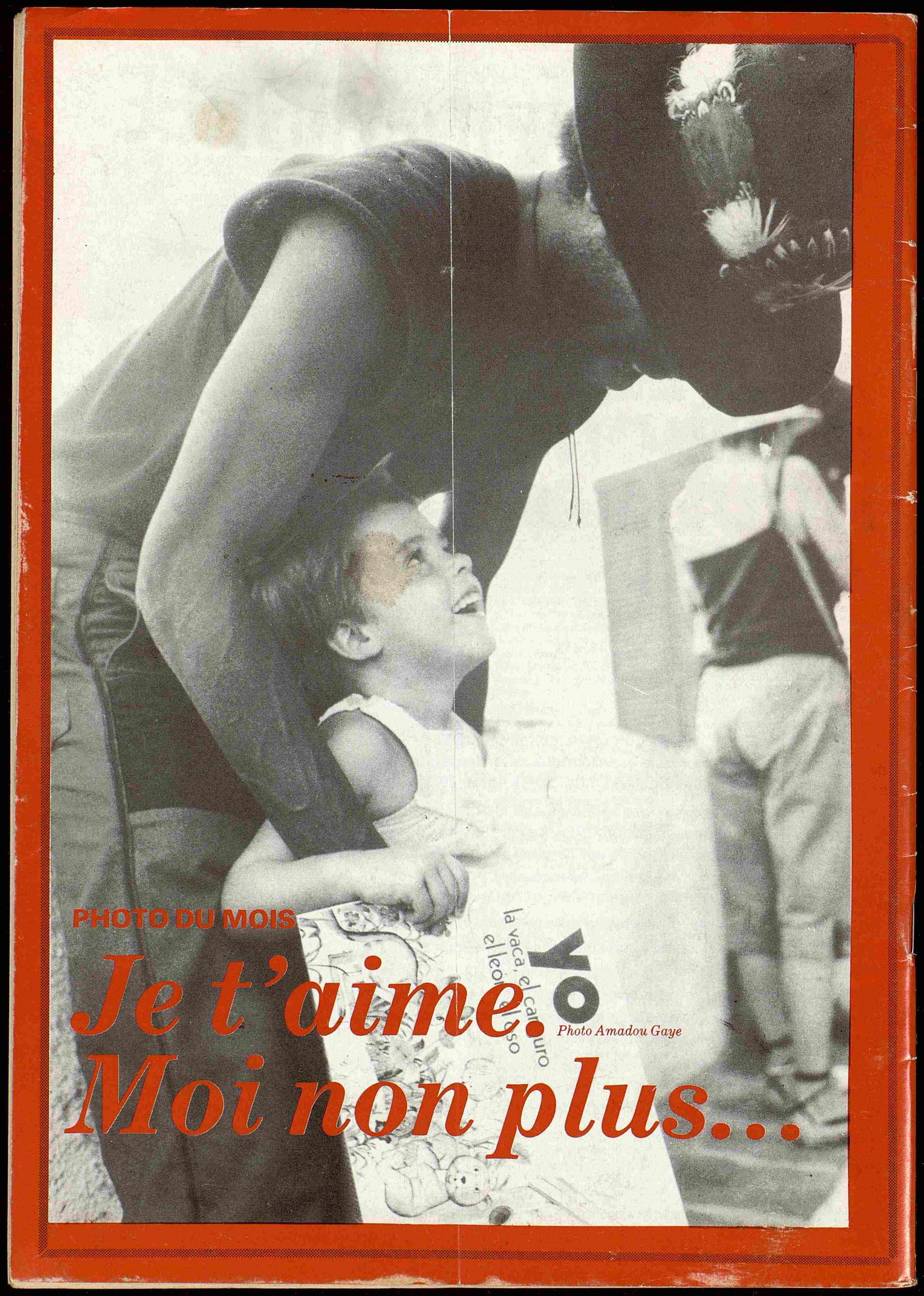


PHOTO DU MOIS

*Je t'aime.
Moi non plus...*

Photo Amadou Gaye